

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JUILLET 1909.

Proposition de loi portant organisation d'une représentation professionnelle
de l'agriculture et des intérêts des classes agricoles.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La proposition de loi que nous soumettons à la Chambre et qui reproduit, en la modifiant, une proposition remontant à plus de douze ans ⁽¹⁾, a pour but d'assurer à la représentation agricole les plus larges garanties de justice que nous ayons pu concevoir, en la soustrayant à l'arbitraire et au privilège par les principes mêmes de son organisation; de permettre aux classes intervenant, sous le régime de la propriété individuelle, dans l'exploitation du sol, de prendre nettement conscience de leurs intérêts distincts, et des rapports de leurs intérêts entre eux; et par là même, de concourir puissamment avec la plus rigoureuse méthode scientifique, et en faisant aux ententes collectives la plus large place aujourd'hui possible, à accélérer et à coordonner les progrès de l'agriculture, de la législation et des institutions agricoles, et les améliorations des conditions matérielles, intellectuelles, morales et sociales des classes rurales, et par-dessus tout, de la plus nombreuse et la plus pauvre; de préparer même, enfin, des modifications profondes dans notre organisation parlementaire.

C'est en interrogeant l'histoire des institutions agricoles, que l'on peut constater, avec quelle lenteur, et à travers quelles difficultés et quelles résis-

(1) 18 mai 1897, proposition amendant la proposition de loi portant organisation d'une représentation professionnelle de l'agriculture, déposée par feu le représentant Niezette dès la session de 1894-1895.

tances, la représentation rationnelle de l'agriculture se dégage des efforts spontanés des intéressés, de l'empirisme des gouvernements.

L'idée d'instituer un organe d'étude et de défense des intérêts agricoles fut conçue et réalisée bien avant qu'on songeât à faire émaner directement, par un mode de suffrage professionnel, cette institution représentative des classes rurales mêmes. D'après M. le Ministre De Bruyn, c'est le 2 février 1834 que De Smet, représentant d'Alost, développa le premier une idée que Ch. Rogier devait réaliser : « Nous avons, disait-il, une commission supérieure des manufactures et du commerce, dont les fonctions sont ou de solliciter des lois favorables à ces deux genres d'industrie, ou de fournir au Ministre des éclaircissements et des observations sur celles qu'il propose. Mais il est remarquable que le premier des arts, la plus importante de toutes les professions, l'agriculture, n'ait auprès du Gouvernement aucun représentant pour défendre ses intérêts. Il serait donc très utile d'instituer près du Gouvernement une Commission supérieure d'agriculture. Cette Commission pourrait correspondre avec les sociétés d'agriculture qui sont déjà établies dans chacune de nos provinces, et, d'accord avec elles, prendre toutes les mesures utiles pour faire faire des progrès à notre agriculture ou transporter les bonnes pratiques d'une province dans l'autre, etc. ⁽¹⁾ ». M. Discaille, le savant historien de la vie et des travaux de Ch. Rogier, rapporte, lui, que cet homme d'État, qui fut un esprit novateur, était déjà antérieurement, quand il exerçait les fonctions de gouverneur d'Anvers, vivement préoccupé de cette institution.

C'est le 23 mars 1834 que Rogier créa le Conseil supérieur de l'agriculture; ses membres étaient choisis directement par le Gouvernement même au sein des Chambres. C'était, à l'origine, comme on l'a dit, une sorte de Commission parlementaire de l'agriculture.

Réuni à la Commission des haras le 29 novembre 1834, sous le ministère de Theux, le Conseil supérieur de l'agriculture resta à peu près inactif jusqu'en 1845. C'est alors qu'il reçut d'assez profondes modifications, et que se révéla, dans son organisation, une tendance à l'adoption du principe électif.

« Si nous ne constatons pas encore, a dit depuis M. De Bruyn, la désignation des délégués au Conseil directement par les associations agricoles, nous pouvons cependant remarquer un acheminement vers cette réforme. Les neuf représentants des commissions provinciales au Conseil sont nommés par ces commissions : les membres de celles-ci sont nommés par le Roi, sur une liste triple de candidats présentée par les commissions elles-mêmes. Neuf membres du Conseil sont, comme précédemment, nommés par le Roi. Les fonctions de membre et de secrétaire du Conseil sont incompatibles avec celles de membre des deux Chambres législatives et de gouverneur. Cette

(1) Voir l'exposé fait par M. De Bruyn au Conseil supérieur de l'agriculture, le 24 janvier 1899.

incompatibilité est caractéristique du système nouveau. Le Gouvernement de l'époque a voulu, sans doute, que le Conseil cessât d'être, comme autrefois, une commission mixte des Chambres législatives, et devint un collège indépendant, délibérant et votant en dehors de toutes considérations d'ordre parlementaire ⁽¹⁾. »

Cette prétendue indépendance n'était assurément que très relative; réelle à l'égard du pouvoir législatif, elle était à peu près illusoire à l'égard du pouvoir exécutif même.

Un progrès notable vers le système représentatif fut réalisé par l'institution des comices, en vertu de l'arrêté royal du 20 janvier 1848. C'étaient des associations locales de personnes s'intéressant à l'agriculture, se réunissant pour discuter et défendre les intérêts agricoles de leur circonscription, pour organiser des concours, et pour prendre toutes les mesures utiles aux progrès de l'agriculture. La présentation des candidats aux fonctions de membres des commissions provinciales d'agriculture, leur fut d'abord attribuée, le Roi continuant à nommer celles-ci comme par le passé; mais vint l'arrêté du 18 octobre 1889 qui rattacha étroitement aux comices les sociétés provinciales d'agriculture, en les composant exclusivement de leurs délégués; les commissions provinciales n'étaient plus désormais que l'émanation de ces sociétés. Le comice apparaissait comme l'organe officiel de la représentation agricole.

Mais c'est alors qu'une phase nouvelle s'ouvrit dans l'évolution des institutions agricoles. Dès 1890, il se produisit, au sein des classes rurales, un mouvement considérable, et l'on vit se multiplier rapidement les associations agricoles libres de toute nature: ligues agricoles, syndicats, sociétés de crédit agricole, d'assurances, agricoles, sociétés coopératives, syndicats d'achat et de vente, etc. Il suffit, pour donner une idée de ce développement, de signaler la multiplication rapide des associations locales qui se sont fédérées dans le *Boerenbond* de Louvain ⁽²⁾.

En 1891 . . .	49 associations	comptaient	2,280 membres.
En 1892 . . .	80	—	— 4,000 —
En 1893 . . .	130	—	— 5,000 —
En 1894 . . .	200	—	— 7,500 —
En 1895 . . .	240	—	— 11,000 —
En 1896 . . .	332	—	— 19,000 —
En 1897 . . .	379	—	— 22,500 —
En 1898 . . .	401	—	— 24,350 —
En 1899 . . .	421	—	— 25,000 —

(1) M. De Bruyn, le 11 janvier 1899, à l'assemblée du Conseil supérieur de l'agriculture.

(2) Exposition de Paris de 1900. Rapport général de L. VARLEZ, *Sur l'économie sociale*, p. 62.

Ces associations libres demandèrent à participer à la fois aux subsides de l'État, et à la représentation des intérêts agricoles. « Une première satisfaction leur fut donnée en 1898, nous disent MM. Jacques et Renard, dans leur rapport de 1907-1908, au Conseil supérieur de l'agriculture, sur la *Réorganisation de la représentation des intérêts agricoles* ; des subsides leur furent accordés à divers titres, et l'article 32 de l'arrêté royal de 1889 fut modifié en ce sens que, des dix-huit membres du Conseil supérieur à nommer par le Gouvernement, neuf furent choisis parmi les représentants des sociétés libres poursuivant un but agricole. Cette première réforme fut le point de départ de nouvelles réclamations des sociétés libres, et dans sa session de 1898-1899, le Conseil supérieur fut appelé à examiner un *projet de modifications à l'arrêté royal* du 18 octobre 1889 sur les comices agricoles. Les débats furent continués pendant les réunions du Conseil en 1900 et 1901 ; plusieurs projets furent longuement discutés, une Commission spéciale fut nommée en 1904, à l'effet de coordonner autant que possible les divers projets en présence ; un rapport fut adopté par l'assemblée générale du Conseil supérieur, mais aucune suite ne fut donnée à ces projets par l'autorité supérieure, et la question se présente à nouveau dans les mêmes termes que l'on peut résumer comme il suit : Y a-t-il lieu de maintenir un organisme officiel de l'agriculture tel qu'il est composé aujourd'hui, de comices, de commissions provinciales, de sociétés agricoles provinciales, et d'un Conseil supérieur, tout en modifiant sur certains points les règlements de ces divers corps, ou *faut-il supprimer ce privilège officiel* ⁽¹⁾ ? »

Ce passage résume ce qui s'est accompli dans les dix dernières années. Le Gouvernement, après avoir, en 1899, sollicité l'avis du Conseil supérieur d'agriculture sur la réorganisation de la représentation agricole, semble ne s'être même pas arrêté à ses conclusions. Il n'a, depuis dix ans, pris aucune initiative. La question est ramenée aujourd'hui devant le Conseil, exactement dans les mêmes termes qu'alors. Dans les mêmes termes, en effet : pour les auteurs de presque tous les projets soumis au Conseil, de tous ceux qui ont fait l'objet d'une discussion, il s'agit uniquement de savoir si le *privilège officiel* des comices actuels sera maintenu, si ce privilège sera partagé entre les comices et les associations agricoles libres, et comment, ou si les associations agricoles libres seront substituées aux comices, dans l'exercice du privilège de représenter les intérêts agricoles.

Voici, en effet, l'exposé sommaire des divers projets, soumis presque tous au Conseil supérieur de l'agriculture :

(1) *Conseil supérieur de l'Agriculture*, session de 1907-1908, p. 70.

A. — Projets fondés sur les associations libres.

Projet de MM. Jacques et Renard.

Maintien des comices actuels, sans modification essentielle de leur organisation. Dispositions diverses tendant à améliorer l'organisation et à étendre les attributions des comices. Les associations libres d'agriculture, autres que les comices, ont une représentation dans le Conseil supérieur d'agriculture.

Projet de M. l'abbé Mellaerts.

A l'opposé des auteurs du premier projet, il confie, dans chaque canton, la représentation des intérêts agricoles exclusivement aux *unions professionnelles agricoles locales reconnues*, conformément à la loi du 31 mars 1898, et aux délégués de ces unions. Leurs délégués constituent les Chambres provinciales choisies au sein de certaines catégories d'éligibles, et les Chambres provinciales élisent des délégués formant le Conseil supérieur, auquel il adjoint des membres choisis par cooptation. Les comices agricoles sont rejetés en dehors de la représentation officielle, mais ils subsistent et contribuent aux progrès de l'agriculture par l'institution de concours et d'expositions.

Projet de la Section centrale de la Chambre des représentants (1901).

Ce projet semble s'inspirer du projet présenté, en 1898-1899, par M. l'abbé Mellaerts, qui formait alors les comices nouveaux des délégués des unions professionnelles reconnues, et des délégués des comices réorganisés sous la forme d'unions professionnelles. Cependant l'exposé sommaire du projet de la Section centrale est encore assez vague. (Voir le Rapport de M. Raemdonck sur le Budget de l'Agriculture pour l'exercice 1901.)

« Qu'on fasse des comices, dit l'honorable rapporteur, l'émanation véritable du monde agricole et ils sont sauvés, en même temps qu'ils seront mis à même de rendre les plus grands services. Or, rien n'est plus simple, et différents membres de la Section centrale croient répondre aux vues de la Chambre en exposant les grandes lignes d'un projet. Les circonscriptions actuelles des comices seraient maintenues. Elles resteraient cantonales. Il y aurait donc autant de comices qu'aujourd'hui, même davantage. Au sein de chaque comice prendraient place les délégués élus par les associations locales existant dans les différentes communes du canton. Chaque association désignerait un nombre de délégués en rapport avec le nombre de ses membres. L'ensemble de ces délégués nommerait le bureau du comice. L'ensemble des comices formerait la société provinciale d'agriculture, dont le bureau serait élu soit par tous les membres du comice, soit par des délégués désignés à

cet effet par les comices. Du même coup, serait résolue la question tant débattue de la représentation des associations au sein du Conseil supérieur de l'agriculture. Il suffirait, en effet, de faire désigner, par les associations provinciales, les membres qui, avec les membres désignés par le Gouvernement, formeraient le Conseil supérieur. »

Cet exposé ne nous dit pas avec précision si les comices actuels subsistent, ou s'il n'en subsiste que la circonscription; il ne nous dit pas quelles associations constitueront (le cas échéant avec eux), la représentation agricole, ni si la forme légale leur sera imposée.

Projet de M. Vliebergh (1909).

C'est le projet de M. l'abbé Mellaerts élargi. Le comice est composé des délégués de toutes les associations agricoles *légalement reconnues*, ayant leur siège dans la circonscription; sont par là considérés comme sociétés d'intérêt agricole, non seulement les unions professionnelles d'agriculteurs ou d'ouvriers agricoles reconnues, comme dans le projet précédent, mais les syndicats pour l'amélioration de l'espèce bovine, porcine, caprine, les syndicats betteraviers, les laiteries coopératives pourvu que le lait y travaillé provienne, au moins pour les deux tiers, des vaches laitières de leurs membres, les assurances mutuelles contre la mortalité des chevaux, du bétail, des porcs et des chèvres, les sociétés coopératives d'achat de matières premières de l'agriculture, lorsqu'elles n'achètent que pour leurs membres, les sociétés coopératives de vente de produits agricoles qui ne vendent que les produits de leurs membres, les sociétés d'agriculteurs pour l'emploi en commun de machines agricoles, et, en général, toute société composée d'agriculteurs ou d'ouvriers agricoles, poursuivant un but *agricole* reconnu *par le juge de paix*. Le juge de paix est ainsi institué le juge souverain du caractère agricole des associations.

Projet de MM. Francotte et d'Otreppe.

Ce projet est un essai de synthèse des comices et des associations libres. Les comices, les sociétés, les commissions provinciales subsistent, mais au-dessus des institutions actuelles se place une chambre provinciale formée, d'une part, de la commission émanant des comices, de l'autre, d'un nombre égal de délégués désignés par les sociétés libres. C'est l'organisme nouveau qui se substitue réellement aux commissions provinciales actuelles, réduites à des fonctions purement administratives.

Le projet n'admet, comme *sociétés libres*, que les sociétés d'assurance et de crédit; les sociétés coopératives d'achat d'engrais et de ventes; les unions professionnelles agricoles. Toutes doivent avoir obtenu la reconnaissance légale.

Ce projet est évidemment plus restrictif que le projet précédent à l'égard

des associations libres. A l'égard de la constitution du Conseil supérieur, il y assigne la même participation aux délégués des comices, et des associations libres dans la chambre provinciale ; il maintient les membres élus par le Gouvernement, mais leur nombre proportionnel est réduit.

**Projet du Conseil supérieur d'agriculture (10 décembre 1908
et 27 janvier 1909)**

C'est le projet qui précède, mais avec une détermination quelque peu élargie des sociétés libres appelées à former l'organe provincial de la représentation agricole. Ce sont toujours des sociétés libres d'intérêt agricole, ayant leur siège dans la province, et jouissant de la personnification civile, qui sont seules investies du droit de vote, mais aux sociétés d'assurance et de crédit, aux sociétés coopératives d'achat d'engrais et de vente, aux unions professionnelles agricoles, on a ajouté, après un vif débat, les fédérations d'élevage.

**B. — Projets constituant la représentation agricole
indépendamment des sociétés libres.**

Ce sont les projets qui appellent, dès à présent, à la constitution démocratique de cette représentation, toutes les personnes directement intéressées dans l'agriculture. Les principaux projets soumis au Congrès agricole international de 1895 appartenaient à cet ordre.

Notre ami regretté, M. Niezette, qui, dès 1894, déposa une proposition de loi sur cet important objet, lui assigna le même caractère. Notre proposition, qui l'amende, se rattache à des travaux antérieurs du même ordre.

Au Conseil supérieur de l'agriculture, un seul projet fut conçu dans le même esprit.

Projet de M. de Villermont.

Ce projet fut retiré par son auteur dans l'assemblée générale du Conseil supérieur du 13 décembre 1908, et il est intéressant de signaler les circonstances de ce retrait, d'après les procès-verbaux de l'assemblée :

« M. LE PRÉSIDENT. — Vient le projet de M. de Villermont qui renverse tout ce qui existe. Aucun des anciens organismes ne subsisterait. Il y aurait un comice par commune, tous les cultivateurs en feraient partie ; au besoin, on les y inscrirait d'office. Une société cantonale d'agriculture composée de délégués des comices serait constituée, ainsi qu'une chambre provinciale d'agriculture formée par les délégués des sociétés cantonales, et, enfin, pour compléter cet ensemble, le Conseil supérieur serait nommé par les délégués des chambres provinciales.

» Ainsi que vous le constatez, le système de M. de Villermont fait table

rase de tous les organismes existant actuellement. A ce propos, j'ai reçu hier une lettre du Comité central des fédérations agricoles libres, dont je vais vous donner lecture, parce que, étant donné qu'elle est signée par M. le comte de Villermont, cette communication sera peut-être de nature à éclairer la discussion.

» M. DE VILLERMONT. — C'est à la suite d'une réunion de toutes les fédérations *boerenbonden*, ligues des provinces de Liège, Namur, etc., que les termes de cette lettre ont été arrêtés, et cela à l'unanimité.

» M. LE PRÉSIDENT. — Cette déclaration donne d'autant plus de poids au vœu que je prie M. le Secrétaire de bien vouloir lire à l'assemblée.

» M. LE SECRÉTAIRE. — Les associations agricoles libres désirent entrer, en proportion de leurs forces, dans les sociétés et commissions provinciales d'agriculture.

»..... M. LE PRÉSIDENT. — Que dois-je en conclure au sujet de votre projet? Maintenez-vous ou retirez-vous votre système? Le retrait de votre projet serait une grande simplification pour la discussion.

» M. DE VILLERMONT. — Je veux bien le retirer, Monsieur le Président. Il y a d'autres moyens d'assurer la représentation des associations libres. »

Ainsi fléchit le seul effort de généralisation immédiate de la représentation agricole, devant la revendication des ligues fédérées.

La question qui domine tous ces divers projets, se ramène aujourd'hui à résoudre un conflit entre des associations librement constituées; car les comices actuels, eux aussi, ne sont autre chose que des associations formées librement, mais dont les circonscriptions sont tracées par le pouvoir exécutif, les conditions statutaires et les attributions fixées par l'arrêté royal de 1889; ces groupements différents, que l'évolution historique a mis en antagonisme, ne comprennent encore, comme il arrive pour la plupart des œuvres de la liberté, qu'une faible partie des classes intéressées; légitime relativement aux comices, la prétention des ligues fédérées est illégitime devant l'immense masse rurale; et le vrai problème de la représentation est aujourd'hui d'embrasser, dans une organisation représentative générale, tous les intérêts agricoles, sans les subordonner à aucune condition préalable d'association ou d'organisation spontanée, sans porter non plus aucune atteinte aux œuvres fécondes dues à l'initiative privée; au contraire, en leur assurant, dans l'organisation représentative, toute l'influence compatible avec la consécration définitive des droits individuels. L'avenir réalisera, pour les intérêts agricoles, comme pour tous les autres intérêts économiques et sociaux, une organisation représentative contractuelle, formée de vastes associations; mais cette forme supérieure, consciente et volontaire, doit être tissée sur la trame d'une représentation plus simple, et aussi générale que l'intérêt agricole même, et destinée précisément à favoriser le développement de la conscience et de la volonté collectives.

La justice et la portée pratique des principes, sur lesquels la représentation agricole doit être fondée, sont à ce point éclatantes, que ses adversaires le reconnaissent eux-mêmes.

« Le moyen le plus sûr d'arriver à la représentation de l'agriculture serait l'élection directe, par tous les cultivateurs, propriétaires ruraux et ouvriers agricoles, de délégués qui les représenteraient au sein des conseils agricoles à élire. » Ainsi s'exprime M. Vliebergh en 1909 ⁽¹⁾, après avoir, comme il le reconnaît loyalement d'ailleurs, défendu en 1895 l'élection directe. Il la repousse néanmoins lui aussi aujourd'hui.

La représentation agricole serait donc basée sur un tout autre principe que la représentation industrielle. La loi du 16 avril 1887 sur les Conseils de l'industrie et du travail, organise la représentation des chefs d'industrie et des ouvriers, indépendamment de toute affiliation à des associations; ce n'est pas tout, le législateur a assigné aux Conseils de l'industrie et du travail le même système électoral qu'aux Conseils des prud'hommes, en consacrant le même principe d'égalité dans la représentation des intérêts, et l'histoire des institutions témoigne hautement de la tendance du législateur vers la généralisation du droit électoral individuel; ainsi la loi du 31 juillet 1889 eut pour but principal d'établir *une représentation vraie de la population ouvrière comme des chefs d'industrie*, ce sont les termes mêmes de l'exposé des motifs; et si elle a exigé des électeurs ouvriers vingt-cinq ans d'âge, et l'exercice effectif de leur profession, depuis quatre ans, dans le ressort du Conseil, conditions excessives à nos yeux, il n'en est pas moins vrai que le droit de suffrage a été étendu à tous les ouvriers, sans aucune autre condition; et telle est l'irrésistible puissance des principes, que le projet de revision de la loi des prud'hommes voté par la Chambre, dans la session de 1908-1909, et soumis au Sénat, étend l'électorat et l'éligibilité à la fois à de nouvelles catégories professionnelles, et aux femmes réunissant les mêmes conditions que les hommes; tels sont aussi l'esprit et le texte du projet de revision de la loi du 16 août 1887 soumis aux Chambres.

La législation agricole réagirait contre tout ce passé, et à quel titre? On cherche vainement la justification de l'anéantissement d'un droit inséparable d'un intérêt légitime à défendre, chez quiconque participe directement à la vie agricole de la nation. Tel est le fondement indestructible du droit, et il n'est pas d'argumentation qui puisse l'ébranler.

Imposer une forme quelconque d'association libre, c'est consacrer solennellement la légitimité de tous les obstacles, qui paralysent *en fait* l'essor de l'association, et qui affectent, dans une complexité et une diversité effrayantes, le *savoir*, le *vouloir*, le *pouvoir* des intéressés selon les conditions du milieu, la nature de la fonction, l'état moral, le degré de bien être et de culture, les rapports de dépendance à l'égard des autres intéressés; ou c'est raisonner comme si ces obstacles n'existaient pas, ou qu'ils fussent uniformément répartis; on a beau jeu, dans les projets qui précèdent,

(1) Rapport au Conseil supérieur de l'agriculture, session de 1908-1909.

de nous dire : les intéressés, pour s'assurer l'exercice du droit de suffrage, s'associeront; si l'association se forme sans obstacle, si le seul désir de participer au vote doit la généraliser spontanément, c'est un vain formalisme de l'imposer; mais si, comme les faits en témoignent, la *connaissance* de son intérêt et des rapports de son intérêt avec celui des autres, si la *volonté* de le défendre, si le *pouvoir* de le faire, sont répartis avec la plus grande inégalité, dans les diverses classes, il est inique de confisquer le droit représentatif du grand nombre au profit des plus favorisés. Le dernier exposé de la situation des associations, par exemple, nous apprend que, en 1907, il y a 2,516 ouvriers dans les unions professionnelles agricoles; 2,516! et le recensement de 1895 nous renseigne 189,011 ouvriers et domestiques permanents; c'est moins de 2 %. Quels obstacles l'isolement, la dépendance, la mobilité, l'ignorance n'opposent-ils pas à l'association ?

L'imposer, c'est encore enlever son autorité à la représentation agricole, quelle autorité auront les délégués agricoles parlant au nom de tous ceux dont ils ne sont pas les mandataires ?

Et c'est précisément ce qui rend indispensable l'intervention du législateur : il faut qu'il consacre les droits essentiels, les principes organiques, les attributions qui sont inséparables d'une représentation générale et officielle des intérêts agricoles, et il serait vraiment inconcevable que le législateur n'accomplît pas, pour l'agriculture, l'œuvre qu'il a commencée, et qu'il poursuit pour l'industrie. La Belgique est, à cet égard, dans la même situation que la France, et toutes les propositions de loi qui se sont succédé dans ce pays, depuis quinze ans, ont le même but que le dernier rapporteur, M. Decker-David ⁽¹⁾, a exprimé si nettement dans les lignes suivantes :

« Divers projets et propositions de loi ont été déposés, au cours des dernières législatures, en vue de *substituer à l'organisation libre de l'agriculture*: sociétés, comices, syndicats qui, souvent, ne servent que des intérêts trop particuliers, une représentation professionnelle, officielle, *légitime* et véritablement *démocratique*, ouverte à toutes les bonnes volontés, et susceptible de résoudre, au plus grand profit de la première de nos industries, les multiples problèmes qui peuvent assurer sa prospérité et son avenir. C'est de cet esprit que s'inspiraient les propositions déposées le 27 janvier 1894 par M. le comte de Pontbriand, le 9 juin 1894 par M. Méline, rapportées le 30 juin 1896 par le regretté M. Chevalier et reprises respectivement, par leurs auteurs, le 28 juin et le 4 juillet 1898.

» Depuis, et s'inspirant de la même pensée, deux projets dus à l'initiative du Gouvernement ont été déposés, les 11 novembre 1898 et 20 février 1900, par MM. Viger et Jean Dupuy, Ministres de l'Agriculture. Le 21 février 1901, M. Cakauvicih et plusieurs de ses collègues, soucieux de voir la création des chambres d'agriculture mise à l'ordre du jour des discussions du Parlement, déposaient une proposition de loi dans ce sens.

(1) Séance du 12 juin 1906. Rapport de M. Decker-David, *Documents parlementaires*, Chambre des députés, session de 1906, pp. 503 et suivantes.

» La présente législature, enfin, a vu se produire : 1° une proposition de loi tendant à instituer des chambres départementales d'agriculture, présentée le 14 octobre 1902 par M. Gaston L'Hopiteau ; 2° un projet de loi sur la création des chambres d'agriculture, présenté au nom du Gouvernement par M. L. Mougeot, Ministre de l'Agriculture, et desquels la Commission a été saisie.

» Ces deux derniers projets ne diffèrent pas sensiblement, dans leurs grandes lignes, de ceux qui les ont précédés, tout en s'inspirant sur certains points des modifications résultant des discussions auxquelles ces derniers avaient pu donner lieu. » En Allemagne, en Italie d'ailleurs comme en France, le Législateur est intervenu : « En Allemagne, la loi du 30 juin 1894 a créé une Chambre d'agriculture par province, élue sur la base d'un certain cens foncier, et qui envoie au ministre d'Empire, des indications, requêtes et vœux relatifs à tout ce qui touche le sol. En Italie, les Comices sont de véritables chambres à caractère officiel, qui comprennent les délégués des communes. Leur *desiderata* sont obligatoirement exaucés par le Conseil supérieur, qui renferme cinquante et un membres ⁽¹⁾. »

On a essayé de justifier pratiquement les systèmes restrictifs.

« Il faut bien reconnaître, me dit-on, que ces élections directes donneraient probablement lieu à bien des inconvénients, que dans plus d'un endroit la politique s'en mêlerait ; dans le but de prévenir ces inconvénients, on a déjà proposé, en France, l'élection à deux degrés ⁽²⁾. »

Vraiment l'argument est bien choisi pour qui songe à substituer, à la représentation directe et personnelle, la représentation des associations agricoles, et, spécialement, des ligues agricoles ayant ou non adopté une forme légale. Il suffit d'interroger un rapport officiel, tel que la remarquable publication de MM. Varlez et Vandersmissen, sur l'Exposition de Paris, pour y lire des pages comme celles-ci sur les *ligues agricoles* :

« Il s'agit d'associations libres, toutes ou presque toutes fondées, par des prêtres ou avec leur appui, dans une pensée conservatrice. Toutes réclament de leurs membres la participation à la défense de la propriété, de la famille et de la religion. Ce sont des associations mixtes, groupant à la fois et ensemble les ouvriers, les propriétaires, les fermiers et les commerçants dans un but de pacification sociale. Le but poursuivi, par la création de ces associations, est la défense des intérêts généraux de l'agriculture et le rapprochement des classes sociales.

» Mais la poursuite de ces buts un peu métaphysiques et en tout cas très distants, aurait été insuffisante pour grouper des milliers et des milliers de paysans belges, gens en général plus pratiques qu'idéalistes. Aussi dans le sein des syndicats a-t-on constitué un grand nombre de sections s'occupant des matières pratiques auxquelles s'intéresse l'agriculteur.

(1) L. DE ROMEUF, *Les Chambres d'agriculture*. (REV. POLIT. ET PARLEM., 1908.)

(2) Rapport de M. Vliebergh.

» Ici on a fait de l'assurance du bétail, ailleurs une distillerie agricole ou une laiterie, plus loin on s'est occupé d'achat d'engrais, de semences ou de nourriture pour le bétail, plus souvent encore on a entrepris successivement ou simultanément plusieurs de ces objets. Nous retrouverons ces sections plus loin comme associations distinctes, poursuivant des buts divers.

» La défense des intérêts de l'agriculture qui, jusqu'à présent, n'est encore qu'esquissée comme politique, ne peut se faire réellement dans cette multitude de minuscules associations, groupant rarement les habitants d'un canton entier, généralement ceux d'une commune, parfois même d'un hameau seulement. Aussi se sont-elles constituées en fédérations provinciales.

» La principale de ces ligues est le *Boerenbond* de Louvain, dont l'activité s'est surtout manifestée dans quatre domaines : les caisses Raiffeisen, l'achat en commun, l'assurance du bétail et la constitution des gildes paroissiales. Son grand organisateur, le propagateur par excellence de toutes les formes d'association agricole, est M. l'abbé Mellaerts.

» Il y a, en outre, les « Corporations de Notre-Dame des Champs de Liège », qui ont un caractère plus chrétien encore, la « Ligue des Agriculteurs de la Flandre orientale », qui n'est qu'un lien assez lâche entre beaucoup d'associations agraires de tous types auxquelles elle n'impose aucune obligation, la « Ligue des propriétaires et paysans de la Flandre occidentale », dont l'organisation est encore incomplète, la « Ligue luxembourgeoise », officiellement reconnue aujourd'hui comme union professionnelle, la « Fédération agricole du Hainaut », transformation des corporations de Notre-Dame du Hainaut et, enfin, le « Syndicat agricole de l'Entre-Sambre-et-Meuse » récemment reconstitué sur de nouvelles bases par le zélé et irrésistible propagandiste du pays de Namur, M. Ed. de Pierpont.

» A ce mouvement exclusivement chrétien et pacificateur des rivalités de classes, les socialistes ont essayé d'opposer des ligues agricoles exclusivement ouvrières ; quelques-unes se sont même constituées dans le pays de Waremme, de Huy et des Ardennes, où est menée une propagande active qui n'est pas sans produire des résultats. Mais cette organisation-là n'en est encore qu'à ses débuts, et ne peut opposer que quelques dizaines de groupes aux six cents ou sept cents associations recensées dans la brochure officielle.

» Celles-ci ont une tendance très prononcée à recourir à la formalité de la reconnaissance légale : jusqu'ici cent cinquante de ces associations ont eu recours au bénéfice de la loi du 31 mars 1898 qui leur assure quelques subsides gouvernementaux qu'on parle d'augmenter ⁽¹⁾. »

Il est difficile, après ces témoignages autorisés, de soutenir que confier aux associations libres la représentation de l'agriculture, c'est la soustraire à la politique. On entrevoit même la politique qui prévaudrait.

(1) Voyez des pages plus décisives encore sur le caractère de ces associations dans le *Socialisme agraire* de E. Vandervelde, 1908.

Et d'ailleurs, rattacher l'évolution agricole sous tous ses aspects à l'ensemble de l'évolution économique, juridique, intellectuelle, morale de la société, coordonner toutes les mesures législatives et contractuelles des individus et des groupes dans une direction générale commune, tendre à harmoniser les intérêts spéciaux et les intérêts généraux matériels et spirituels de la société, à donner une unité de plus en plus constante au mouvement social tout entier, vers un idéal de société, c'est-à-dire réaliser ce que l'on appelle vulgairement la *politique*, non seulement ce n'est pas accomplir une œuvre illégitime, mais c'est accomplir une œuvre irrésistible, une œuvre nécessaire. On ne pourrait tenter de l'enrayer ou de la proscrire, qu'en accumulant les mesures arbitraires. Ce qu'il faut, c'est rendre de plus en plus nettement conscients, dans des organes collectifs, les intérêts spéciaux et leurs rapports avec l'intérêt général de la société. Or, c'est précisément l'objet d'une véritable représentation agricole ou industrielle. On doit s'appliquer à donner à la conscience collective des intérêts agricoles un fondement tout à fait expérimental, et, sans l'isoler des conceptions politiques générales, à éclairer celles-ci de toutes les lumières de la science et de l'expérience; la plus large base possible de la représentation en est la condition. Les élections échelonnées, du comice local au Conseil, qu'une représentation générale implique, concourent aussi à amener ce résultat. Ici encore on a eu tort d'invoquer, en faveur de la subordination aux associations libres, et pour échapper prétendument à la politique, les systèmes proposés en France, et l'élection indirecte⁽¹⁾. Cette élection *indirecte* n'en a pas moins, comme fondement, l'exercice individuel et généralisé du droit de suffrage dans la représentation agricole en France; voilà ce qu'on oublie de dire, et pour en convaincre la Chambre, nous reproduisons en annexe le projet actuel de la Commission, dont M. Decker-David a été le rapporteur et qui, on peut le dire, résume une vaste élaboration de près de quinze ans. (Voir annexe.)

Monopoliser la représentation agricole au profit des associations libres, c'est glisser invinciblement sur la pente de l'arbitraire, et se perdre dans la contradiction.

M. l'abbé Mellaerts, qui a rendu avec une rare intelligence de grands services aux classes rurales, fonde exclusivement la représentation agricole sur les unions professionnelles; elles sont la forme d'un groupement qui embrasse, dans sa compréhension synthétique, au point de vue de l'étude et de la défense, tous les aspects de l'intérêt agricole; dans sa flexibilité, elle s'adapte à toutes les classes agricoles et même à l'union des classes. Elle se distingue, par sa nature même, de toutes les autres formes d'associations, qui ont toutes un objet pratique et un objet nettement défini, circonscrit; il répugne à sa pensée d'assurer une représentation égale à la fois à l'union, et à toutes les institutions qui ne sont que les résultats d'une analyse, dont la

(1) Voir le rapport de M. Vlierbergh.

synthèse est dans l'union professionnelle même. Il se pose à lui-même la question : « Pourquoi baser la représentation des intérêts de l'agriculture uniquement sur les unions professionnelles, à l'exclusion de nombreuses sociétés coopératives d'achat, de vente, de crédit agricole et de laiterie, ainsi que les sociétés mutuelles d'assurances contre la mortalité du bétail, contre les pertes occasionnées par la grêle, etc. ? Pour éviter de tomber dans un morcellement, et dans des complications, qui nuiraient à l'unité et au fonctionnement de l'organisation de la représentation des intérêts agricoles, sans aucune nécessité ou utilité sérieuse. En effet, la plupart de ces institutions économiques sont fondées par les promoteurs des unions professionnelles, le plus souvent au sein même de ces unions ou du moins patronées par elles ; elles trouvent donc une représentation suffisante de leurs intérêts dans l'union professionnelle, à laquelle elles sont ordinairement affiliées ⁽¹⁾ ».

Réfractaire à ce double emploi, convaincu que ce dualisme n'ajouterait rien à la représentation syndicale, M. Mellaerts ne se borne pas encore à investir du droit de vote uniquement les ligues agricoles, il veut qu'elles soient reconnues légalement.

Il suffit de simples calculs pour constater tout de suite où nous mène une telle proposition, dont on a pu apprécier plus haut la portée politique.

Voici la portion de la population agricole aujourd'hui représentée par nos comices (1907) :

		RAPPORT PROPORTIONNEL		
	Nombre de comices.	Nombre de membres.	à la population agricole totale de 1895.	au nombre des exploitants et des membres de leur famille occupés aux travaux.
Anvers	19	2,797	2.4 %	2.7 %
Brabant	20	3,844	2.0	2.2
Flandre occidentale.	13	2,831	1.6	2.0
Flandre orientale .	28	5,219	2.25	2.7
Hainaut	14	3,262	2.3	2.8
Liège.	14	4,704	5.5	6.7
Limbourg	13	1,430	1.7	2.0
Luxembourg. . . .	20	7,337	8.7	9.7
Namur	17	2,620	3.3	3.9
TOTAUX	158	34,014	2.8 %	3.35 %

(1) Rapport de M. l'abbé Mellaerts.

Le projet de M. Mellaerts nous donnerait actuellement ceci :

Ligues agricoles reconnues comme unions professionnelles (1907).

	Nombre de ligues.	Nombre de membres.	Rapport proportionnel pour cent à la population agricole totale de 1895.
Anvers.	5	340	0.2 %
Brabant	25	1,570	0.8
Flandre occidentale . . .	107	7,674	4.2
Flandre orientale. . . .	33	1,560	0.7
Hainaut	29	1,690	1.2
Liège	45	1,174	1.4
Limbourg	15	819	1.0
Luxembourg	262	6,790	8.0
Namur.	101	2,916	0.13
TOTAUX	622	24,530	2.04 %

C'est-à-dire que la proportion infime de la population agricole représentée aujourd'hui serait encore réduite; ce qui est plus grave encore, c'est la prétention d'imposer la forme légale de l'union.

Le tableau suivant est suggestif :

Ligues agricoles non reconnues (1907).

	Nombre de ligues.	Nombre de membres.	Rapport proportionnel pour cent à la population agricole de 1895.
Anvers.	94	9,940	8.3 %
Brabant	113	10,890	5.5
Flandre occidentale . . .	50	2,350	1.3
Flandre orientale. . . .	24	1,290	0.56
Hainaut	36	2,110	1.4
Liège	16	990	1.2
Limbourg	130	10,965	1.3
Luxembourg	6	306	0.4
Namur.	12	310	0.4
TOTAUX	481	39,151	3.3 %

Ainsi deux provinces, Anvers et le Brabant répugnent visiblement à l'application de la loi de 1898, l'une de nos lois sociales les plus imparfaites, et si elles persistaient dans leur opposition, elles n'auraient qu'une insignifiante représentation dans le système de M. Mellaerts.

Et à quel titre impose-t-on cette forme légale? Au point de vue de la représentation agricole, si la connaissance des intérêts communs et des rapports des intérêts exige un groupement spontané, l'éclosion d'une conscience collective, dès lors que le groupement existe avec une suffisante cohésion, n'y a-t-il pas un véritable abus et un attentat à l'autonomie légitime des associations, à les étreindre dans une forme légale qu'elles repoussent, et qui n'ajoute rien, ne peut rien ajouter à la conscience des intérêts communs de ses membres?

Le système de M. Mellaerts, même en supposant que les ligues se prêtent toutes à cette exigence arbitraire, aboutirait aujourd'hui à une représentation extrêmement limitée de la classe agricole, très inégalement répartie entre les régions et surtout les classes agricoles, suivant les difficultés auxquelles se heurte l'extension de l'association.

Ensemble des ligues agricoles reconnues et non reconnues.

	Nombre de membres.	Rapport pour cent à la population agricole de 1895.
Anvers.	10,280	8.5 %
Brabant	12,460	6.3
Flandre occidentale	10,021	5.5
Flandre orientale.	2,850	1.26
Hainaut	3,800	2.6
Liège	2,164	2.6
Limbourg	11,784	2.3
Luxembourg	7,096	8.4
Namur.	3,226	0.53
TOTAUX.	63,681	5.34 %

C'est sans doute épouvantés d'un tel résultat, que les autres auteurs de projets ont élargi le cercle des associations libres, appelées à participer à l'organisation représentative de l'agriculture. Mais là, une fois qu'on a écarté la distinction rigide de M. Mellaerts, on perd tout *criterium* positif, on ne peut qu'arbitrairement fixer les limites de la spécialisation, du morcellement des intérêts agricoles, dont les organes seront représentés, en même temps que les organes des intérêts généraux; rien de plus lamentable ici, que les débats sur la nature et l'objet des associations, qui pourront prétendre à l'exercice du suffrage collectif. Il a fallu au Conseil supérieur une lutte passionnée pour sauver les fédérations d'élevage. Mais ce n'est pas tout. Les associations spéciales sont l'émanation des ligues agricoles, et les *Exposés périodiques* faits par le Gouvernement en témoignent. Les ligues ont pour domaine la coopération et la mutualité: à peine fondées, elles créent des sections d'achat en commun, elles organisent des sociétés de crédit

agricole, et constituent des mutualités d'assurance contre les risques agricoles. Ce sont les mêmes intéressés, qui reparaissent dans les différentes organisations rayonnant du groupement général et central. Si l'on ne tient pas compte de cette expansion de la ligue maîtresse, on peut singulièrement se tromper sur le nombre total des associés. La statistique nous fournit les données suivantes sur la population *totale apparente* de l'association agricole, considérée dans les divers systèmes.

Nombre des membres affiliés en 1907.

	Anvers.	Brabant.	Flandre occident.	Flandre orient.	Hainaut.	Liège.	Lim- bourg.	Luxem- bourg	Namur.
Sociétés d'achat	9,404	9,710	6,904	4,116	3,340	3,111	9,710	6,610	3,470
Sociétés de vente	4,600	7,800	5,669	5,110	3,040	2,076	8,190	14,290	1,605
Comices	2,797	3,814	2,831	5,219	3,262	4,704	1,430	7,337	2,620
Sociétés de crédit	2,410	4,710	3,495	1,019	1,436	961	3,166	1,986	239
Ligues reconnues	340	1,570	7,671	1,560	1,690	1,174	819	6,790	2,916
Sociétés mutualistes d'assu- rance reconnues (chevaux).	3,099	2,445	4,105	6,360	2,834	421	4,099	»	154
Bétail	9,351	19,925	1,626	26,763	3,014	6,171	15,664	1,467	4,991
TOTAUX	32,001	49,974	32,301	50,147	18,836	20,618	43,078	38,480	15,995

Rapports proportionnels pour cent.

1° A la population agricole totale :

25 % 27 % 25 % 18 % 21 % 13 % 24 % 52 % 46 % 20 %

2° Au nombre des exploitants y compris les membres de la famille occupés aux travaux agricoles :

30 % 31 % 29 % 22 % 26 % 16 % 29 % 62 % 50 % 24 %

Pour l'ensemble de la Belgique, nous avons les totaux suivants :

	Nombre de membres
Sociétés d'achat	58,575
Sociétés de vente	52,380
Comices	34,014
Sociétés de crédit	19,439
Ligues reconnues	24,530
Sociétés mutualistes d'assurances : chevaux .	23,517
Bétail	88,972
TOTAL	301,427

Ce qui représente 25 % de la population agricole : mais que l'on opère sur le nombre des adhérents aux mutualités et aux sociétés coopératives, des

déductions pouvant aller jusqu'au montant de la population des ligues, et l'on verra se réduire à 15 %, la quotité de la population agricole de la Belgique réellement représentée dans les systèmes les plus larges. Ainsi, l'individu, non associé, l'agent de tous les phénomènes agricoles, isolé, est écarté des urnes; associé, ses votes se multiplieront en raison du degré de spécialisation, consacré par le système, des intérêts représentés; que si, reculant encore devant cette nouvelle efflorescence du vote plural, on assigne un seul vote à chaque individu, on voit alors les groupements, organes des votes collectifs, se décomposer et s'effriter, et le caractère organique de la représentation s'altérer ou se dissoudre. On se heurte ainsi partout à la contradiction, à l'impuissance ou à l'arbitraire.

En nous prononçant inflexiblement pour le vote individuel contre le suffrage collectif, nous ne songeons en rien à réduire le rôle des associations libres, loin de là; et d'abord nous pensons, comme M. l'abbé Mellaerts, que les comices libres actuels pourraient coexister avec la représentation agricole officielle, et continuer à faire progresser l'agriculture par l'institution de concours, d'expositions, de champs d'expérience. Nous pensons aussi qu'il est possible de répondre au vœu des *Boerenbonden*, et de les faire participer, *en proportion de leurs forces*, à l'organisation nouvelle. La représentation proportionnelle, jointe à des circonscriptions locales assez étendues, y pourvoira. Nous n'avons pas proposé de circonscription rigoureuse au comice; elle doit cependant se rapprocher du canton administratif ou du canton judiciaire, surtout du premier; elle ne serait modifiée, que pour donner plus d'unité aux conditions physiques de la production agricole, ou pour tenir compte de la population urbaine.

On peut constater que ces unités territoriales présentent, en moyenne, une population agricole exprimée par les chiffres suivants (1895) :

	Nombre de cantons.	MOYENNE PAR CANTON.	
		Exploitants et membres de leur famille occupés.	Population totale ouvriers, domestiques compris.
Cantons de milice . . .	342	3,000	3,520
Cantons judiciaires . . .	222	4,380	5,430

Or, nous constatons que les ligues agricoles locales (reconnues ou non) au nombre de 1,103 en 1907, ont une population totale de 63,684 membres, soit 58 par ligue en moyenne. Les Comices, au nombre de 158, comptent 34,014 membres, soit 216 par unité. Les sociétés d'achat sont au nombre de 1,024 comptant 58,575 membres, c'est-à-dire 57 par association; le nombre des laiteries actives est de 497, comptant 52,380 membres, ou 114 par société; les mutualités d'assurance du bétail, au nombre de 1,023, ont 92,833 membres, ou 90 par mutualité. Il y a, par canton de milice, trois ligues locales et trois mutualités en moyenne, c'est-à-dire des groupements de 150 à 300 agriculteurs, à représenter dans leur collectivité;

à supposer que ces associations soient composées d'individualités différentes, *ce qui n'est jamais*, n'est-il pas évident qu'elles réaliseront aisément l'entente électorale, conserveront leur puissance organique, même souvent leur unité dans le système représentatif? Les chiffres montrent une fois encore à quel point il serait inutile, injuste, déraisonnable de concentrer toute la puissance électorale dans ces sociétés libres.

Mais il faut porter plus haut la question. On dénonce avec sévérité la crise du parlementarisme. C'est que la complexité de plus en plus formidable des rapports sociaux, les progrès de la démocratie sociale, ceux de la science et de la morale, font de plus en plus du Gouvernement un organe de civilisation et de culture, et appellent une intervention grandissante de la loi. Les assemblées élues fléchissent, trop souvent impuissantes à accomplir l'œuvre, dont le fardeau pèse de plus en plus lourdement sur elles. L'imperfection extrême des méthodes de travail est l'un des facteurs de cette situation. En réorganisant leur travail intérieur, les assemblées, comme la nôtre, doivent s'entourer de corps consultatifs qui réfléchissent exactement l'état, les tendances, les aspirations des groupements professionnels. Ce n'est pas un Conseil d'État qu'il faut instituer, c'est un ensemble de Conseils d'État. Comment alors ne pas en faire l'exacte représentation de grands intérêts sociaux ; avec quelle autorité agiraient-ils sur les Chambres, quelle autorité exerceraient-ils sur les intéressés, si ces corps représentatifs n'étaient les vrais et fidèles mandataires de ceux-ci?

Il y a plus, il faut, à nos yeux du moins, réaliser une division féconde du travail législatif, pour en assurer la rapidité et l'amélioration, entre les deux assemblées, basées définitivement sur le suffrage universel délivré du vote plural, et qu'on réunirait en cas de conflit. La réorganisation du Sénat s'impose, son cens d'éligibilité doit disparaître, et on devrait en faire la représentation organique et fonctionnelle de notre société économique, intellectuelle, morale, esthétique, la Chambre étant surtout une représentation territoriale et politique. Pour échapper à des collèges électoraux complexes, reproduisant sous d'autres formes l'inégalité du droit de vote, pour concilier cette représentation organique avec la souveraineté du peuple et l'égalité des droits, il faudrait que les mandataires des corps consultatifs, par exemple les délégués provinciaux, les membres du Conseil supérieur d'agriculture, formassent des collèges d'éligibles, et que l'on confiât toutes les élections sénatoriales aux Conseils provinciaux élus eux-mêmes par le suffrage universel. Si les réformes ne s'accomplissent pas dans cette direction, il faut redouter, à la fois la déconsidération du parlementarisme, et des déchirements plus graves encore. C'est cette préoccupation anxieuse qui pèse sur nous en ce moment.

Le projet assure une représentation propre à chacune des classes directement intéressées dans la production agricole. Le problème est plus complexe que dans l'industrie; là il suffit de constituer deux collèges et d'attribuer une représentation égale aux ouvriers et employés, d'une part, et, de l'autre, aux entrepreneurs qui réunissent dans leurs mains les éléments du capital,

parce que les agents naturels de la production ne sont pas en général l'objet d'une propriété distincte; mais dans l'agriculture, apparaît un intérêt distinct de celui de l'entrepreneur disposant du capital d'exploitation, et de celui de l'ouvrier; la propriété du sol peut être aux mains de celui qui le cultive, elle peut échapper de ses mains, et de cette séparation résultent des rapports juridiques et des conditions économiques d'une portée considérable en Belgique, et qui imposent des distinctions dans la représentation professionnelle; c'est que, en effet, le phénomène le plus important de l'évolution agricole, c'est le divorce qui s'accomplit entre le travail et la propriété et qui, dans sa distribution géographique, apparaît de plus en plus profond, à mesure qu'on s'avance de l'est vers l'ouest : dans les arrondissements d'Ypres, d'Ostende, de Furnes, où le faire-valoir indirect (fermage) s'applique à plus des neuf dixièmes de la superficie cultivée, déduction faite des bois et des terres incultes, l'agriculteur est un souverain découronné. La dissociation s'est, dans l'ensemble, accrue au cours du demi-siècle qui sépare les recensements de 1846 et de 1895 : la proportion totale du faire-valoir direct a fléchi de 34.22 % de l'étendue cultivée à 31.11 %, mais avec des expansions relatives dans six arrondissements sur quarante et un.

L'évolution est plus saisissante, si l'on considère, ce qui est nécessaire ici, le nombre des exploitations agricoles entre lesquelles se répartit la superficie cultivée. Des calculs simples montrent à la fois la progression du morcellement des cultures, et la proportion croissante du faire-valoir indirect :

Nombre proportionnel des exploitations agricoles.	1846		1895	
De moins de 50 ares	43.2	%	55.2	%
De 50 ares à 10 hectares	48.8		39.4	
De 10 à 50 hectares	7.3		5.0	
De plus de 50 hectares	0.7		0.4	
TOTAUX. . . .	100.0	%	100.0	%

Sur 100 exploitations.	FAIRE-VALOIR DIRECT		FERMAGE	
	en 1846	en 1895	en 1846	en 1895
De moins de 50 ares	29.6	25.7	74.4	74.3
De 50 ares à 10 hectares	39.4	30	60.6	70
De 10 à 50 hectares	40	35	60	65
De plus de 50 hectares	31	25.6	69	74.4
ENSEMBLE. . . .	35.1	27.9	64.9	72.1

Pendant que le nombre des petites exploitations s'accroît d'une manière relative, la proportion des exploitations en faire-valoir direct se réduit d'une manière générale.

Le droit économique et le droit civil actuels favorisent non seulement cette dissociation et ce morcellement, mais la tendance égoïste inhérente à la propriété : le droit successoral combiné avec l'insuffisance des ressources des cultivateurs, explique l'acquisition du sol par une classe distincte mieux pourvue de capitaux ; le privilège du propriétaire favorise le morcellement des cultures, la concurrence sans frein combinée avec l'insuffisance des garanties légales du cultivateur locataire, assure finalement une large part des améliorations de celui-ci au propriétaire. « Parvenu, à force de sacrifices et de travaux bien conduits, à dit de Laveleye, à doubler le produit net du sol, il n'a joui que transitoirement de la plus-value qu'il avait créée, et qui est allée grossir la rente. » Et même au milieu de l'efflorescence contemporaine des institutions coopératives, un savant agronome a pu dire du petit cultivateur qu'il est un *producteur de rente*.

Les institutions et les associations qui tendent à augmenter le produit, ou à réduire le coût de production réclament donc des garanties de droit dans l'intérêt des producteurs.

La constitution d'un droit économique nouveau s'impose dans cette phase de l'évolution agricole, où la culture par locataire est devenue un fait permanent, et un fait prépondérant : il n'est pas possible de dire, avec M. Leroy-Beaulieu, que le locataire a la garde exclusive des intérêts temporaires du sol, alors que le propriétaire aurait celle de ses intérêts permanents.

Par la continuité et l'étendue de son action, le locataire tend à devenir aussi gardien des intérêts permanents du sol. De là, l'importance sociale croissante de la détermination de ses droits. Le motif le plus puissant de justification de la propriété, c'est qu'elle stimule le plus énergiquement les énergies productrices ; d'après les théoriciens modernes, elle trouve sa justification dans son utilité historique, dans sa *fonction* sociale ; des motifs du même ordre doivent faire attribuer des garanties inébranlables au cultivateur locataire, en contenant le droit absolu du propriétaire actuel du sol dans les limites tracées par la justice et l'intérêt social. Le droit nouveau doit graviter vers les réformes instituées, non seulement en Angleterre par les *acts* de 1875 et 1883, mais en Irlande par ceux de 1870 et 1881 où, par le triple principe de la *fair rent*, de la *fixity of tenure* et du *free sale in land*, une sorte de domaine utile sur les améliorations du sol, et le droit illimité d'occupation sont assurés aux locataires.

Le droit nouveau, réagissant contre la dissociation actuelle, doit, sous des formes nouvelles, consacrer l'union du travailleur et de la terre : ces formes, au moins dans une plus ou moins longue transition, seront complexes ; nous le pensons aujourd'hui, comme lorsque nous avons déposé notre proposition d'*organisation du crédit foncier rural* : il y aura place pour le faire-valoir direct, et des réformes fiscales appropriées, sans doute des dispositions relatives à la conservation du bien de famille, se rattacheront à une solide organisation du crédit foncier : il y aura place pour la société coopérative de production entre les travailleurs salariés ou les cultivateurs, et l'expansion du crédit agricole, l'organisation du crédit à long terme aux sociétés coopé-

ratives se présenteront alors, et, parmi les conditions du crédit, l'abrogation du privilège du propriétaire et la consécration des droits du fermier apparaissent comme nécessaires; une forme d'association est destinée, à nos yeux, à jouer un grand rôle, c'est le *baill collectif* dont nous avons étudié les caractères en Italie, et qui peut, avec l'intervention des sociétés coopératives, des syndicats ou des communes rurales, amener la formation d'un *domaine utile collectif* détaché du *domaine quiritaire individuel*; il y aura place aussi et surtout, comme le réclamait de Laveleye pour les plus pauvres, pour l'extension ou la reconstitution du domaine communal, jointe à un ensemble de garanties d'assurances et de mesures de protection, pour le travailleur agricole salarié, si injustement oublié par nos lois sociales. Ainsi, une phase nouvelle de l'évolution agricole recevra sa haute signification d'un *droit économique et civil nouveau*, et renouera le mariage du travail et de la terre; ce sera moins une restauration, qu'une instauration sans égale dans l'histoire du souverain découronné.

Une représentation savante des intérêts agricoles est l'un des instruments nécessaires de cette vaste réformation. Elle comprend trois divisions fondamentales ou collèges : la propriété associée à la culture ou séparée de la culture, l'entreprise agricole séparée de la propriété, le travail salarié. Le fondement même de cette organisation représentative commande de reconnaître les mêmes droits à l'un et à l'autre sexes : c'est l'intérêt légitime.

On peut avec une grande précision, grâce aux données des recensements agricoles, réaliser la représentation des entrepreneurs agricoles, tant en faire-valoir direct, qu'en faire-valoir indirect (fermage); on y considère comme exploitées en faire-valoir direct les cultures qui sont, pour plus de 50 % de leur étendue, la propriété de l'exploitant : on reporte les autres dans le faire-valoir indirect. Voici la classification générale que nous pouvons, pensons-nous, dresser d'après les matériaux du recensement de 1895 :

CHEFS D'EXPLOITATIONS AGRICOLES (1895)			
	en faire- valoir direct.	en fermage.	TOTAUX.
<i>Très petite culture :</i>			
Moins de 50 ares	119,144	339,009	458,120
<i>Petite culture :</i>			
De 50 ares à 5 hectares	84,926	207,924	292,850
<i>Moyenne culture :</i>			
De 5 à 10 hectares	12,506	21,293	33,801
De 10 à 50 hectares	13,769	27,333	41,102
<i>Grande culture :</i>			
50 hectares et plus	932	2,652	3,584
	231,244	598,213	829,457

La répartition dans l'espace de ces deux modes de faire-valoir est en rapport avec la valeur vénale du sol, et l'importance du capital d'exploitation, et, en dernière analyse, avec les régions agricoles et leur constitution géologique : les causes générales de la dissociation indiquées plus haut expliquent cette distribution; c'est pour cela qu'il faut adapter les circonscriptions électorales aux conditions du milieu physique, et surtout, que les fédérations provinciales doivent, dans un temps rapproché, se transformer en groupements régionaux naturels.

On jugera de l'importance scientifique et pratique des circonscriptions agricoles par le seul exemple de la Hesbaye, qui comprend des lambeaux du Limbourg, du Brabant et des provinces de Liège et de Namur ⁽¹⁾. Le correctif temporaire à apporter, ce sera de favoriser les réunions de Comices compris dans des provinces distinctes, mais appartenant à la même région agricole, et, à côté des sections mentionnées dans l'article 15 du projet, autoriser la formation de sections territoriales, comme on l'a fait dans le projet français. L'article 18 permet même des ententes plus intimes encore. C'est par là qu'on préparera une évolution vraiment scientifique des circonscriptions agricoles.

Des chefs d'exploitation, 231,244 seraient à première vue compris dans le Collège de la propriété, 398,212 dans celui de l'entreprise agricole en faire-valoir indirect, et il faudrait y joindre encore les membres de leur famille travaillant avec eux. Cependant la plupart des 458,120 exploitants de moins de 50 ares seront classés comme journaliers, pensons-nous.

La statistique agricole de 1895 renseigne 187,106 domestiques et journaliers permanents, mais un grand nombre de petits cultivateurs sont des journaliers temporaires. En 1846, dans l'admirable travail dirigé par Quételet, le nombre des journaliers temporaires était évalué; on juge de son importance par les cartogrammes ⁽²⁾.

Les recensements agricoles ne nous fournissent aucune donnée statistique sur les propriétaires non cultivateurs, mais les registres du cadastre nous éclairent avec précision : les propriétaires sont inscrits dans les rôles de chaque commune où ils possèdent des immeubles. On peut donc confier aux communes le soin d'en dresser les listes, et de déterminer l'étendue des propriétés. On s'est demandé en France s'il fallait comprendre les propriétaires rentiers dans la représentation agricole. Comment hésiter à répondre affirmativement? Ils ont des intérêts légitimes à défendre, et il serait d'autant plus injuste de l'oublier que la réformation du droit économique comprend celle de la propriété; de tels problèmes réclament des solutions vraiment organiques; isoler les propriétaires de la représentation agricole, ce serait à

(1) Voir *La Monographie de la Hesbaye* de E. Vliebergh et R. Ulens.

(2) Nous avons essayé d'exprimer cartographiquement la densité totale de la population agricole occupée, entrepreneurs et salariés. Il faut éviter ici des confusions que nous relevons dans le *Recensement général de 1895* (INTRODUCTION); à la page 423, la deuxième et la troisième colonnes doivent être interverties.

la fois favoriser l'égoïsme, aggraver des antagonismes d'intérêts, et rendre les solutions pacifiques impossibles : nous pensons qu'ils doivent former un seul collège avec les cultivateurs propriétaires; ils doivent être liés par le souci des intérêts permanents du sol, fonction assignée à la propriété par les théoriciens, et dont de Laveleye et Piret ont sévèrement apprécié l'accomplissement avant la crise agricole.

A la représentation de la propriété, de l'entreprise agricole, du travail salarié, se joint celle de la science dans ses rapports non seulement avec l'agriculture, mais avec les classes agricoles et les conditions de leur développement physique, intellectuel, moral. Elle est conçue ici plus largement que dans les divers projets français. La grandeur du rôle qu'elle a rempli, surtout depuis les crises du dernier quart du XIX^e siècle, où s'ouvre la phase scientifique de l'agriculture belge, fait présager la grandeur de la mission qu'elle doit accomplir encore. Il faudra s'appliquer à réfléchir, dans cette représentation scientifique, toutes les sciences du milieu physique et toutes les sciences sociales, dans leurs rapports avec l'agriculture et les classes rurales : de la météorologie au droit, de la géologie ou de la chimie agricole à l'économie rurale. C'est de cette synthèse puissante que doivent se dégager de plus en plus nettement les principes dirigeants de l'évolution future. Et, pour qu'elle soit complète, nous réclamons l'intervention des académies. C'est par là que le Conseil supérieur pourra, comme un véritable Conseil d'État, élaborer la législation agricole dans sa plus large acception.

A une telle organisation représentative, on peut proposer un vaste programme d'études et une sphère étendue d'action : elle est consultative, mais non exclusivement dans ce sens que le Gouvernement aurait la faculté de la consulter sur toutes les questions de sa compétence spéciale, mais la loi rendra sa consultation obligatoire sur tous les grands objets qui intéressent les classes agricoles de l'agriculture; par une large initiative, elle pourra devancer les appels du Gouvernement. Elle sera active; en France, on admet, selon ses ressources budgétaires, qu'elle institue ou participe à l'instauration de champs d'expérience, d'écoles pratiques, de docks, de greniers publics, de canalisations, à des travaux de dessèchement, d'irrigation, d'assainissement, à des plantations de forêts régulatrices du régime des pluies ⁽¹⁾. Nous concevons aussi qu'elle organise le marché du travail, qu'elle prenne l'initiative d'améliorations dans les logements des travailleurs, qu'elle fasse des expériences de sociétés coopératives de production, de fermes-écoles, qu'elle participe à la mise en valeur des biens communaux, qu'elle expérimente les baux collectifs, et qu'elle organise la conciliation et l'arbitrage, etc., etc.

La formation de collèges distincts et égaux en puissance pour les grands intérêts agricoles, présente des avantages considérables qu'un collège unique, même avec la représentation proportionnelle, n'offrirait pas, surtout si les

(1) LOUIS DE ROMANOF, *Les chambres d'agriculture*.

réunions des diverses délégations sont assez fréquentes. Elle assure, par une véritable enquête permanente, la connaissance de l'état, des besoins, des aspirations des classes agricoles; elle dégage peu à peu la conscience nette des intérêts communs. Les informations ou consultations réclamées par les pouvoirs publics la fortifieront, le travail d'organisation en sera la conséquence. Elle assure une indépendance relative qui est indispensable surtout aux plus pauvres: elle permet d'exercer sur l'opinion publique et sur les pouvoirs publics une influence légitime: elle éveille leur sollicitude d'une manière constante et accélère leur action. Avec elle, nous n'aurions pas vu des projets, tels que ceux sur la réforme des baux à ferme, soustraits à la discussion pendant quinze ans, et nous n'en serions pas à ignorer combien d'ouvriers agricoles sont aujourd'hui assurés contre les accidents. Ils le seraient tous. Elle favorisera les ententes collectives; elle sera, pour le plus grand nombre, comme la matrice des syndicats; elle communiquera aux progrès de la culture, aux réformes, aux institutions par le contrat et par la loi, une généralisation rapide; il en sera ainsi pour l'enseignement, l'expérimentation agricole, la mutualité; qu'on songe, par exemple, que la mutualité d'assurance contre la mortalité des bêtes bovines n'embrasse encore, dans la Flandre orientale, que 30 % du nombre des bêtes en 1906, dans le Brabant 20 %, à Liège 14 %, dans le Hainaut 3 % et pas plus de 35 % dans le Limbourg; que le nombre des chevaux assurés ne dépasse pas 22 % de l'ensemble, et que l'assurance est l'un des fondements du crédit agricole.

En éclairant les divers intérêts, elle éclaire leurs rapports; elle permet alors de dissiper des préjugés, de réaliser des rapprochements: c'est pour cela que le projet comprend naturellement l'institution de conseils de conciliation et d'arbitrage, et que ces conseils ont même la haute mission non seulement d'apaiser les conflits, mais de les prévenir et, comme on le verra dans le texte, de les prévenir même d'une manière générale, en proposant des conventions-types, ou des systèmes de rémunération de travail.

Elle donnera à la loi un caractère organique, la reliant solidement à l'évolution même; chaque problème sera examiné sous tous ses aspects, chaque intérêt considéré dans tous ses rapports sociaux.

Telles sont les idées directrices de cette proposition: unir intimement la science et l'expérience, donner les fondements les plus sûrs au droit nouveau contractuel ou coopératif, préparer pacifiquement une société de plus en plus prospère et juste: plus grand est l'idéal poursuivi, et plus rigoureuse doit être la méthode appliquée à l'atteindre.

H. DENIS.

(26)

Proposition de loi portant organisation d'une représentation professionnelle de l'agriculture et des intérêts des classes agricoles.

CHAPITRE PREMIER.

Organisation des comices agricoles.

ARTICLE PREMIER.

La représentation générale des différents intérêts agricoles, sylvicoles, horticoles, est assurée par l'institution de comices dans toute l'étendue du territoire exploité.

Leurs circonscriptions actuelles seront revisées, les circonscriptions nouvelles seront tracées par un arrêté royal organique, d'après un plan d'ensemble, le corps des agronomes de l'État, les commissions provinciales d'agriculture actuelles, les conseils supérieurs de l'agriculture et des forêts entendus. Elles seront fondées sur les caractères naturels des régions agricoles, les genres de culture des localités, la facilité des communications.

ART. 2.

Sont essentiellement représentés dans les comices :

- 1° Les propriétaires non cultivateurs ;
- 2° Les propriétaires cultivateurs en faire valoir direct ;

Wetsvoorstel tot instelling van eene heroepsvertegenwoordiging van den landbouw en van de belangen der landbouwende klassen.

HOOFDSTUK I.

Inrichting van de landbouwcomices.

ARTIKEL 1.

De algemeene vertegenwoordiging der verschillende belangen van land-, bosch- en tuinbouw wordt verzekerd door de inrichting van landbouwcomices over de geheele uitgestrektheid van den bebouwden grond.

Hunne tegenwoordige omschrijvingen worden herzien, de nieuwe omschrijvingen worden door een organiek koninklijk besluit afgeteekend volgens een algemeen en samenhangend plan, gehoord het korps van 's Rijks landbouwkundigen, de tegenwoordige provinciale landbouwcommissiën, de hogere raden van landbouw en bosschen. Zij berusten op den natuurlijken aard van de landbouwstreken, de verschillende soorten van plaatselijke bebouwing, het gemak der middelen van verkeer.

ART. 2.

Worden hoofdzakelijk vertegenwoordigd in de comices :

- 1° De eigenaars die geen landbouwer zijn ;
- 2° De eigenaars-landbouwers die hun eigen land bebouwen ;

3° Les cultivateurs locataires;

4° Les domestiques, servantes, ouvriers, ouvrières agricoles, sylvicoles, arboricoles, horticoles.

ART. 3.

Sont appelés respectivement, sans distinction de sexe, à l'élection de ces différentes catégories de représentants des intérêts agricoles, pourvu qu'ils réunissent les autres conditions fixées par la loi :

1° Tout propriétaire qui, sans en exploiter lui-même, donne en location des terres comprises dans le ressort du comice, pourvu qu'elles aient une étendue totale d'au moins cinquante ares;

2° Tout cultivateur propriétaire de plus de la moitié de l'étendue des terres qu'il cultive dans le même ressort;

3° Tout cultivateur locataire de plus de la moitié de l'étendue des terres qu'il cultive dans le même ressort;

4° Tout travailleur employé, moyennant salaire, pour compte d'un cultivateur ou d'un propriétaire, et dont la principale occupation est la culture, l'élevage, l'horticulture, la sylviculture ou les travaux connexes à l'exploitation du sol.

Les catégories 1 et 2 ne forment qu'un seul collège électoral.

ART. 4.

Tout comice agricole comprend :

1° Deux représentants de chacun de ces trois collèges par commune rurale de son ressort, quelle que soit la population de cette commune;

2° Et en plus, pour chacun des trois collèges, un représentant par cinquante habitants de toute condition,

3° De landbouwers-pachters ;

4° De knechten, meiden, mannelijke en vrouwelijke werklieden gebruikt bij landbouw, boschcultuur, boomkweekerij en tuinbouw.

ART. 3.

Worden respectievelijk geroepen, zonder onderscheid van geslacht, tot het kiezen van die verschillende groepen van vertegenwoordigers der landbouwbelangen, mits zij voldoen aan de overige voorwaarden, bij de wet bepaald :

1° Elke eigenaar die, zonder ze zelf te bewerken, in pacht geeft landen gelegen binnen het gebied van het comice, mits deze landen in het geheel eene uitgestrektheid hebben van ten minste vijftig aren;

2° Elke landbouwer-eigenaar van meer dan de helft van de uitgestrektheid der gronden die hij bebouwt in hetzelfde gebied;

3° Elke landbouwer-pachter van meer dan de helft van de uitgestrektheid der gronden die hij bebouwt in hetzelfde gebied;

4° Elke arbeider, gebruikt tegen loon, voor rekening van een landbouwer of van een eigenaar, en wiens voornaamste bezigheid is de bebouwing, het fokken, de tuinbouw, de boschcultuur of de werken in verband met de ontginning van den grond.

De groepen 1 en 2 maken slechts één kiescollege uit.

ART. 4.

Elk landbouwcomice bevat :

1° Twee vertegenwoordigers van elk dezer drie colleges per landelijke gemeente van zijn gebied, welke ook de bevolking van deze gemeente zij;

2° En daarenboven, voor elk der drie colleges, één vertegenwoordiger per vijftig bewoners van elken stand, in de

relevés dans la commune au dernier recensement de la population, parmi les agriculteurs, agronomes, horticulteurs, arboriculteurs, propriétaires fonciers, ouvriers et domestiques employés dans les exploitations agricoles, horticoles, sylvicoles ou autres professions de ce groupe.

ART. 5.

Sont également compris dans les comices agricoles :

1° Les représentants du personnel dirigeant des associations d'intérêt professionnel agricole, telles que syndicats, sociétés coopératives, sociétés d'assurances, etc.;

2° Les ouvriers directement et spécialement employés par ces associations;

3° Les entrepreneurs de travaux agricoles spéciaux et temporaires, tels que sarclage, battage, moisson, etc.;

4° Les ouvriers directement occupés par eux;

5° Les professeurs chargés d'un enseignement agricole ou connexe à l'agriculture, dans le ressort du comice, les médecins vétérinaires, chimistes agricoles, ingénieurs agricoles diplômés et non compris dans les catégories ci-dessus; les docteurs en médecine exerçant dans les campagnes.

ART. 6.

Le personnel dirigeant des associations agricoles est compris dans le corps électoral des catégories 2 et 3 de l'article 3, suivant que le faire valoir direct ou la location prédomine dans l'ensemble du ressort du comice. Leurs ouvriers sont compris dans la 4° catégorie; les entrepreneurs de travaux agricoles spéciaux et leurs ouvriers sont

gemeente opgenomen bij de laatste volkstelling, onder de landbouwers, de landbouw- en tuinbouwkundigen, de boomkweekers, grondeigenaars, werklieden en knechten gebruikt bij den landbouw, den tuinbouw, de boscheultuur of andere tot deze groep behorende vakken.

ART. 5.

Maken insgelijks deel uit van de landbouwcomices :

1° De vertegenwoordigers van het besturend personeel der vereenigingen voor landbouw- beroepsbelangen, zooals syndicaten, samenwerkende vereenigingen, verzekeringsmaatschappijen, enz.;

2° De werklieden, rechtstreeks en bijzonderlijk door die vereenigingen gebruikt;

3° De ondernemers van bijzondere en tijdelijke landbouwwerken, zooals wieden, dorschen, oogsten, enz.;

4° De werklieden, rechtstreeks door hen gebruikt ;

5° De leeraars belast met landbouwkundig onderwijs of met den landbouw in verband, binnen het gebied van het comice, de vecartsen, landbouwscheikundigen, gediplomeerde landbouwingenieurs en niet begrepen in de bovengenoemde groepen; de geneesheeren die op den buiten practizeeren.

ART. 6.

Het besturend personeel der landbouwvereenigingen wordt begrepen in het kiezerskorps der groepen 2 en 3 van artikel 3, naarmate het bebouwen voor eigen rekening of de pacht den voorrang heeft in het gebied van het comice in zijn geheel. Hare werklieden zijn begrepen in de 4° groep; de aannemers van bijzondere landbouwwerken en

classés d'après la même règle. Néanmoins, il pourra leur être assigné une représentation particulière. La représentation des uns et des autres sera basée sur le principe de la parité du nombre des délégués.

La 5^e catégorie de l'article 5 ne comprendra jamais plus de membres ayant voix délibérative, qu'aucune des catégories de l'article 3.

ART. 7.

Outre les conditions ci-dessus indiquées pour faire partie du corps électoral professionnel agricole, il faut :

1° Être âgé de 21 ans accomplis ;

2° Être Belge de naissance ou avoir obtenu la naturalisation ordinaire.

Les membres de la famille vivant sous le même toit, et réunissant les conditions qui précèdent, figurent respectivement dans les catégories 2 et 3 de l'article 3, avec les chefs d'exploitation auxquels ils doivent leur concours d'une manière constante.

Pour la deuxième, la troisième et la quatrième catégories de l'article 3, ainsi que pour celles de l'article 5, il faut, en outre, habiter la commune depuis six mois au moins.

A l'égard de la première catégorie de l'article 3, il faut être propriétaire dans le ressort du comice depuis au moins deux ans.

ART. 8.

Le Collège des bourgmestre et échevins arrête chaque année, avant le 1^{er} novembre, la liste des électeurs au comice agricole.

hunne arbeiders worden naardenzelfden regel gerangschikt. Nochtans kan hun eene bijzondere vertegenwoordiging worden toegekend. De vertegenwoordiging van de eenen en van de anderen berust op het stelsel van de gelijkheid van het aantal afgevaardigden.

De 5^e groep, bedoeld in artikel 5, bevat nooit meer leden met beraadslagende stem dan eene der groepen waarvan sprake is in artikel 3.

ART. 7.

Behalve de hierboven aangeduide voorwaarden, vereischt om deel uit te maken van het professionneel landbouwkiezerskorps, moet men :

1° Den leeftijd van een en twintig jaar bereikt hebben ;

2° Belg zijn van geboorte of de gewone naturalisatie verkregen hebben.

De leden van een gezin, wonende onder hetzelfde dak en voldoende aan voornoemde voorwaarden, komen respectievelijk voor onder de groepen 2 en 3, in artikel 3 bedoeld, met de hoofden van exploitatie aan wie zij bestendig hunne medewerking moeten verleen.

Voor de tweede, de derde en de vierde groepen, bedoeld in artikel 2, alsook voor de vijfde, bedoeld in artikel 5, moet men daarenboven in de gemeente wonen sedert ten minste zes maanden.

Ten aanzien van de eerste groep, vermeld in artikel 3, moet men eigenaar zijn in het gebied van het comice sedert ten minste twee jaar.

ART. 8.

Het College van burgemeester en schepenen stelt ieder jaar, vóór 1 November, de lijst vast der kiezers voor het landbouwcomice.

ART. 9.

Le vote est obligatoire.

Nul ne dispose de plus d'un suffrage.

ART. 10.

Les propriétaires non domiciliés dans la commune ont le droit de se faire remplacer, dans l'exercice de leur droit de vote, par un autre électeur domicilié dans la commune.

ART. 11.

La représentation proportionnelle est appliquée aux élections des comices agricoles.

ART. 12.

Tout électeur, sans distinction de sexe, est éligible dans sa catégorie. Les délégués de la première catégorie de l'article 3 peuvent être choisis dans la seconde. Ils le sont nécessairement chaque fois que l'exige l'application de l'article 4.

ART. 13.

La durée du mandat est de quatre ans.

CHAPITRE II.

But et attributions des comices agricoles.

ART. 14.

Le comice reste étranger à tout débat politique; il a pour principe la neutralité absolue dans l'ordre religieux, et pour règle la pratique constante de la tolérance. Il a pour mission de délibérer sur les intérêts de l'agriculture et des

ART. 9.

De stemming is verplichtend gemaakt.

Niemand beschikt over meer dan ééne stem.

ART. 10.

De eigenaars, niet woonachtig in de gemeente, hebben het recht zich in de uitoefening van hun stemrecht te doen vervangen door een ander kiezer, die zijne woonplaats in de gemeente heeft.

ART. 11.

De evenredige vertegenwoordiging wordt toegepast op de verkiezingen voor de landbouwcomices.

ART. 12.

Elke kiezer, zonder onderscheid van geslacht, is verkiesbaar in de groep waartoe hij behoort. De afgevaardigden van de eerste groep van artikel 3 mogen gekozen worden in de tweede. Zij zijn dit van zelt telkens als de toepassing van artikel 4 het vordert.

ART. 13.

Het mandaat duurt vier jaar.

HOOFDSTUK II.

Doel en bevoegdheden van de landbouwcomices.

ART. 14.

Het comice houdt zich buiten elk politiek debat; het heeft tot beginsel de volstrekte onzijdigheid in godsdienstzaken en tot regel de voortdurende inachtneming van de verdraagzaamheid. Het heeft tot taak te beraadslagen over de

classes agricoles dans sa circonscription; de faire en conséquence une enquête permanente sur la situation et les conditions de l'agriculture et des classes agricoles;

De faire connaître aux pouvoirs publics les besoins de l'agriculture et les vœux des classes rurales;

De donner aux administrations les renseignements utiles dans l'intérêt de l'agriculture et des classes agricoles, de concourir aux statistiques agricoles, de donner leur avis sur les questions qui leur sont soumises par les pouvoirs publics;

De participer à l'exécution des dispositions réglementaires et des mesures d'intérêt général, et de prendre, dans les limites tracées par la loi, toutes les mesures qu'il jugera utiles;

De concourir au développement de l'enseignement agricole à tous les degrés, à la diffusion des connaissances pratiques et des institutions d'enseignement ou de recherche scientifique;

De poursuivre la mise en valeur des terres incultes, les meilleurs modes de constitution et d'exploitation du domaine communal;

D'étudier, dans leur ensemble, les rapports de la propriété et de la culture, et les réformes à y apporter; et de même, le régime fiscal, le régime douanier et celui des transports dans leurs rapports avec la propriété, l'agriculture, les industries agricoles, le travail;

De contribuer à la réalisation de tous les progrès agricoles, aux améliorations des cultures et des animaux domestiques; à l'établissement de champs d'essai, de laboratoires, de fermes modèles; à l'organisation de concours ou d'expositions;

belangen van den landbouw en de landbouwende klassen in zijne omschrijving; en bijgevolg een voortdurend onderzoek te doen naar den toestand en de voorwaarden van den landbouw en de landbouwende klassen;

Aan de openbare machten kenbaar te maken de behoeften van den landbouw en de wenschen van de landlieden;

Aan de besturen de noodige inlichtingen te verschaffen in het belang van den landbouw en de landbouwende klassen; mede te werken aan de landbouwstatistiek en zijn advies te geven over de vragen ingediend door de openbare machten;

Deel te nemen aan de uitvoering der reglementaire bepalingen en der maatregelen van algemeen belang, en, binnen de perken door de wet gesteld, alle maatregelen te nemen die het nuttig zal achten;

Bij te dragen tot de ontwikkeling van het landbouwonderwijs in elken graad, tot de uitbreiding van practische kennis en van inrichtingen voor onderwijs of voor wetenschappelijke nasporingen;

Te ijveren voor het in waarde stellen der braakliggende gronden, de beste wijze van samenstelling en exploitatie van het gemeentedomein;

Te bestudeeren, in hun geheel, de betrekkingen tusschen den eigendom en de bebouwing, en de daarin aan te brengen hervormingen; eveneens het belastingstelsel, het tolstelsel en dat van het vervoer in hunne betrekking tot den eigendom, den landbouw, de landbouwnijverheid, den arbeid;

Mede te werken tot de verwezenlijking van elken vooruitgang in den landbouw, tot de verbetering der bebouwingen en der huisdieren; tot de inrichting van proefvelden, van laboratoriums en modelhoeven; tot het houden van wedstrijden en tentoonstellingen;

De poursuivre l'organisation du crédit agricole, du crédit foncier rural, des associations d'intérêt professionnel agricole, des sociétés coopératives, de toutes les institutions de prévoyance et d'assurance contre les risques atteignant l'agriculture;

De contribuer à améliorer les conditions économiques des classes rurales et particulièrement des travailleurs;

De concourir à l'organisation du marché du travail agricole, aux mesures protectrices du travail agricole, à toutes les institutions publiques ou privées, de prévoyance et d'assurance contre les risques de toute nature que court le travailleur; à l'amélioration des conditions hygiéniques des classes rurales en général, des établissements agricoles et de leurs dépendances; aux mesures propres à assurer la sécurité des travaux agricoles, à prévenir les accidents, à en assurer la réparation; spécialement à améliorer les conditions de salubrité des logements des travailleurs agricoles et les habitations rurales; à toutes les réformes appelées à élever les conditions intellectuelles et morales des classes rurales;

De prévenir et, autant que possible, d'aplanir par voie de médiation, de conciliation ou d'arbitrage, les difficultés ou les conflits qui pourraient surgir, particulièrement entre les propriétaires et les locataires, ou entre les chefs d'exploitation, les entrepreneurs agricoles et les ouvriers ou domestiques agricoles; de fixer le taux des fermages et le montant des indemnités; de rechercher les meilleurs systèmes d'amodiation, d'élaborer des types de baux, y compris les baux collectifs; de recher-

De inrichting te bevorderen van het landbouwerediet, van het landelijk gronderediet, van de vereenigingen voor landbouw-beroepsbelangen, van samenwerkende vennootschappen, van alle inrichtingen van voorzorg en verzekering tegen de gevaren die den landbouw bedreigen;

Mede te werken tot verbetering der economische belangen van de landbouwende klassen en vooral van de arbeiders;

Mede te werken tot de inrichting van de landbouw-arbeidsmarkt, tot de maatregelen van bescherming voor den landbouwarbeid, tot al de openbare of bijzondere instellingen van voorzorg en verzekering tegen de schade van allerlei aard waaraan de werker blootstaat; tot de verbetering der gezondheidsvoorwaarden van de landbouwende klassen in het algemeen, van de landbouwinrichtingen en hare bijbehooren; tot de maatregelen die geschikt zijn om de veiligheid der landbouwwerken te verzekeren, de ongevallen te voorkomen, de vergoeding ervan te verzekeren; inzonderheid de voorwaarden te verbeteren van de gezondheid der huisvestingen van de veldarbeiders en der landelijke woningen; tot al de hervormingen die den verstandelijken en zedelijken toestand der landbouwers kunnen verhoogen;

Te voorkomen en zooveel mogelijk te vereffenen door tusschenkomst, verzoening of scheidsgerecht, de moeilijkheden of de geschillen die mochten oprijzen voornamelijk tusschen eigenaars en pachters of tusschen de hoofden van exploitatie, de landbouwondernemers en de veldarbeiders of knechten; het bedrag te bepalen van het pachtgeld en het bedrag der vergoedingen; de beste stelsels van verpachting op te sporen; modellen op te stellen van huurreeelen, daarin begrepen de gemeen-

cher les formes les plus parfaites du contrat de travail individuel ou collectif, et des modes de rémunération du travail en général.

ART. 15.

Le comice est divisé en sections correspondant aux intérêts généraux dont il comporte la représentation, savoir :

A) *La section de la propriété*, qui comprend les représentants des deux premières catégories de l'article 3.

B) *La section de l'agriculture*, de la sylviculture et de l'horticulture embrassant ceux de la deuxième, de la troisième catégories de l'article 3, et ceux des première et troisième catégories de l'article 3.

Cette section se subdivisera, partout où le comportera la situation, en sous-sections de : culture des champs, sylviculture, arboriculture fruitière, floriculture, culture maraîchère, élevage chevalin, élevage bovin, aviculture, apiculture, etc.

C) *La section du travail* comprenant les représentants de la quatrième catégorie de l'article 3, de la deuxième et quatrième catégories de l'article 3. Elle se subdivisera en sous-sections de domestiques d'écuries, vachers, bergers, journaliers, ouvriers des travaux spéciaux, etc., etc.

D) *La section des sciences et de l'enseignement agricoles* comprenant spécialement la 5^e catégorie de l'article 3.

Chacune des sections ou sous-sections peut délibérer séparément sur les intérêts auxquels elle préside, et étudier, à ce point de vue, les questions générales ressortissant au comice dans son ensemble; chacune d'elles soumet de droit

schappelijke huurceelen; de meest volkomen vormen op te zoeken van de arbeids-overeenkomst, persoonlijke of gemeenschappelijke, en van de wijze van vergelding van het werk in het algemeen.

ART. 15.

Het comice wordt verdeeld in afdelingen overeenstemmende met de algemeene belangen welker vertegenwoordiging het medebrengt, te weten :

A) *De afdeling voor den eigendom*, die de vertegenwoordigers bevat van de eerste twee groepen, bedoeld in artikel 3.

B) *De afdeling voor den landbouw* voor de boschcultuur en den tuinbouw, begrijpende die van de 2^e, van de 3^e groep, bedoeld in artikel 3, en die van de 1^e en van de 3^e groep, vermeld in artikel 3.

Deze afdeling zal overal, waar de toestand het medebrengt, gesplitst worden in onderafdeelingen voor landbouw, boschcultuur, vruchthoekwekerij, bloemkweekerij, warmoesteelt, paardenfokkerij, veeteelt, vogelteelt, bijenteelt, enz.

C) *De afdeling voor den arbeid* bevat de vertegenwoordigers van de 4^e groep, bedoeld in artikel 3, van de 2^e en de 4^e groep, bedoeld in artikel 3. Zij zal gesplitst worden in onderafdeelingen voor stalknechten, koewachters, schaapherders, dagwerkers, arbeiders bij bijzondere werken, enz.

D) *De afdeling voor landbouwwetenschappen en landbouwwonderwijs* bevat voornamelijk de 5^e groep, bedoeld in artikel 3.

Elke der afdelingen of onderafdeelingen kan afzonderlijk beraadslagen over de belangen welke zij voorstaat en uit dat oogpunt de algemeene vraagstukken bestudeeren die in hun geheel tot de bevoegdheid van het comice

aux délibérations du comice, les questions qu'elle croit susceptibles d'intéresser la généralité des classes agricoles.

ART. 16.

Le comice comprend deux chambres de conciliation. La première est composée de délégués des représentants des propriétaires des 1^{re} et 2^e catégories de l'article 3 et des locataires en nombre égal. Elle a pour mission :

1^o De prévenir et de régler par voie de médiation, de conciliation et d'arbitrage les différends qui pourraient s'élever entre propriétaires et fermiers à l'égard du contrat de bail;

2^o De rédiger des baux types;

3^o De fixer annuellement et par arbitrage, à la demande des intéressés, les taux des fermages, les indemnités qui seraient dues par les propriétaires, spécialement du chef de plus-value, ou par les locataires, du chef de dépréciation de la culture.

La deuxième chambre de conciliation est formée de délégués des représentants des fermiers et propriétaires cultivateurs d'une part, des ouvriers et domestiques, d'autre part, en nombre égal. Elle s'applique à prévenir et à apaiser, par voie de médiation, de conciliation et d'arbitrage, tous les conflits qui se rattachent au contrat de travail et à son exécution. Elle s'applique à élaborer les règlements applicables aux travaux de la culture, à rechercher les formes les plus parfaites à donner au contrat de travail individuel ou collectif, et aux systèmes de rémunération du travail.

behooren; elke harer onderwerpt van rechtswege aan de beraadslagingen van het comice, de vragen welke zij geschikt acht van belang te zijn voor de landbouwende klassen in het algemeen.

ART. 16.

Het comice bevat twee kamers van verzoening. De eerste is samengesteld uit afgevaardigden van de vertegenwoordigers der eigenaars van de 1^e en 2^e groep, bedoeld in artikel 3, en uit pachters in gelijk getal. Zij is gelast :

1^o De geschillen, die mochten oprijzen tusschen eigenaars en pachters ten opzichte van het pachtcontract, te voorkomen en te regelen door bemiddeling, verzoening en scheidsgerecht.

2^o De modelhuurceelen op te maken;

3^o Te bepalen, jaarlijks en scheidsrechterlijk, op aanvraag van de belanghebbenden, het bedrag der pachten, de vergoedingen die mochten verschuldigd zijn door de eigenaars, voornamelijk uit hoofde van verhoogde waarde, of door de pachters uit hoofde van de verminderde waarde der bebouwing.

De tweede kamer van verzoening is samengesteld uit afgevaardigden van de vertegenwoordigers der pachters en eigenaars-landbouwers, eenerzijds, en uit werklieden en knechten, anderzijds, in gelijk getal. Zij legt zich toe op het voorkomen en bevredigen, bij wijze van bemiddeling, verzoening en scheidsgerecht, van al de geschillen die betrekking hebben op de arbeidsovereenkomst en hare uitvoering. Zij vervaardigt de reglementen, toepasselijk op de werken van de bebouwing, zoekt naar de meest volmaakte vormen voor het persoonlijk of gemeenschappelijk huurcontract en de stelsels van vergelding des arbeids.

Une troisième chambre de conciliation sera, où la nécessité s'en fera sentir, instituée sur les mêmes bases, et destinée aux entrepreneurs de travaux spéciaux et à leurs ouvriers.

ART. 17.

Sans préjudice aux dispositions d'ordre général à arrêter par M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture, le comice se réunit obligatoirement, au moins quatre fois par an, aux époques à fixer par un règlement d'ordre intérieur. Les conditions des réunions extraordinaires seront fixées par le même règlement.

ART. 18.

Les comices peuvent se syndiquer pour réaliser l'un des objets de leurs attributions. L'arrêté royal organique fixera les conditions de ces associations.

ART. 19.

Dans toute commune rurale, les personnes appartenant au corps électoral du comice se réunissent de plein droit, au moins une fois par mois, au jour fixé par le règlement local, et dans une salle qui sera mise à leur disposition par l'administration communale.

Eene derde kamer van verzoening zal, daar waar het noodzakelijk wordt bevonden, worden ingesteld op dezelfde grondslagen en bestemd voor de ondernemers van bijzondere werken en voor hunne arbeiders.

ART. 17.

Onverminderd de bepalingen van algemeene orde, te nemen door den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Landbouw, is het comice verplicht ten minste viermaal per jaar bijeen te komen, op de tijdstippen te bepalen door een reglement van orde. De vereischten voor buitengewone bijeenkomsten worden bepaald door hetzelfde reglement.

ART. 18.

De comices kunnen zich in syndicaat vereenigen tot verwezenlijking van eene der zaken die tot hare bevoegdheid behooren. Het organiek koninklijk besluit bepaalt de voorwaarden waarop dit syndicaat mag tot stand komen.

ART. 19.

In elke landelijke gemeente komen de personen, behorende tot het kiezerskorps van het landbouwcomice met volle recht bijeen ten minste eenmaal per maand, ten dage door het plaatselijk reglement bepaald en in eene zaal daartoe door het gemeentebestuur tot hunne beschikking gesteld.

CHAPITRE III.

Les sociétés provinciales d'agriculture et le Conseil supérieur d'agriculture dans leurs conditions d'organisation.

ART. 20.

Chaque comice délègue à la société provinciale d'agriculture deux membres pour chacun des trois collèges de l'article 3, combiné avec l'article 5, et en outre deux délégués de la cinquième catégorie de l'article 5.

Elle se subdivise en sections correspondant à celles des comices.

ART. 21.

Chaque chambre provinciale s'occupe de toutes les questions et de toutes les mesures intéressant l'agriculture, et les classes agricoles, dans sa circonscription territoriale, telles qu'elles ont été définies à l'article 14.

ART. 22.

Dans le délai de cinq ans, à partir de la promulgation de la présente loi, il sera opéré un travail de revision des circonscriptions des sociétés provinciales d'agriculture, en vue de les mettre le plus parfaitement possible en rapport avec les régions agricoles, et les systèmes de culture prépondérants.

ART. 23.

Le Conseil supérieur d'agriculture s'occupe de tous les intérêts de l'agriculture nationale et des classes agricoles, et de toutes les mesures qui se rapportent aux progrès agricoles, et à l'amélioration des conditions des classes agricoles en Belgique.

HOOFDSTUK III.

De provinciale landbouwgenootschappen en de hoogere Raad van Landbouw in hunne samenstelling.

ART. 20.

Elk comice zendt naar het provinciaal landbouwgenootschap twee leden voor ieder der drie colleges, voorzien bij artikel 3, in verband gebracht met artikel 5, en daarenboven twee afgevaardigden van de vijfde groep, bedoeld in artikel 5. Het splitst zich in afdelingen overeenkomende met die van de comices.

ART. 21.

Elke provinciale kamer houdt zich bezig met al de vraagstukken en al de maatregelen betreffende den landbouw en de landbouwende klassen, in hare omschrijving, zooals die zijn bepaald in artikel 14.

ART. 22.

Binnen een tijdsverloop van vijf jaar, te rekenen van de afkondiging van deze wet, zal er worden overgegaan tot een werk van herziening der omschrijvingen van de provinciale landbouwgenootschappen, ten einde deze zoo goed mogelijk te doen beantwoorden aan de landbouwstroken en de meest toegepaste landbouwstelsels.

ART. 23.

De Hoogere Raad van landbouw houdt zich bezig met al de belangen van den nationalen landbouw en van de landbouwende klassen en met al de maatregelen die betrekking hebben op den vooruitgang van den landbouw en op de verbetering van den toestand der landbouwende klassen in België.

Il est formé par les délégations des sociétés provinciales d'agriculture : chacune d'elles y envoie un délégué pour chacune des catégories ci-dessus définies.

Le Gouverneur peut y envoyer des délégués avec voix consultative seulement. Ils seront nommés sur des listes présentées par l'Académie de médecine et les Classes des sciences et des sciences morales et politiques de l'Académie.

ART. 24.

L'arrêté organique du 18 octobre 1889, complété en 1898, sera modifié d'après les dispositions ci-dessus.

Hij bestaat uit de afgevaardigden der provinciale landbouwgenootschappen : elk dezer zendt naar den Raad een afgevaardigde voor iedere der vijf groepen, hierboven omschreven.

De Gouverneur kan naar den Raad afgevaardigden zenden met raadgevende stem alleen. Zij worden benoemd uit lijsten opgemaakt door de Academie van geneeskunde en de Klassen van wetenschappen en van moreele en politieke wetenschappen der Academie.

ART. 24.

Het organiek koninklijk besluit van 18 October 1889, aangevuld in 1898, zal worden gewijzigd volgens bovenstaande bepalingen.

H. DENIS.

ANNEXE.

FRANCE.

PROJET DE LOI ÉLABORÉ PAR LA COMMISSION D'AGRICULTURE (1).

Article premier. — Il est créé, au chef-lieu de chaque département, une chambre d'agriculture constituée à raison d'un membre par canton, à l'exclusion des cantons exclusivement urbains.

La liste de ces derniers cantons sera fixée par un règlement d'administration publique.

La chambre d'agriculture se subdivise en autant de sections qu'il y a d'arrondissements dans le département.

Art. 2. — Les membres des chambres d'agriculture sont élus par arrondissement au scrutin de liste.

Le collège électoral est composé d'un délégué nommé par le conseil municipal et pris parmi les électeurs agricoles inscrits, et d'un délégué par deux cents ou fraction de deux cents électeurs agricoles inscrits; ou deux délégués au-dessus de deux cents, et d'un délégué nommé par le conseil municipal, pris parmi les électeurs agricoles inscrits.

Le vote des délégués a lieu à la majorité relative et sous enveloppes fournies par l'administration préfectorale.

Le scrutin a lieu par commune, de 10 heures du matin à 4 heures du soir, le premier dimanche d'octobre.

Art. 3. — Sont électeurs :

1° Les agriculteurs, arboriculteurs, horticulteurs, pépiniéristes, jardiniers, maraîchers de profession résidant dans la commune et exploitant, depuis deux années, un fonds rural ou forestier comme propriétaires, usufruitiers, usagers, régisseurs, locataires, fermiers, colons factiaires ou métayers;

2° Les ouvriers agricoles s'occupant de travaux agricoles sous la condi-

(1) Chambre des députés, 1906, *Doc. parl.*, p. 505.

tion qu'au moment de la publication des listes électorales ils habitent depuis deux ans au moins dans la commune ;

3° Les propriétaires, usufruitiers ou usagers d'un fonds rural non exploitants par eux-mêmes qui, depuis deux ans au moins, possèdent les dites exploitations, à condition qu'ils résident dans la commune ;

4° Les directeurs, professeurs, répétiteurs et chefs de culture des établissements d'enseignement agricole, horticole, forestier ou vétérinaire, les directeurs des établissements d'élevage de l'État et ceux des stations agromomiques, les professeurs départementaux et spéciaux d'agriculture résidant dans le département ;

5° Les anciens cultivateurs habitant depuis deux ans la commune et qui ont exploité, au moins pendant neuf années, soit comme fermiers ou métayers, soit comme propriétaires, un fonds rural.

Les électeurs doivent être français, âgés de vingt-cinq ans révolus et jouir de leurs droits civils et politiques.

Les femmes remplissant les conditions exigées par le paragraphe 1^{er} du présent article sont également électeurs.

Le domicile agricole peut être distinct du domicile politique. Il sera acquis par une déclaration faite à la mairie de toute commune où le déclarant sera propriétaire, exploitant ou ouvrier depuis deux ans, conformément aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3 du présent article.

Art. 4. — Les électeurs possédant le droit électoral dans plusieurs circonscriptions ne peuvent exercer ce droit que dans une circonscription à leur choix.

Art. 5. — Sont éligibles tous les électeurs compris dans les catégories mentionnées à l'article 3, âgés de trente ans révolus et résidant dans l'arrondissement, à l'exception des femmes.

Les fonctionnaires de l'enseignement agricole, les professeurs spéciaux et départementaux, les directeurs d'écoles d'agriculture, d'écoles pratiques, de fermes-écoles, d'établissements d'élevage font partie de droit des chambres d'agriculture, mais ils n'y ont que voix consultative.

Art. 6. — Le vote a lieu au chef-lieu de canton, de 10 heures du matin à 4 heures du soir, le troisième dimanche qui suit le vote communal désignant les délégués.

Le vote se fait sous enveloppes fournies par l'administration préfectorale.

Art. 7. — Pour la nomination des délégués, le bureau communal est composé d'un président, de deux assesseurs et d'un secrétaire choisi par eux parmi les électeurs agricoles. Ce bureau est présidé par le maire, adjoints ou conseillers municipaux de la commune ; à leur défaut, par le plus âgé des électeurs agricoles sachant lire et écrire.

Les assesseurs sont pris, suivant l'ordre du tableau, parmi les conseillers municipaux ; à leur défaut, les assesseurs sont le plus âgé et le plus jeune des électeurs agricoles sachant lire et écrire.

Pour la nomination des membres de la chambre d'agriculture, le bureau cantonal est composé d'un président, de deux assesseurs et d'un secrétaire choisi par eux parmi les délégués agricoles présents.

Il est présidé par le maire, adjoints ou conseillers municipaux des chefs-lieux du canton; à leur défaut, par le plus âgé des délégués présents sachant lire et écrire.

Les assesseurs sont pris, suivant l'ordre du tableau, parmi les conseillers municipaux du chef-lieu du canton; à leur défaut, les assesseurs sont le plus âgé et le plus jeune des délégués agricoles présents sachant lire et écrire.

Art. 8. — Tous les actes judiciaires auxquels pourraient donner lieu les instances introduites à l'occasion des contestations d'élections seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Art. 9. — Les membres des chambres d'agriculture sont nommés pour six ans; ils sont renouvelés par moitié tous les trois ans et indéfiniment rééligibles. Pour déterminer la première série sortante au bout de la première période de trois ans, la chambre divise les cantons du département en deux séries, en répartissant autant que possible, dans une proportion égale, les cantons de chaque arrondissement dans chacune des séries, et elle procède ensuite à un tirage au sort pour régler l'ordre du renouvellement des séries.

Art. 10. — Lorsque, par décès ou démission, le nombre des membres d'une chambre d'agriculture appartenant à un même arrondissement est réduit d'un tiers, il est donné avis immédiatement par le président au préfet du département, qui convoque, dans un délai de deux mois, les délégués de l'arrondissement à l'effet de combler les vacances, à moins que ces vacances ne surviennent dans les douze mois qui précèdent chaque renouvellement.

Art. 11. — Les membres de la chambre d'agriculture appartenant à une même section d'arrondissement se réuniront en session obligatoirement, au chef-lieu dudit arrondissement, une fois au moins chaque année, le troisième dimanche de novembre; ils désigneront tous les ans, à la majorité des voix, un président, un vice-président et un secrétaire.

Les membres de la chambre départementale d'agriculture se réuniront obligatoirement en assemblée générale, au chef-lieu du département, une fois au moins chaque année, le premier dimanche de mars.

Art. 12. — Le bureau des chambres d'agriculture est composé d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire, élus chaque année à la majorité des suffrages et indéfiniment rééligibles.

Art. 13. — En dehors des sessions obligatoires qui ne peuvent durer plus de huit jours, les chambres d'agriculture peuvent se réunir en session extraordinaire, lorsque les deux tiers des membres en feront la demande écrite au préfet ou sur la demande du ministre de l'agriculture.

Le préfet fixe la date de ces réunions.

Art. 14. — Le préfet du département, pour les assemblées générales, et le sous-préfet, pour les assemblées d'arrondissement, sont avisés de l'ordre du jour des travaux et de la composition des bureaux ; ces avis doivent être notifiés dans les vingt-quatre heures qui suivent la fixation desdits ordres du jour ou l'élection desdits bureaux.

Art. 15. — Les chambres d'agriculture présentent au Gouvernement et au Conseil général de leur département leurs vues sur toutes les questions concernant l'agriculture qu'ils jugent à propos de leur soumettre.

Art. 16. — Deux ou plusieurs chambres d'agriculture peuvent provoquer entre elles, par l'entremise de leurs présidents et après en avoir averti les préfets, une entente sur les questions agricoles comprises dans leurs attributions, et qui intéressent à la fois leurs départements respectifs.

Les questions d'intérêts communs sont débattues dans des conférences où chaque chambre d'agriculture sera représentée par une commission spéciale nommée à cet effet.

Les préfets des départements intéressés pourront toujours assister à ces conférences.

Les délibérations qui y seront prises seront transmises au ministre de l'agriculture, après avoir été ratifiées par toutes les chambres d'agriculture intéressées.

Art. 17. — Les chambres d'agriculture peuvent se diviser en commissions, qui ont le droit de se réunir, dans l'intervalle des sessions, pour les études qui lui sont confiées par la chambre.

Art. 18. — Les préfets, au chef-lieu du département, et les sous-préfets, au chef-lieu d'arrondissement, fournissent un local pour la tenue des séances des chambres d'agriculture.

Art. 19. — Le préfet et le sous-préfet, dans leurs arrondissements respectifs, ainsi que les inspecteurs d'agriculture, les directeurs et inspecteurs des haras, les inspecteurs des eaux et forêts ont entrée aux séances des chambres d'agriculture et sont entendus chaque fois qu'ils le demandent.

Le préfet et le sous-préfet peuvent se faire assister ou représenter par un délégué.

Art. 20. — Les chambres d'agriculture sont reconnues comme établissements d'utilité publique et peuvent, en cette qualité, acquérir, recevoir, posséder et aliéner, après y avoir été dûment autorisées.

Art. 21. — Les chambres d'agriculture dressent leur budget, qui est visé par le préfet et communiqué au conseil général du département.

Il est pourvu par le conseil général aux dépenses suivantes, qui sont placées parmi les dépenses obligatoires et notées chaque année :

1° Frais d'établissement des listes électorales ;

2° Menues dépenses du bureau.

Art. 22. — Les procès-verbaux des séances des assemblées générales ou d'arrondissement des chambres d'agriculture devront être transmis, dans la huitaine, au préfet, qui, s'il y a lieu, saisira le ministre de l'agriculture; celui-ci, dans le mois, devra prononcer, par décret, l'annulation de tout acte ou délibération étrangers aux attributions légales des chambres.

Les chambres d'agriculture qui contreviendraient aux prescriptions de la présente loi peuvent être dissoutes par décret rendu au conseil des ministres, sur la proposition du ministre de l'agriculture.

Art. 23. — Il sera procédé, dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, à la nomination des Chambres d'agriculture.

Art. 24. — Un règlement d'administration publique déterminera le fonctionnement de la présente loi.

Art. 25. — Les lois, décrets et règlements antérieurs concernant les chambres d'agriculture sont et demeurent abrogés.



(32)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JUILLET 1909.

Proposition de loi portant organisation d'une représentation professionnelle
de l'agriculture et des intérêts des classes agricoles.

ERRATA

Page 25, troisième ligne en remontant, *au lieu de* : coopératif, *lire* :
impératif.

Page xii, sixième ligne, dans le texte français, *au lieu de* : Gouverneur,
lire : Gouvernement, et, dans le texte flamand, *au lieu de* : Gouverneur,
lire : Regeering.

(34)

Évolution de la propriété et de la culture

— *Proportion % des biens cultivés en propriété*
En 1846 (Faire-valoir direct) En 1895



*Proportion des biens
cultivés en propriété*

moins de 10 p.c.	
de 10,1 à 20 „	
de 20,1 à 30 „	
de 30,1 à 40 „	
de 40,1 à 50 „	
de 50,1 à 60 „	
de 60,1 à 70 „	
de 70,1 à 80 „	
de 80,1 à 90 „	

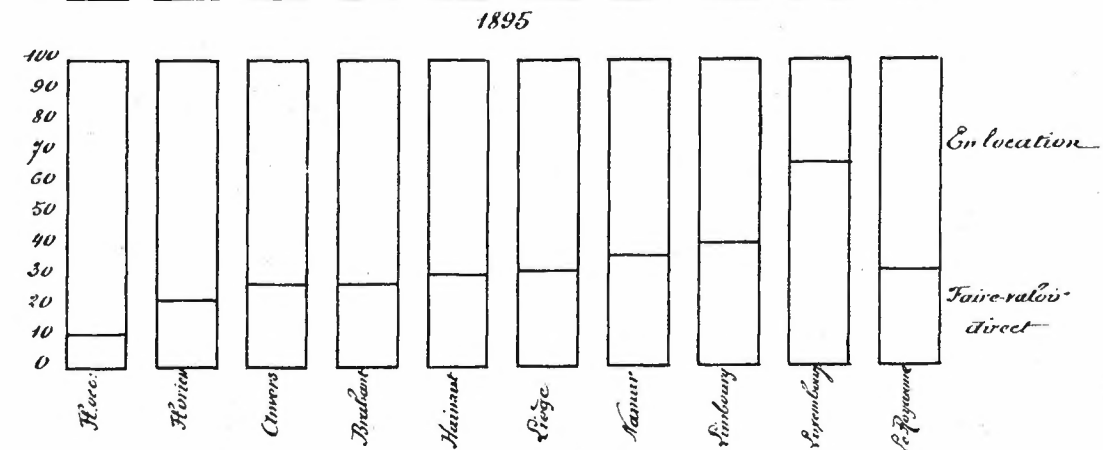
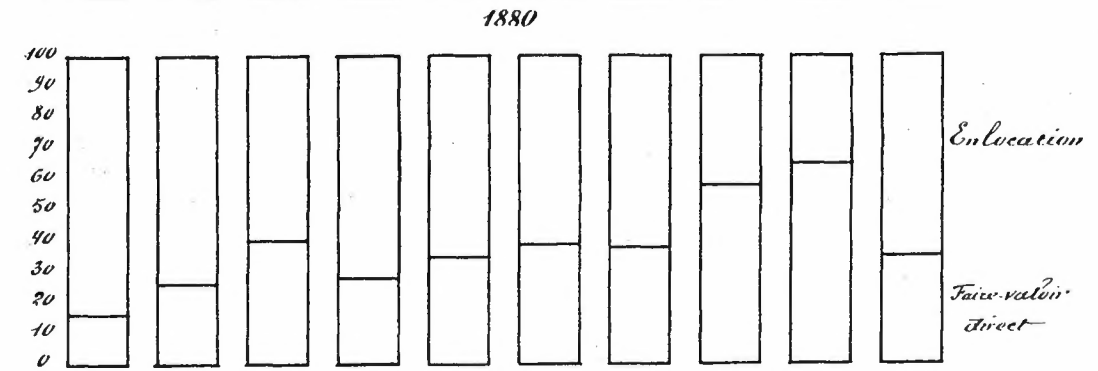
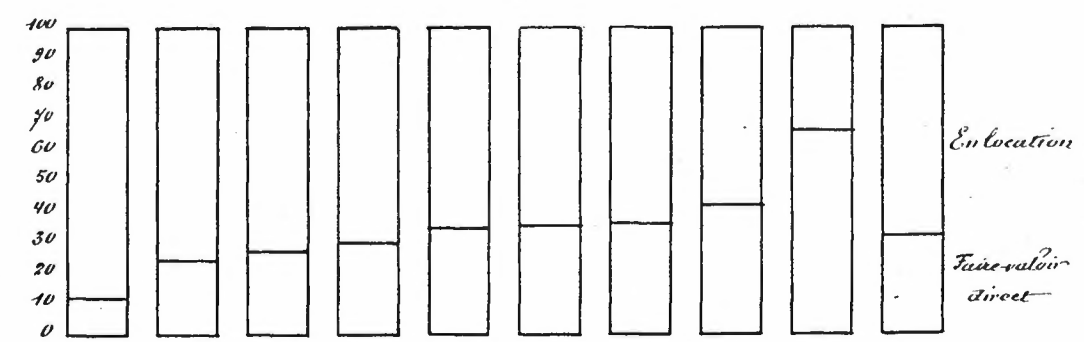
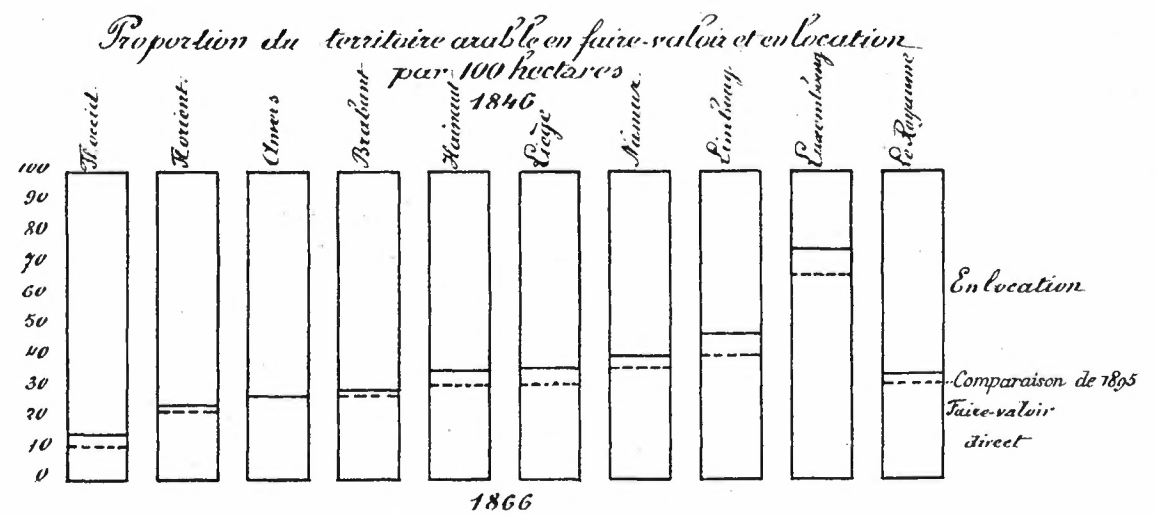
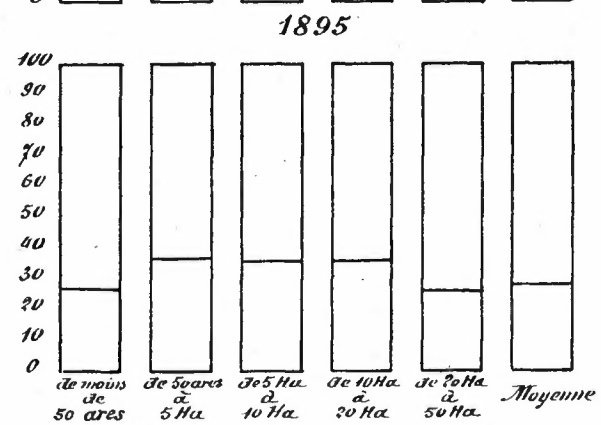
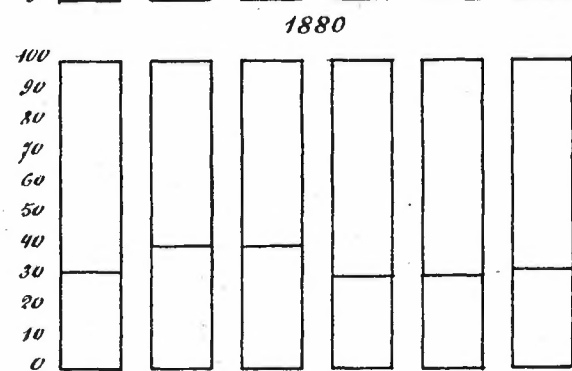
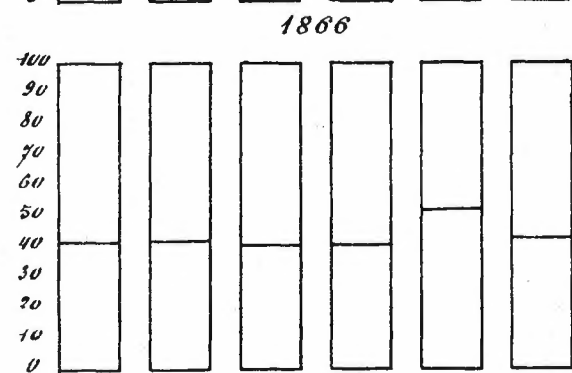
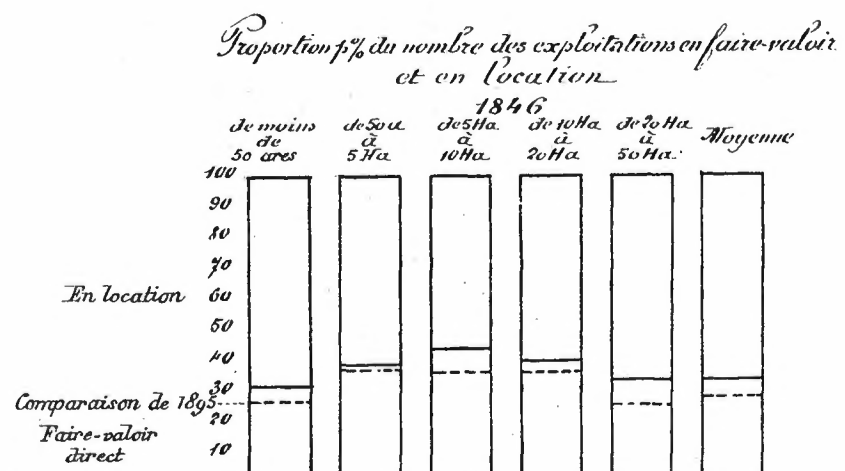
Proportion % des biens cultivés en location
En 1846 En 1895



*Proportion des biens
cultivés en location*

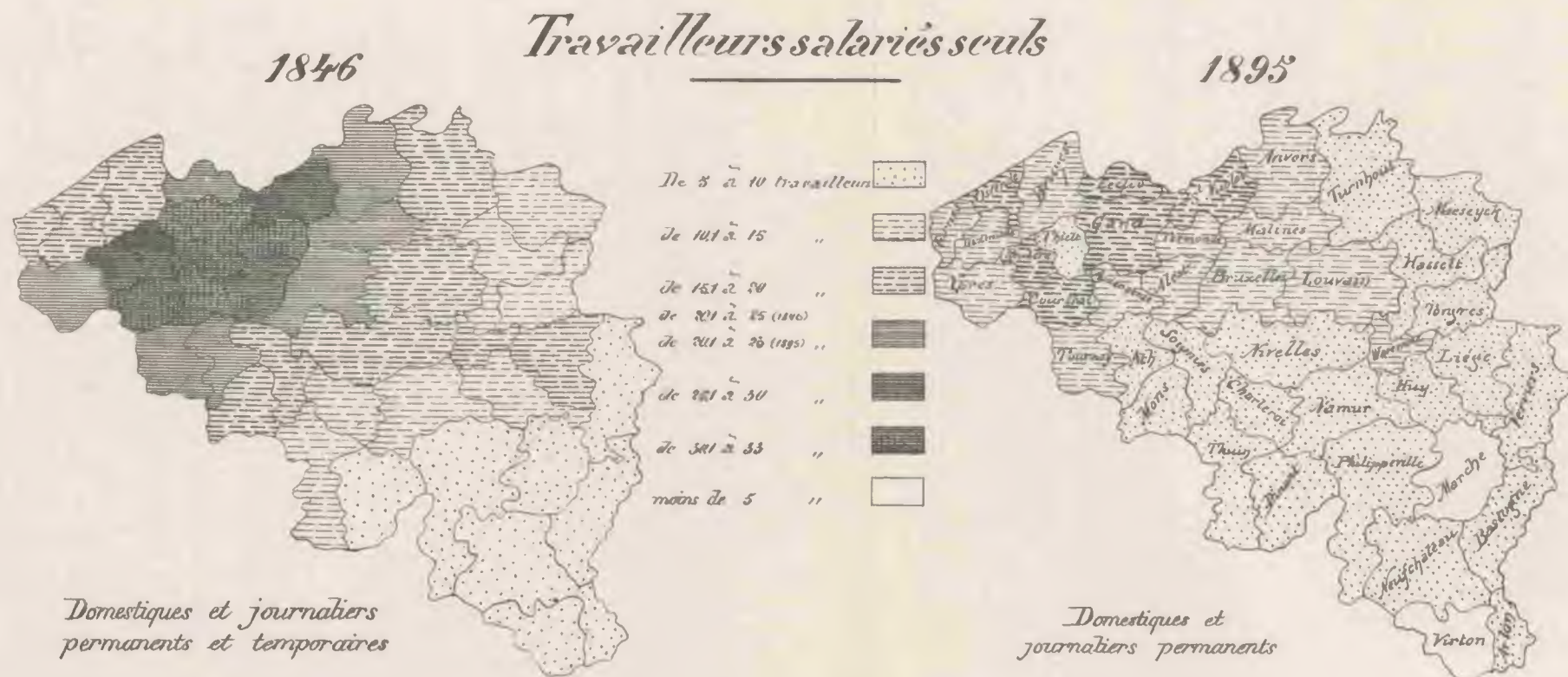
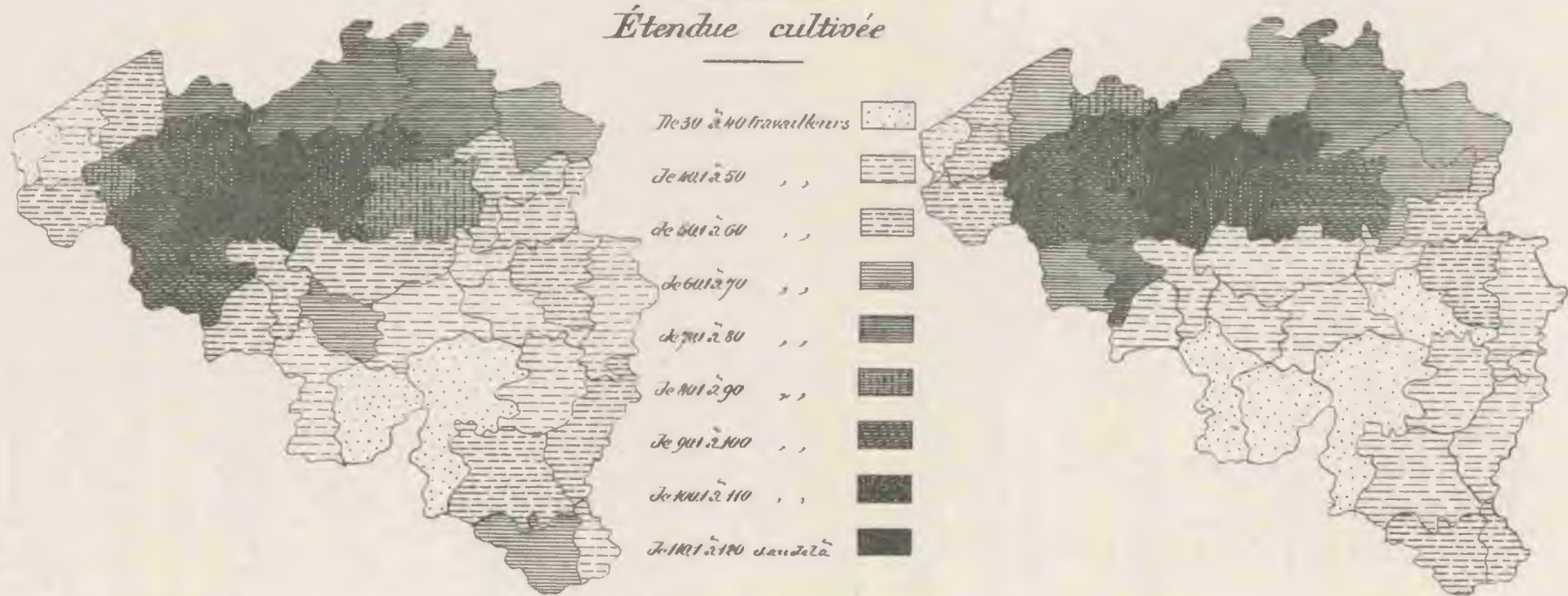
de 10 à 20 p.c.	
de 20,1 à 30 „	
de 30,1 à 40 „	
de 40,1 à 50 „	
de 50,1 à 60 „	
de 60,1 à 70 „	
de 70,1 à 80 „	
de 80,1 à 90 „	
de 90,1 à 100 „	

Systèmes agraires. Le faire-valoir direct



Le Travail Agricole

Travailleurs par 100 hectares
Exploitants et Ouvriers réunis



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JULI 1909.

Wetsvoorstel tot instelling van eene beroepsvertegenwoordiging van den landbouw en van de belangen der landbouwende klassen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel, dat wij aan de Kamer voorleggen en dat, mits enkele wijzigingen, de herhaling is van een voorstel dagteekenend van vóór twaalf jaar ⁽¹⁾, heeft ten doel, aan de landbouwvertegenwoordiging de ruimste waarborgen van rechtvaardigheid te verschaffen, die wij konden opvatten, door ze aan de willekeur en het voorrecht te onttrekken, wegens de beginselen zelve van hare inrichting; de klassen, die onder het stelsel van persoonlijken eigendom bijdragen tot het ontginnen van den bodem, in staat te stellen om zich een juist begrip te vormen van hare onderscheidene belangen en van de onderlinge verhouding harer belangen; en zodoende op de strengst wetenschappelijke wijze, en aan gezamenlijke verstandhouding de ruimste thans mogelijke plaats inruimend, krachtig mede te werken tot bespoediging en ordening van den vooruitgang des landbouws, van de landbouwwetten en landbouwinstellingen, de verbetering van den stoffelijken, verstandelijken, zedelijken en socialen toestand der landelijke klassen, vooral van de talrijkste en de armste; eindelijk, zelfs grondige wijzigingen in onze parlementaire inrichting voor te bereiden.

Wanneer men de geschiedenis der landbouwinstellingen nagaat, kan men zien hoe traag en met hoeveel moeilijkheden en tegenstand de oordeelkundige vertegenwoordiging van den landbouw voortspruit uit de spontane pogingen der belanghebbenden, uit de empirische maatregelen der regeringen.

(1) 18 Mei 1897, voorstel tot wijziging van het wetsvoorstel houdende instelling van eene beroepsvertegenwoordiging van den landbouw, reeds in den loop van het zittingsjaar 1894-1895 overgelegd door wijlen den Volksvertegenwoordiger Niezette.

Het denkbeeld om eene instelling tot bestudeering en verdediging der landbouwbelangen tot stand te brengen, werd opgevat en verwezenlijkt lang voordat er werd aan gedacht deze vertegenwoordiging rechtstreeks te doen uitgaan van de landelijke klassen zelve, bij wijze van heroepstemming. Volgens den heer Minister De Bruyn, is het op 2 Februari 1834 dat De Smet, volksvertegenwoordiger van Aalst, de eerste een denkbeeld ontwikkelde, dat Ch. Rogier zou verwezenlijken. « Wij bezitten, zegde hij, eene hogere commissie voor fabriekswezen en koophandel, die tot zending hebben, ofwel voor deze twee soorten van nijverheid gunstige wetten aan te vragen, ofwel den Minister inlichtingen en opmerkingen te verschaffen over die welke hij voorstelt. Doch opmerkenswaardig is het, dat de eerste der kunsten, het gewichtigste van alle bedrijven, de landbouw, bij de Regeering geen enkelen vertegenwoordiger heeft om zijne belangen te verdedigen. Derhalve ware het hoogst nuttig eene Hoogere Commissie voor den landbouw in te stellen bij de Regeering. Deze Commissie zou in betrekking kunnen komen met de landbouwmaatschappijen, die reeds zijn gevestigd in elke onzer provinciën, en, in gemeen overleg met haar, alle nuttige maatregelen nemen om onzen landbouw te bevorderen of de goede bedrijfswijze over te brengen van de eene provincie naar de andere, enz. ⁽¹⁾ ». De heer Discailles, de geleerde geschiedschrijver van het leven en de werken van Ch. Rogier, vermeldt dat deze Staatsman, die een vindingrijken geest had, zich reeds vroeger, toen hij gouverneur van Antwerpen was, erg bezorgd toonde om deze instelling.

't Is op 23 Maart 1834 dat Rogier den Hoogeren Landbouwwaad stichtte; zijne leden werden rechtstreeks door de Regeering gekozen, zelfs in den schoot der Kamers. In den beginne was het, zooals gezegd werd, een soort van Parlementaire Commissie voor den landbouw.

Op 29 November 1834, onder het ministerie de Theux, vereenigd met de Commissie voor de stoeterij, bleef de Hoogere Landbouwwaad schier werkeloos tot in 1843. Toen onderging hij nog al grondige wijzigingen en in zijne inrichting gaf zich eene strekking lucht tot aanneming van het beginsel van verkiezing.

« Zijn tot hiertoe, zegde sedertdien de heer De Bruyn, de afgevaardigden bij den Raad nog niet rechtstreeks door de landbouwvereenigingen aangewezen, toch worden wij gewaar dat men nader tot deze hervorming komt. De negen vertegenwoordigers der provinciale commissiën in den Raad worden benoemd door deze commissiën: dezer leden worden door den Koning benoemd uit eene driedubbele lijst van candidaten, voorgedragen door de commissiën zelve. Negen leden van den Raad zijn zooals vroeger benoemd door den Koning. Het ambt van lid en secretaris van den Raad is onvereinbaar met dit van lid der twee Wetgevende Kamers en van gouverneur. Deze onvereinbaarheid kenmerkt het nieuwe stelsel. Onge-

(1) Zie de toelichting door den heer De Bruyn, in den Hoogeren Landbouwwaad, 24 Januari 1899.

twijfeld wilde de toenmalige Regeering dat de Raad niet langer, zooals vroeger, eene gemengde commissie der Wetgevende Kamers zou zijn en dat hij optrede als een onafhankelijk college, hetwelk bij zijne beraadslagingen en zijne stemmingen vreemd blijft aan om 't even welke bedenkingen van parlementairen aard ⁽¹⁾. »

Deze zoogezegde onafhankelijkheid was voorzeker slechts betrekkelijk; bestond zij werkelijk ten opzichte van de wetgevende macht, dan toch was zij schier denkbeeldig ten opzichte van de uitvoerende macht zelve.

Een merkelijke stap nader tot het vertegenwoordigend stelsel werd gedaan door de instelling van de comices, krachtens het koninklijk besluit van 20 Januari 1848. Het waren plaatselijke vereenigingen van personen die belang stelden in den landbouw, vergaderden om de landbouwbelangen van hunne omschrijving te bespreken en te verdedigen, om wedstrijden in te richten en alle maatregelen te nemen tot begunstiging van den landbouwvoortgang. De voordracht van candidaten tot het ambt van lid der provinciale landbouwcommissiën werd hun vooreerst toegekend; de Koning bleef deze benoemen zooals vroeger; doch het besluit van 18 October 1889 verbond de provinciale landbouwmaatschappijen nauw met de comices door ze uitsluitend uit dezer leden samen te stellen; de provinciale commissiën waren voortaan nog slechts de uiting van deze maatschappijen. Het comice trad op als het officieel orgaan der landbouwvertegenwoordiging.

Doch dan begon een nieuw tijdvak in den ontwikkelingsgang der landbouwinstellingen. Reeds in 1890 ontstond onder de landelijke klassen eene aanzienlijke beweging, en de vrije vereenigingen van allen aard vermenigvuldigden zich snel: landbouwbonden, syndicaten, maatschappijen voor landbouwkrediet en voor landbouwverzekering, samenwerkende maatschappijen, syndicaten voor aankoop en verkoop, enz. Om een denkbeeld te geven van deze ontwikkeling, volstaat het te wijzen op de snelle toeneming van de plaatselijke vereenigingen die zich aansloten bij den *Boerenbond* van Leuven ⁽²⁾.

In 1891 . . .	49	vereenigingen met	2,280 leden.
In 1892 . . .	80	—	4,000 —
In 1893 . . .	130	—	5,000 —
In 1894 . . .	200	—	7,500 —
In 1895 . . .	240	—	11,000 —
In 1896 . . .	332	—	19,000 —
In 1897 . . .	379	—	22,500 —
In 1898 . . .	401	—	24,350 —
In 1899 . . .	421	—	25,000 —

(1) De heer De Bruyn, op 11 Januari 1899, ter vergadering van den Hoogerem Landbouwwraad.

(2) Tentoonstelling te Parijs in 1900. Algemeen verslag van den heer L. VARLEZ, *Sur l'économie sociale*, blz. 62.

Deze vrije vereenigingen vroegen om tevens deelachtig te zijn in 's Rijks toelagen en in de vertegenwoordiging der landbouwbelangen. « Eene eerste voldoening werd hun geschonken in 1898, zeggen ons de heeren Jacques en Renard, in hun verslag van 1907-1908, aan den Hoogeren Landbouwwaad, over de *Herinrichting van de vertegenwoordiging der landbouwbelangen*; toelagen werden hun verleend om onderscheidene redenen, en artikel 32 van het koninklijk besluit van 1889 werd gewijzigd in dezen zin, dat van de achttien leden van den Hoogeren Raad, te benoemen door de Regeering, negen werden verkozen onder de vertegenwoordigers der vrije landbouwvereenigingen. Deze eerste hervorming was het uitgangspunt van nieuwe eischen der vrije vereenigingen, en in zijnen zittijd van 1898-1899 werd de Hoogere Raad belast met het onderzoek van een ontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 October 1889 op de landbouwcomices. De beraadslagingen werden voortgezet gedurende den zittijd van den Raad in 1900 en 1901; verscheidene ontwerpen werden breedvoerig besproken, in 1901 werd eene Bijzondere Commissie benoemd om zooveel mogelijk de verschillende ontwerpen te ordenen; een verslag werd goedgekeurd door de algemeene vergadering van den Hoogeren Raad, doch de hoogere overheid gaf geen gevolg aan deze ontwerpen, en het vraagstuk rijst andermaal op in dezelfde bewoordingen, die kunnen worden samengevat als volgt : « Bestaat er reden tot handhaving van eene officieele landbouwinrichting, zooals zij thans is samengesteld uit comices, provinciale commissies, provinciale landbouwmaatschappijen en een Hoogeren Raad, behoudens enkele wijzigingen in de reglementen dezer verschillende lichamen, of moet men dat officieel voorrecht afschaffen ⁽¹⁾? »

Dit uittreksel somt op wat er is gedaan in de jongste tien jaren. De Regeering, na in 1899 het gevoelen van den Hoogeren Landbouwwaad over de herinrichting van de landbouwvertegenwoordiging te hebben ingewonnen, schijnt zelfs niet eens te zijn stilgebleven bij zijne besluiten. Sedert tien jaar nam zij geen initiatief hoegenaamd. Het vraagstuk wordt thans voor den Raad opnieuw opgeworpen, juist in dezelfde bewoordingen als toen. Ja, in dezelfde bewoordingen : voor de ontwerpers van schier al de aan den Raad voorgelegde voorstellen, van al die waarover werd beraadslaagd, geldt het eenvoudig te weten of het officieel voorrecht der bestaande comices zal worden gehandhaafd, of dat voorrecht zal worden verdeeld onder de comices en de vrije vereenigingen, en op welke wijze, dan wel of de vrije landbouwvereenigingen de comices zullen vervangen in de uitoefening van het voorrecht om de landbouwbelangen te vertegenwoordigen.

Ziehier, trouwens, eene beknopte samenvatting van de verschillende ontwerpen, schier alle voorgelegd aan den Hoogeren Landbouwwaad.

(1) Hoogere Landbouwwaad, zittijd 1907-1908, blad. 70.

A. — Ontwerpen steunende op de vrije vereenigingen.

Ontwerp van de heeren Jacques en Renard.

Handhaving van de bestaande comices, zonder grondige wijziging in hunne inrichting. Onderscheidene bepalingen strekkende tot verbetering van de inrichting en tot uitbreiding van de bevoegdheden der comices. De vrije landbouwvereenigingen, andere dan de comices, zijn vertegenwoordigd in den Hoogerem Landbouwwaad.

Ontwerp van Priester Mellaerts.

In strijd met de stellers van het eerste ontwerp, laat hij, in elk kanton, de landbouwbelangen uitsluitend vertegenwoordigen door de ingevolge de wet van 31 Maart 1898 *erkende plaatselijke landbouw-beroepsvereenigingen* en door de afgevaardigden van die vereenigingen. Hunne afgevaardigden vormen de provinciale Kamers, gekozen onder zekere groepen van verkiesbaren, en de provinciale Kamers verkiezen afgevaardigden tot vorming van den Hoogerem Raad, waaraan hij leden toevoegt die door de reeds zitting hebbende leden worden verkozen. De landbouwcomices worden ontzet uit de officieele vertegenwoordiging, doch zij blijven bestaan en dragen bij tot den vooruitgang van den landbouw door het instellen van wedstrijden en tentoonstellingen.

Ontwerp der Middenafdeeling van de Kamer der Volksvertegenwoordigers (1901).

Dit ontwerp schijnt uit te gaan van het ontwerp dat in 1898-1899 werd ingediend door Priester Mellaerts, die toen de nieuwe comices samenstelde uit afgevaardigden van de erkende beroepsvereenigingen en uit afgevaardigden van de comices heringericht in den vorm van beroepsvereenigingen. Toch is de beknopte samenvatting van het ontwerp der Middenafdeeling nog tamelijk onbepaald. (Zie Verslag van den heer Raemdonck over de Begroting van Landbouw voor het dienstjaar 1901.)

« Men zorge er voor, zegde de achtbare verslaggever, dat de comices de ware uiting van den landbouwersstand zijn, dan zijn ze gered en tevens in staat gesteld om de grootste diensten te bewijzen. Niets is eenvoudiger, en verscheidene leden der Middenafdeeling denken te beantwoorden aan de inzichten der Kamer door het uiteenzetten van de groote omtrekken van een ontwerp. De bestaande omschrijvingen van de comices worden gehandhaafd. Zij zouden beperkt blijven tot het kanton. Dus zouden er zooveel comices zijn als thans, zelfs meer. In den schoot van elk comice zouden zitting hebben de afgevaardigden, verkozen door de plaatselijke vereenigin-

gen bestaande in de onderscheidene gemeenten van het kanton. Elke vereeniging zou een getal afgevaardigden benoemen naar gelang van haar ledental. Al deze afgevaardigden te zamen zouden het bureel van het comice benoemen. De vergadering dezer comices zou de provinciale landbouwmaatschappij uitmaken, waarvan het bureel zou worden verkozen hetzij door al de leden van het comice, hetzij door afgevaardigden, te dien einde aangeduid door de comices. Te gelijker tijd ware opgelost het zooveel besproken vraagstuk van de vertegenwoordiging der vereenigingen in den Hoogeren Landbouwraad. Daartoe zou het volstaan, de provinciale vereenigingen te belasten met het aanwijzen van de leden die, te zamen met de door de Regeering aangewezen leden, den Hoogeren Raad uitmaken ».

Uit deze uiteenzetting blijkt niet duidelijk of de thans bestaande comices worden gehandhaafd, dan wel of enkel hunne omschrijving wordt behouden; daarnit blijkt niet welke vereenigingen (bij voorkomend geval met hen) de landbouwvertegenwoordiging zullen uitmaken, noch of de wettelijke vorm daaraan zal worden opgelegd.

Ontwerp van den heer Vllebergh (1899).

Dit is het ontwerp van Priester Mellaerts, doch meer uitgebreid. Het comice bestaat uit de afgevaardigden van al de *wettelijk erkende* landbouwvereenigingen, gevestigd binnen de omschrijving; worden bijgevolg beschouwd als landbouwmaatschappijen, niet alleen de erkende beroepsvereenigingen van landbouwers of van landelijke arbeiders, evenals in het bovenstaand ontwerp, maar ook de syndicaten tot verbetering van het hoornvee, van het zwijnen- of het geitenras, de syndicaten voor beetwortelteelt, de samenwerkende melkerijen, mits de daar bewerkte melk ten minste voor twee derden voortkomt van de melkkoeien hunner leden, de maatschappijen tot onderlinge verzekering tegen sterfte van paarden, vee, zwijnen en geiten, de samenwerkende maatschappijen tot aankoop van grondstoffen voor den landbouw, indien zij enkel koopen voor hare leden, de samenwerkende maatschappijen tot het verkoopen van landbouwvoortbrengselen, die enkel de producten van hunne leden verkoopen, de landbouwersmaatschappijen voor gemeenschappelijk gebruik van landbouwmachines, en, over 't algemeen, elke maatschappij bestaande uit landbouwers of landelijke arbeiders, die een *landbouwkundig* doel najagen, *door den vrederechter* erkend. Zoo wordt de vrederechter aangesteld als opperste beoordeelaar van den landbouwkundigen aard der vereenigingen.

Ontwerp van de heeren Francotte en d'Otreppe.

Dit ontwerp is eene poging tot samensmelting van de comices met de vrije vereenigingen. De comices, de maatschappijen, de provinciale commissiën blijven bestaan, doch boven de bestaande instellingen komt eene

provinciale kamer, samengesteld, eensdeels, uit de commissie die uitgaat van de comices, anderdeels, uit een gelijk aantal afgevaardigden aangewezen door de vrije maatschappijen. 't Is de nieuwe instelling die eigenlijk de plaats inneemt van de tegenwoordige provinciale commissiën, verwezen tot louter bestuurswerk.

Als *vrije maatschappijen* worden door het ontwerp enkel aangenomen de verzekerings- en kredietmaatschappijen; de samenwerkende maatschappijen tot aankoop van meststoffen en tot verkoop; de landbouw-beroeps-vereeningen. Alle moeten wettelijk erkend zijn.

Dit ontwerp is blijkbaar meer beperkend dan het voorgaande ten aanzien van de vrije vereeningen. Voor het samenstellen van den Hoogeren Raad verschaft het dezelfde medewerking aan de afgevaardigden der comices en der vrije vereeningen in de provinciale kamer; het handhaaft de door de Regeering verkozen leden, doch hun evenredig aantal wordt verminderd.

**Ontwerp van den Hoogeren Landbouwwraad (10 December 1908
en 27 Januari 1909).**

Het is het voorgaande ontwerp, doch met eene enigszins ruimere bepaling van de vrije vereeningen, bestemd om de provinciale instelling der landbouwvertegenwoordiging te vormen. Vrije maatschappijen tot nut van den landbouw, gevestigd in de provincie en optredende als rechtspersonen, zijn de eenige aan welke stemrecht wordt verleend; doch na een levendig debat werden de veekweekbonden gevoegd bij de verzekerings- en kredietmaatschappijen, bij de samenwerkende maatschappijen tot het aankopen van meststoffen en tot verkoop, bij de landbouw-beroeps-vereeningen.

**B. — Ontwerpen waarbij de landbouwvertegenwoordiging
wordt ingesteld buiten de vrije maatschappijen.**

Hier geldt het de ontwerpen waarbij, van stonden aan, al wie rechtstreeks belang heeft bij den landbouw, wordt opgeroepen tot de democratische instelling van deze vertegenwoordiging. Daartoe behooren de voornaamste ontwerpen, onderworpen aan het Internationaal Landbouwcongres in 1895.

Onze betreurde vriend, de heer Niezette, die reeds in 1894 te dien einde een wetsvoorstel indiende, gaf er denzelfden aard aan. Ons voorstel, dat het wijzigt, is verbonden aan vroegere werken van denzelfden aard.

In den Hoogeren Landbouwwraad werd een enkel ontwerp in denzelfden geest opgevat.

Ontwerp van den heer de Villermont.

Dit ontwerp werd door den steller ingetrokken ter algemeene vergadering van den Hoogerem Raad op 13 December 1908, en het is van belang in herinnering te brengen, volgens de processen-verbaal van de vergadering, onder welke omstandigheden tot deze intrekking werd overgegaan :

« DE HEER VOORZITTER. — Thans hebben wij het ontwerp van den heer de Villermont, dat alles wat bestaat omverre werpt. Geene enkele van de vroegere instellingen blijft bestaan. Er is één comice per gemeente; al de landbouwers maken er deel van uit; desnoods worden zij ambtshalve ingeschreven. Eene kantonnale landbouwmaatschappij, bestaande uit afgevaardigden van de comices, wordt ingesteld, alsmede een provinciale kamer van landbouw, samengesteld uit de afgevaardigden van de kantonnale maatschappijen, en eindelijk, om dit geheel aan te vullen, wordt de Hoogere Raad benoemd door de afgevaardigden van de provinciale kamers.

» Zooals gij ziet, worden door het ontwerp van den heer de Villermont al de thans bestaande instellingen weggecijferd. Naar aanleiding daarvan ontving ik gisteren een brief van het Hoofdcomitee der vrije landbouwverenigingen; ik zal dien brief voorlezen, omdat, daar hij is onderteekend door graaf de Villermont, deze mededeeling wellicht geschikt is om over de beraadslaging licht te werpen.

» DE HEER DE VILLERMONT. — 't Is na eene vergadering van al de boerenbonden uit de provinciën Luik, Namen, enz., dat de bewoordingen van den brief eenparig werden vastgesteld.

» DE HEER VOORZITTER. — Deze verklaring geeft des te meer gewicht aan den wensch welken ik den heer Secretaris verzoek de vergadering voor te lezen.

» DE HEER SECRETARIS. — De vrije landbouwverenigingen verlangen te worden opgenomen, naar gelang van hare sterkte, in de provinciale landbouwmaatschappijen en commissiën.

» ... DE HEER VOORZITTER. — Wat behoef ik daaruit af te leiden in zake van uw ontwerp? Handhaaft gij uw stelsel of trekt gij het in? Het intrekken van uw ontwerp zou de beraadslaging merkelyk vereenvoudigen.

» DE HEER DE VILLERMONT. — Ik wil het wel intrekken, Mijnheer de Voorzitter. Er zijn andere middelen om de vertegenwoordiging der vrije verenigingen te verzekeren. »

Zoo verviel de eenige poging tot het onmiddellyk algemeen maken van de landbouwvertegenwoordiging, tegenover de eischen van de vereenigde bonden.

Het vraagstuk, dat al deze verschillende ontwerpen beheerscht, komt thans neer op het oplossen van een geschil tusschen vrijelyk ingerichte

vereenigingen; want ook de thans bestaande comices zijn niets anders dan vrijelijk gevormde vereenigingen, waarvan echter de omschrijvingen zijn bepaald door de uitvoerende macht en de statuten alsmede de bevoegdheden zijn vastgesteld bij koninklijk besluit van 1889; deze verschillende groepeerings, door de historische evolutie tegen elkander opgejaagd, bevatten nog maar, zooals het geval is met het meerendeel der vrije instellingen, een gering deel van de belanghebbende klassen; wetlig tegenover de comices, is de eisch der vereenigde bonden onwettig tegenover de overgrootte landelijke massa; het vraagstuk der vertegenwoordiging kan thans niet opgelost worden dan door het opnemen van al de landbouwbelangen in eene algemeene vertegenwoordigende instelling, zonder ze te onderwerpen aan om 't even welke voorafgaandelijke voorwaarde van vereeniging of spontane inrichting, ook zonder inbreuk te maken op de heilzame instellingen, tot stand gebracht door privaten ondernemingsgeest; men zou haar integendeel in de vertegenwoordigende instelling al den invloed toekennen die vereenbaar is met de definitieve bekrachtiging van de persoonlijke rechten. Voor de landbouwbelangen zal de toekomst verwezenlijken, evenals voor alle andere economische en maatschappelijke belangen, eene contractueele vertegenwoordigende instelling, gevormd uit grootte vereenigingen; doch deze hoogere, zelfbewuste en vrijwillige vorm moet steunen op eene meer eenvoudige vertegenwoordiging, zoo algemeen als het landbouwbelang zelf, en wel degelijk bestemd om de uitbreiding van het gezamenlijk geweten, van den gemeenschappelijke wil te bevorderen.

De rechtvaardigheid en de practische beteekenis van de beginselen, waarop de landbouwvertegenwoordiging moet steunen, zijn zoo in 't oog vallend dat hare bestrijders zelve het bekennen.

« Het zekerste middel om te geraken tot de vertegenwoordiging van den landbouw ware de rechtstreeksche verkiezing, door al de landbouwers, landeigenaars en landelijke arbeiders, van afgevaardigden die hen zouden vertegenwoordigen in de te verkiezen landbouwraden. » Zoo sprak de heer Vliebergh in 1909 ⁽¹⁾, na, zooals hij overigens eerlijk bekent, in 1893 de rechtstreeksche verkiezing te hebben verdedigd. Niettemin verwerpt hij ze thans ook.

De landbouwvertegenwoordiging zou dus steunen op een gansch ander beginsel dan de nijverheidsvertegenwoordiging. Door de wet van 16 April 1887 op de Nijverheids- en Arbeidsraden wordt de vertegenwoordiging der nijverheidshoofden en der werklieden geregeld buiten elke aansluiting bij vereenigingen; daarenboven heeft de wetgever op de Nijverheids- en Arbeidsraden hetzelfde kiesstelsel toegepast als op de Werkrechtersraden, door hetzelfde beginsel van gelijkheid in de vertegenwoordiging der belangen te huldigen, en de geschiedenis der instellingen getuigt luide van de strekking

⁽¹⁾ *Verslag aan den Hoogeren Landbouwraad, zittijd 1908-1909.*

des wetgevers tot algemeenmaking van het persoonlijk stemrecht; zoo strekte de wet van 31 Juli 1889 voornamelijk om *eene echte vertegenwoordiging én van de arbeidersbevolking én van de nijverheidshoofden* tot stand te brengen; zoo luidt de memorie van toelichting zelf. En zoo zij eischte dat de werklieden-kiezers den leeftijd van vijf en twintig jaar moesten bereikt hebben en hun bedrijf werkelijk moeten waarnemen sedert vier jaren binnen de omschrijving van den Raad — volgens ons zijn deze vereischten overdreven —, het blijft niettemin waar dat het stemrecht werd uitgestrekt tot al de werklieden, zonder andere voorwaarde. Zoo onweerstaanbaar machtig zijn de beginselen, dat het ontwerp tot herziening van de wet op de Werkrechtscadersraden, door de Kamer aangenomen in den loop van het zittingsjaar 1908-1909 en thans aan den Senaat onderworpen, het stemrecht en de verkiesbaarheid uitstrekt én tot nieuwe beroepsgroepen én tot de vrouwen die in dezelfde omstandigheden verkeerden als de mannen. Dit is ook de geest en de tekst van het ontwerp tot herziening der wet van 16 Augustus 1887, bij de Kamers ingediend.

De landbouwwetgeving zou ingaan tegen al dat verleden, en om welke reden? Vergeefs zoekt men naar de rechtvaardiging van de vernietiging van een recht, onafscheidbaar van een te verdedigen billijk belang, bij al wie rechtstreeks deelneemt aan 's lands landbouwbedrijf. Dit is de onwrikbare grondslag van het recht, geene bewijsvoering kan hem doen schokken.

Moest men om 't even welken vorm van vrije vereeniging opdringen, dan zou men plechtig de billijkheid bevestigen van al de hinderpalen die *feitelijk* den bloei van de vereeniging verlammen en die, verschrikkelijk veelzijdig en onderscheiden, het *weten*, het *willen*, het *kunnen* der belanghebbenden aandoen naar gelang van de voorwaarden van midden, den aard der functie, den zedelijken staat, den graad van welzijn en van opleiding, de verhouding van afhankelijkheid ten opzichte van de andere belanghebbenden; ofwel zou men redeneeren alsof deze hinderpalen niet bestonden of gelijkelijk waren verdeeld. In voormelde ontwerpen is het gemakkelijk ons te zeggen: ten einde het kiesrecht te verwerven, zullen de belanghebbenden zich vereenigen; komt de vereeniging tot stand zonder hinderpalen, moet de enkele wensch om deel te nemen aan de stemming ze vanzelf algemeen maken, dan is het een ijdel formalisme ze op te dringen; doch indien, zooals blijkt uit de feiten, het *kennen* van zijn belang en van de verhouding van zijn belang tot dit van anderen, indien de *wil* om het te verdedigen, de *macht* om het te doen, met de meeste ongelijkheid zijn ingedeeld onder de verschillende klassen, dan is het onrechtvaardig het vertegenwoordigingsrecht van de meesten verbeurd te maken ten bate van de meer begunstigten. Uit het jongste verslag over den toestand der vereenigingen, bijvoorbeeld, vernemen wij dat in 1907 de landbouw-beroepsvereenigingen 2,516 werklieden bevatten; 2,516! en de optelling in 1895 vermeldde 189,044 bestedige werklieden en dienstboden; 't is min dan 2 %. Wat al hinderpalen worden niet opgeworpen tegen de vereeniging, door afzondering, afhankelijkheid, onvastheid, onwetendheid!

Wil men de vereeniging opdringen, dan ontnemt men elk gezag aan de landbouwvertegenwoordiging. Welk gezag zullen de landbouwfgevaardigden hebben, wanneer zij spreken namens al degenen wier lasthebbers zij niet zijn?

Juist daarom is het optreden van den wetgever onontbeerlijk ; hij behoeft te bekrachtigen de hoofdzakelijke rechten, de organieke beginselen, de bevoegdheden, onafscheidbaar van eene algemeene en officieele vertegenwoordiging der landbouwbelangen. Ook ware het werkelijk onbegrijpelijk, zoo de wetgever het door hem aangevangen werk, dat hij voorziet voor de nijverheid, niet voor den landbouw voltrok. In dat opzicht verkeert België in denzelfden toestand als Frankrijk, en al de wetsvoorstellen, in dat land sedert vijftien jaren ingediend, hebben hetzelfde doel, dat de laatste verslaggever, de heer Decker-David ⁽¹⁾, zoo duidelijk uiteenzet in de volgende regelen :

« In de jongste zittingsjaren werden verscheidene wetsontwerpen en wetsvoorstellen ingediend, ten einde *de vrije inrichting van den landbouw* : maatschappijen, comices, syndicaten, die vaak slechts al te bijzondere belangen dienen, te vervangen door eene officieele, *wettelijke en waarlijk democratische* heroepsvertegenwoordiging, opengesteld voor al de mannen van goeden wil en in staat om, tot groot voordeel van den eersten onder onze nijverheidstakken, op te lossen de menigvuldige vraagstukken die zijn bloei en toekomst kunnen verzekeren. Van dien geest zijn uitgegaan de voorstellen, voorgelegd den 27ⁿ Januari 1894 door graaf de Pontbriand, den 9ⁿ Juni 1894 door den heer Méline, waarover den 30ⁿ Juni 1896 verslag werd uitgebracht door den betreunden heer Chevalier en die wederzijds werden hernomen door hunne stellers den 28ⁿ Juni en den 4ⁿ Juli 1898.

» Sedert, en uitgaande van dezelfde gedachten, werden door de Regeering twee ontwerpen ingediend, den 11ⁿ November 1898 en 20ⁿ Februari 1900, door de heeren Viger en Jean Dupuy, Ministers van Landbouw. Den 24ⁿ Februari 1901 werd door den heer Cakauvieilh en verscheidene zijner medeleden, die verlangden dat het ontwerp aan de dagorde van het Parlement werd gebracht, een wetsvoorstel in dien zin overgelegd.

» Ten slotte, werden voor deze Kamer aanhangig gemaakt : 1^o een wetsvoorstel tot oprichting van de landbouwkamers per departement, door den heer Gaston L'Hopiteau ingediend den 14ⁿ October 1902 ; 2^o een wetsontwerp tot instelling van de landbouwkamers, namens de Regeering overgelegd door den heer L. Mougeot, Minister van Landbouw, en die in de handen der Commissie werden gesteld.

» Tusschen deze laatste twee ontwerpen en die welke daaraan voorafgingen is er, wat de hoofdzaken betreft, geen merkelyk verschil, alhoewel ze, voor sommige punten, steunen op de wijzigingen voortspruitende uit de

(1) Vergadering van 12 Juni 1906. Verslag van den heer Decker-David, *Documents parlementaires*, Kamer der Afgevaardigden, zitting 1906, bd. 503 en volgende.

besprekingen waartoe die ontwerpen hadden kunnen aanleiding geven. » In Duitschland, in Italië overigens zoowel als in Frankrijk, is de Wetgeving opgetreden : « In Duitschland heeft de wet van 30 Juni 1894 eene Landbouwkamer per provincie opgericht ; deze Kamer wordt verkozen op grondslag van een zekeren grondcijs en deelt aan 's Keizers minister aanwijzingen, aanvragen en wenschen mee betreffende al wat den grond betreft. In Italië zijn de Comices echte officieele kamers, waarvan deel uitmaken de afgevaardigden der gemeenten. De wenschen dier Kamers moeten onvermijdelijk ingewilligd worden door den Hoogerem Raad, die bestaat uit een en vijftig leden ⁽¹⁾. »

Men heeft getracht de beperkingstelsels in de praktijk te rechtvaardigen.

« Iedereen moet bekennen, zegt men mij, dat die rechtstreeksche verkiezingen waarschijnlijk aanleiding zouden geven tot menig bezwaar, dat in menige streek de politiek zich daarmee zou bemoeien ; om die bezwaren te voorkomen, heeft men reeds, in Frankrijk, de tragsgewijze verkiezing voorgesteld ⁽²⁾. »

Het is voorwaar een passend argument voor wie er aan denkt, de rechtstreeksche en persoonlijke vertegenwoordiging te vervangen door die der landbouwvereenigingen en vooral der boerenbonden met of zonder wettelijke erkenning. Het volstaat, een oogslag te werpen op een officieel stuk, zooals het merkwaardig verslag der heeren Varlez en Vandersmissen over de Tentoonstelling van Parijs, waarin, onder andere, het volgende te lezen staat betreffende de *boerenbonden* :

« Het zijn vrije vereenigingen, alle of nagenoeg alle gesticht door priesters of met dezer ondersteuning met een behoudsgezind doel. Bij alle wordt van de leden geëischt dat ze bijdragen tot de verdediging van eigendom, huisgezin en godsdienst. Het zijn gemengde vereenigingen, behelzende te gelijker tijd en te zamen de werklieden, de eigenaars, de pachters en de handelaars met het oog op maatschappelijke bevrediging. Bij het oprichten van die vereenigingen beoogt men het volgende doel : de verdediging van de algemeene belangen van den landbouw en de toenadering tusschen de klassen der samenleving.

» De betrachting van die ietwat onstoffelijke en in elk geval zeer uiteenlopende doeleinden ware echter ontoereikend geweest om duizenden Belgische boeren te vereenigen, die over 't algemeen meer aan het stoffelijke dan aan het hoogerè leven denken. Daarom ook heeft men in den schoot der syndicaten een aantal afdeelingen ingericht, die zich bezighouden met de stoffelijke zaken warin de landbouwer belang stelt.

» Hier bracht men veeverzekeringen tot stand, elders eene landbouwstokerij of eene melkerij, op nog andere plaatsen hield men zich bezig met het aankopen van meststoffen, van zaad of van veevoeder ; in meerdere geval-

⁽¹⁾ L. DE ROMEUF, *Les Chambres d'agriculture*. (REV. POLIT. ET PARLEM., 1908.)

⁽²⁾ Verslag van den heer Vliebergh.

len nog legde men zich achtereenvolgens of te gelijker tijd toe op verschillende dezer zaken. Deze afdeelingen vinden wij hieronder terug als afzonderlijke vereenigingen, met verschillende doeleinden.

» De verdediging der landbouwbelangen, welke tot nog toe het politiek gebied ternauwernood betrad, kan werkelijk niet geschieden in die talrijke hoogst geringe vereenigingen, die zelden de ingezetenen van een gansch kanton omvatten, maar over 't algemeen die eener gemeente, soms zelfs die van een gehucht alleen. Daarom ook hebben zij provinciale bonden tot stand gebracht.

» De bijzonderste dier bonden is de *Boerenbond* te Leuven, die bedrijvig was vooral op vierderlei gebied : de Raiffeisen-kassen, de gemeenschappelijke aankopen, de veeverzekering en de oprichting van parochiegilden. Zijn groote inrichter, de uitstekende voortplanter van allerhande landbouwkringen, is Priester Mellaerts.

» Daarenboven bestaan ook de « *Corporations de Notre-Dame des Champs de Liège* », die nog christelijker zijn; de « *Landbouwersbond van Oost-Vlaanderen* », die maar een vrij slappe band is tussehen talrijke landbouwvereenigingen van allen aard, waaraan geen verplichting hoegenaamd door den Bond wordt opgelegd; de « *Bond der eigenaars en pachters van West-Vlaanderen* », waarvan de inrichting nog onvolledig is; de « *Ligue luxembourgeoise* », thans officieel erkend als heroepsvereeniging; de « *Fédération agricole du Hainaut* », eene hervorming van de gilden van Onze-Lieve-Vrouw in Henegouw, en, ten slotte, het « *Syndicat agricole de l'Entre-Sambre-et-Meuse* », onlangs heringericht naar nieuwe grondslagen door den ijverigen en onweerstaanbaren propagandist in het land van Namen, den heer Ed. de Pierpont.

» Tegen die uitsluitend christelijke beweging ter bevrediging van den klassenstrijd, hebben de socialisten getracht boerenbonden op te richten, uitsluitend bestaande uit werklieden; zelfs kwamen er eenige tot stand in de streek van Borchworm, van Hoei en van de Ardennen, waar men eene ijverige propaganda maakt, en wel met goed gevolg. Deze inrichting is echter pas tot stand gekomen en kan enkel eenige tientallen vereenigingen stellen tegen de zes tot zevenhonderd vereenigingen vermeld in het officieel vlugschrift.

» Deze laatste zijn zeer geneigd om de wettelijke erkenning te bekomen : tot nog toe hebben honderd vijftig dier vereenigingen de erkenning aangevraagd krachtens de wet van 31 Maart 1898, die haar eenige toelagen uit 's Rijks kas verschaft; naar het schijnt, zullen deze toelagen verhoogd worden ⁽¹⁾. »

Na deze bevoegde bekentenissen kan men moeielijk staande houden dat het toevertrouwen, aan de vrije vereenigingen, van de vertegenwoordiging van den landbouw deze zou onttrekken aan de politiek. Men kan zelfs eruit afleiden dat de politiek ze zou beheerschen.

(1) Men leze nog meer afdoende bladzijden over den aard dier vereenigingen in het werk : *Socialisme agraire*, door E. Vandervelde, 1908.

Overigens, niet alleen verricht men geen onbillijk werk, men verricht zelfs een onweerstaanbaar werk, een noodzakelijk werk, wanneer men de landbouwevolutie op elk gebied verbindt aan de evolutie der samenleving op economisch, juridisch, verstandelijk en zedelijk gebied, wanneer men al de wettelijke en contractuele maatregelen van de personen en van de groepen in eene zelfde algemeene richting doet werken, wanneer men de stoffelijke en zedelijke bijzondere belangen tracht te doen overeenstemmen met dezelfde algemeene belangen der samenleving, wanneer men eene steeds meer vaste eenheid geeft aan het gansche maatschappelijke streven naar eene ideale samenleving, met andere woorden, wanneer men verwezenlijkt wat men doorgaans de *politiek* heet. Men zou niet kunnen beproeven dat werk te beletten of het uit te sluiten, tenzij door het nemen van talrijke willekeurige maatregelen. Men behoeft de bijzondere belangen en dezer betrekkingen met het algemeen belang der samenleving steeds grondiger te doen kennen door middel van gemeenschappelijke instellingen. Welnu, dat is het doel eener echte vertegenwoordiging van den landbouw of van de nijverheid. Men moet er zich op toeleggen, de gemeenschappelijke bekrachting der landbouwbelangen te steunen op een volstrekt proefondervindelijken grondslag, en, zonder die af te scheiden van de algemeene politieke opvattingen, deze te doen nut trekken uit al de lessen der wetenschap en der ondervinding; daartoe moet de vertegenwoordiging op de ruimste grondslagen berusten. De verschillende verkiezingen voor de onderscheidene iurichtingen, van het comice af tot den Raad toe, welke eene algemeene vertegenwoordiging medebrengt, dragen eveneens bij tot dezen uitslag. Ook hier had men ongelijk, op de stelsels, welke in Frankrijk werden vooruitgezet, alsmede op de onrechtstreeksche verkiezing te steunen om de vrije vereenigingen te plaatsen op den eersten rang en om zoogezegd te ontsnappen aan de politiek ⁽¹⁾. Die *onrechtstreeksche* verkiezing heeft niettemin tot grondslag het persoonlijk en algemeen kiesrecht voor de landbouwvertegenwoordiging in Frankrijk; dat verzwijgt men en, om de Kamer daarvan te overtuigen, deelen wij als bijlage mee, het huidig ontwerp der Commissie, waarvan de heer Decker-David verslaggever was en waarvan mag worden gezegd dat het de vrucht is van eene uitgebreide studie die nagenoeg vijftien jaren duurde. (Zie de bijlage.)

Laat men de landbouwvertegenwoordiging uitsluitend over aan de vrije vereenigingen, dan stelt men zich onvermijdelijk bloot aan willekeur en aan allerhande strijdigheden.

Priester Mellaerts, die met wondere begaafdheid groote diensten bewees aan de landelijke bevolking, neemt de beroepsvereenigingen uitsluitend tot grondslag voor de landbouwvertegenwoordiging; deze vereenigingen zijn de vorm van eene groepeerings die zich, in hare synthetische opvatting, uitstrekt tot al de landbouwbelangen op elk gebied met het oog op de studie en de verdediging daarvan; door hare rekbaarheid, strooken zij met al landbouwende klassen en zelfs met de vereeniging der standen. Zij verschillen,

(1) Zie het verslag van den heer Vliebergh.

uit haren aard zelf, van al de andere soorten van vereenigingen die alle een practisch doel, een duidelijk bepaald en omschreven doel hebben; het stuit hem tegen de borst, eene gelijke vertegenwoordiging toe te kennen én aan de vereeniging én aan al de inrichtingen die enkel het gevolg zijn eener analyse, waarvan de synthesis in de beroepsvereeniging zelf ligt besloten. Hij oppert zelf de vraag: « Waarom zou men de vertegenwoordiging der belangen van den landbouw uitsluitend doen berusten op de beroepsvereenigingen, met uitsluiting van de talrijke samenwerkende maatschappijen tot aankoop, tot verkoop, voor landelijk krediet en voor zuivelbereiding, alsmede van de onderlinge verzekeringsmaatschappijen tegen de sterfte onder het vee, tegen hagelslag, enz.? Om verbrokkeling en verwikkelingen te vermijden, die nadeelig zouden zijn voor de eenheid en de werking van de instelling der vertegenwoordiging van de landbouwbelangen, zonder eenige noodzakelijkheid of ernstig nut. Het meereendeel dier economische inrichtingen zijn inderdaad opgericht door de voorstanders der beroepsvereenigingen, meestijds in den schoot zelf dezer vereenigingen of ten minste onder hare leiding; hunne belangen zijn dan ook voldoende vertegenwoordigd in de beroepsvereeniging waarbij zij gewoonlijk zijn aangesloten ⁽¹⁾. »

Priester Mellaerts, die tegen deze dubbele vertegenwoordiging is gekant en overtuigd is dat de vertegenwoordiging der beroepsvereenigingen daarbij niets zou winnen, bepaalt er zich niet bij, het stemrecht uitsluitend aan de boerenbonden te verleenen; hij wil tevens dat zij wettelijk erkend wezen.

Eene eenvoudige berekening volstaat om onmiddellijk vast te stellen welke de gevolgen zijn van dergelijk voorstel waarvan wij de politieke beteekenis even deden uitschijnen.

Ziehier in hoeverre onze landelijke bevolking thans vertegenwoordigd is door onze comices (1907) :

	Aantal comices.	Aantal leden.	VERHOUDING	
			tot de algeheele lande- lijke bevolking in 1895.	tot het getal landbouwers en dezer familieleden bij de werken gebezigd.
Antwerpen	19	2,797	2.4 %	2.7 %
Brabant	20	3,814	2.0	2.2
West-Vlaanderen . .	13	2,831	1.6	2.0
Oost-Vlaanderen . .	28	5,219	2.25	2.7
Henegouw	14	3,262	2.3	2.8
Luik	14	4,704	5.5	6.7
Limburg	13	1,430	1.7	2.0
Luxemburg	20	7,337	8.7	9.7
Namen	17	2,620	3.3	3.9
TE ZAMEN	158	34,014	2.8 %	3.35 %

(1) Verslag van Priester Mellaerts.

Het ontwerp van den heer Mellaerts zou thans leiden tot de volgende uitkomsten :

Boerenbonden erkend als beroepsverenigingen (1907).

	Aantal bonden.	Aantal leden.	Percentsgewijze verhouding tot de algeheele landelijke bevolking in 1895.
Antwerpen.	5	340	0.2 %
Brabant	25	1,570	0.8
West-Vlaanderen.	107	7,671	4.2
Oost-Vlaanderen	33	1,560	0.7
Henegouw.	29	1,690	1.2
Luik	45	1,174	1.4
Limburg	15	819	1.0
Luxemburg	262	6,790	8.0
Namen.	101	2,916	0.13
TE ZAMEN	622	24,530	2.04 %

Daaruit blijkt dat het schier nietig gedeelte onzer thans vertegenwoordigde landelijke bevolking nog zou verminderen; erger nog is de voorwaarde van verplichte wettelijke erkenning als vereeniging.

Onderstaande tabel is beteekenisvol :

Niet erkende boerenbonden (1907).

	Aantal bonden.	Aantal leden.	Percentsgewijze verhouding tot de algeheele landelijke bevolking in 1895.
Antwerpen	94	9,940	8.3 %
Brabant	113	10,890	5.5
West-Vlaanderen.	50	2,350	1.3
Oost-Vlaanderen	24	1,290	0.56
Henegouw.	36	2,110	1.4
Luik	16	990	1.2
Limburg	130	10,965	1.3
Luxemburg	6	306	0.4
Namen.	12	310	0.4
TE ZAMEN	484	39,151	3.3 %

Blijkbaar zijn dus twee provinciën, Antwerpen en Brabant, gekant tegen de toepassing der wet van 1898, eene onzer gebrekkigste sociale wetten; moesten zij volharden in dit verzet, dan zouden zij, volgens het stelsel van den heer Mellaerts, in eene onbeduidende mate vertegenwoordigd zijn.

En waarom legt men die wettelijke erkenning op? Met het oog op de landbouwvertegenwoordiging, zoo de kennis der gemeenschappelijke belangen en der betrekkingen tusschen de belangen eene spontane groepeerings, het ontstaan van eene gemeenschappelijke opvatting vergt, zelfs wanneer de groepeerings stevig genoeg is, maakt men zich niet schuldig aan een echt misbruik en eenen aanslag op de billijke zelfstandigheid der vereenigingen, door haar een wettelijken vorm op te dringen welken zij verstooten en die niets bijdraagt noch bijdragen kan tot de betrachting van de gemeenschappelijke belangen der leden?

Het stelsel van den heer Mellaerts, gesteld zelfs dat de bonden zich onderwerpen aan dien willekeurigen eisch, zou heden voor gevolg hebben, de landbouwers op eene uiterst beperkte wijze te vertegenwoordigen; die vertegenwoordiging zou op zeer ongelijke wijze ingedeeld zijn onder de streken en vooral onder de landbouwende klassen, naar gelang van de bezwaren waartegen de uitbreiding van de vereeniging stuit.

Gezamenlijk getal erkende en niet erkende boerenbonden.

	Aantal leden.	Percentsgewijze verhouding tot de landelijke bevolking in 1895.
Antwerpen	10,280	8.5 %
Brabant	12,460	6.3
West-Vlaanderen.	10,021	5.5
Oost-Vlaanderen	2,850	1.26
Henegouw.	3,800	2.6
Luik	2,164	2.6
Limburg	11,784	2.3
Luxemburg	7,096	8.4
Namen.	3,226	0.53
TE ZAMEN	63,681	5.34 %

't Is zeker uit vrees voor dergelijken uitslag dat de andere stellers van ontwerpen den kring der vrije vereenigingen, geroepen om deel te nemen aan de inrichting der landbouwvertegenwoordiging, hebben verruimd. Doch, is eenmaal het streng onderscheid van den heer Mellaerts ter zijde gelaten, dan verliest men elk ernstig *criterium* en kan men enkel op willekeurige wijze de grenzen bepalen van de specialiseering en de indeeling der landbouwbelangen, waarvan de organen zullen vertegenwoordigd zijn te gelijker tijd als de organen der algemeene belangen; er kan niets bedroevender worden gevonden dan de betwistingen over den aard en het doel der vereenigingen die zullen aanspraak kunnen maken op het uitoefenen van het gemeenschappelijk stemrecht. In den Hoogereren Raad moest een driftige strijd gestreden worden om de veekweekbonden te redden. Dat is echter niet alles. De bijzondere vereenigingen zijn het uitvloeisel van de boerenbonden; dat blijkt uit de *Exposés périodiques*

uitgaande van de Regeering. De boerenbonden hebben tot werkkring de samenwerking en den onderlingen bijstand : dadelijk na hunne oprichting, brengen zij afdeelingen voor gezamenlijken aankoop tot stand, alsmede maatschappijen voor landbouwkrediet en onderlinge verzekeringsmaatschappijen tegen landbouwisico's. Dezelfde belanghebbenden treden op in de verschillende inrichtingen die uitgaan van de algemeene hoofdvereeniging. Neemt men deze uitbreiding van de hoofdvereeniging niet in aanmerking, dan kan men het grootelijks mis hebben over het gezamenlijk aantal leden. De statistiek levert ons de volgende gegevens betreffende het *schijnbaar gezamenlijk aantal leden* der landbouwvereeniging onder hare verschillende vormen.

Aantal aangesloten leden in 1907.

	Ant- werpen.	Brabant.	West- Vlaander.	Oost- Vlaander.	Henc- gouw.	Luik.	Lim- burg.	Luxem- burg.	Namen.
Vereenigingen tot aankoop	9,404	9,710	6,904	4,116	3,540	5,111	9,710	6,610	3,470
Vereenigingen tot verkoop.	4,600	7,800	3,669	5,110	3,010	2,076	8,190	14,290	1,605
Comices	2,797	3,814	2,831	3,219	3,262	4,704	1,430	7,337	2,620
Kredietmaatschappijen.	2,410	4,710	3,493	1,019	1,456	961	3,166	1,986	239
Erkende bonden.	340	1,570	7,671	1,560	1,690	1,174	819	6,790	2,916
Erkende onderlinge verzeke- ringsmaatschappijen (paar- den).	3,099	2,443	4,105	6,360	2,834	421	4,099	»	154
Vee	9,351	19,925	1,626	26,763	3,014	6,171	15,664	1,467	4,991
TE ZAMEN	32,001	49,974	32,301	50,147	18,836	20,618	43,078	38,480	15,995

Percentsgewijze verhoudingen.

1^o Tot de gezamenlijke landelijke bevolking :

25 % 27 % 25 % 18 % 21 % 13 % 24 % 52 % 46 % 20 %

2^o Tot het aantal boeren met de leden van hun gezin bij de werken gebezigd :

30 % 31 % 29 % 22 % 26 % 16 % 29 % 62 % 50 % 24 %

Voor gansch België hebben wij de volgende gezamenlijke getallen :

	Getal leden.
Maatschappijen tot aankoop	58,575
Maatschappijen tot verkoop	52,380
Comices	34,014
Kredietmaatschappijen	19,439
Erkende bonden.	24,530
Onderlinge verzekeringsmaatschappijen (paarden).	23,517
Vee	88,972
TE ZAMEN	301,427

Dat staat gelijk met 25 % der landelijke bevolking ; doch, wanneer men van het getal leden der mutualiteiten en der samenwerkende maat-

schappijen aftrekkingen doet, die tot het getal leden der bonden kunnen klimmen, dan stelt men vast dat het gedeelte der landelijke bevolking van België, die werkelijk vertegenwoordigd is met de ruimste stelsels, daalt tot 13 $\frac{1}{2}$ %. Op die wijze wordt de alleenstaande, vreemd aan elke vereeniging, de afgezonderde man die aan elke landbouwaangelegenheid deelneemt, verwijderd van de stembus; is hij lid eener vereeniging, dan wordt het aantal zijner stemmen hooger naar gelang van de specialiseering der vertegenwoordigde belangen, bekrachtigd door het stelsel; zoo men, nog terugdeinzend voor die nieuwe uitbreiding van het meervoudig stemrecht, één stem toekent aan ieder man, dan ziet men de groepeerings, organen van de gemeenschappelijke stemmingen, uiteenvallen en verbrokkelen, dan vervalt of verdwijnt het organisch karakter van de vertegenwoordiging. Op die wijze stuit men overal op tegenstrijdigheid, op onmacht of op willekeur.

Door onverbiddelijk stand te nemen voor de hoofdelijke stemming tegen het gemeenschappelijk stemrecht, ligt het hoegenaamd niet in onze bedoeling, de rol der vereenigingen te verminderen, dat is op verre na ons gedacht niet; evenals Priester Mellaerts zijn wij van meening dat de huidige vrije comices zouden kunnen bestaan benevens de officiele landbouwvertegenwoordiging en bij voortduur bijdragen tot den vooruitgang van den landbouw door het inrichten van wedstrijden, tentoonstellingen, proefvelden. Wij meenen ook dat het mogelijk is, gevolg te geven aan den wensch der *Boerenbonden* en hen te doen deelnemen aan de nieuwe inrichting *naar evenredigheid van hun getal leden*. De evenredige vertegenwoordiging, gepaard met vrij uitgestrekte omschrijvingen, zal daarin voorzien. Wij hebben geen bepaalde omschrijving voorgesteld voor het comice; toch moet zij het bestuurskanton of het gerechtelijk kanton, vooral het eerste, nabijkomen; zij zou enkel gewijzigd worden om meer eenheid te verstrekken aan den physischen toestand der landbouwproducten, of om de stedelijke bevolking in aanmerking te nemen.

Men kan vaststellen dat die omschrijvingen gemiddeld eene landelijke bevolking hebben, overeenkomende met de volgende cijfers (1895):

GEMIDDELD PER KANTON.			
	Getal kantons.	Boeren en leden van hun gezin die met hen arbeiden.	Geheel bedrag der bevolking werklieden, dienstboden inbegrepen.
Militiekantons	342	3,000	3,520
Gerechtelijke kantons.	222	4,580	5,430

Nu, wij stellen vast dat de plaatselijke boerenbonden (alof niet erkende), in 1907 ten getale van 1,403, te zamen 63,681 leden hebben, hetzij gemiddeld 58 per bond. De Comices, ten getale van 158, hebben 34,014 leden, hetzij 216 per comice. De maatschappijen tot aankoop, ten getale van 1,024, hebben 58,575 leden, hetzij 57 per maatschappij; er zijn 497 melkerijen in werking met 52,380 leden, hetzij 114 per melkerij

en de 1,023 onderlinge veeverzekeringen hebben 92,833 leden, hetzij 90 per veeverzekering. Er zijn, per militiekanton, gemiddeld drie plaatselijke bonden en drie mutualiteiten, hetzij groepeerings van 150 tot 300 landbouwers, te vertegenwoordigen in hunne gemeenschap; gesteld dat die vereenigingen samengesteld zijn uit gansch verschillende leden, *wat nooit het geval is*, is het dan niet zonneklaar dat zij zich zonder moeite onderling zullen verstaan voor de verkiezing en hare oorspronkelijke macht, zelfs soms hare eenheid zullen behouden met het vertegenwoordigingstelsel? Uit die cijfers blijkt nog eens hoe nutteloos, hoe onrechtvaardig en hoe onredelijk het ware, geheel de kiesmacht uitsluitend aan die vrije bonden te schenken.

Het vraagstuk dient echter uit een hooger standpunt te worden beschouwd. Er wordt bitter geklaagd over de crisis van het parlementarisme. Door de steeds meer ontzaglijke ingewikkeldheid der sociale betrekkingen, door den vooruitgang der sociale democratie, door dien der wetenschap en der zedeleer treedt de Regeering steeds meer op als een werktuig van beschaving en van hoogere opleiding en moet de wet steeds meer tusschenbeide komen. De verkozen vergaderingen bezwijken, daar zij al te dikwijls onmachtig zijn om het werk te volvoeren, waarvan de last steeds zwaarder op haar drukt. De uiterst groote gebrekkigheid der werkwijzen is eene der oorzaken van dien toestand. Bij het herinrichten van hare werkzaamheden moeten de vergaderingen, zooals de onze, zich omringen van raadgevende korpsen die den toestand, de strekkingen, de betrachtingen der beroepsvereenigingen trouw weerspiegelen. Niet één Raad van State, maar een stel Raden van State, moet tot stand worden gebracht. Waarom zou men ze niet doen optreden als de trouwe vertegenwoordiging van de groote sociale belangen? Welken invloed zouden zij op de Kamers uitoefenen, welk zou hun gezag zijn op de belanghebbenden, indien die vertegenwoordigende korpsen de echte en trouwe lasthebbers dier belanghebbenden niet waren?

Er is meer nog: men moet — dat is althans onze meening — de werkzaamheden der Wetgeving, om ze te bespoedigen en te verbeteren, op vruchtbare wijze verdeelen tusschen beide kamers, die voorgoed zouden berusten op het algemeen kiesrecht zonder meervoudig kiesrecht en, ingeval zij het niet eens mochten zijn, te zamen zouden vergaderen. De herinrichting van den Senaat is dringend noodig, het betalen eener bepaalde belasting om er lid van te worden moet verdwijnen; de Senaat zou moeten optreden als de tolk van de inrichting en van de werking onzer samenleving op economisch, verstandelijk, zedelijk en ordelijk gebied, terwijl de Kamer vooral een gewestelijk en politiek organisme zou wezen. Om al te ingewikkelde kiesomschrijvingen te vermijden, die in een anderen vorm de ongelijkheid in het kiesrecht zouden vestigen, om die organische vertegenwoordiging te doen strooken met 's volks souvereiniteit en met de gelijkheid der rechten, zouden de lasthebbers der raadgevende korpsen, bijvoorbeeld de provincie-afgevaardigden, de leden van den Hooger Landbouwwaad, colleges van verkiesbaren moeten uitmaken en zouden al de

verkiezingen voor den Senaat moeten toevertrouwd worden aan de Provincieraden die, hunnerzijds, zouden worden verkozen door het algemeen kiesrecht. Brengt men de hervormingen niet in dien zin tot stand, dan moet men zich verwachten én aan de minachting voor het parlementarisme én aan nog ergere scheuringen. Het is deze knellende bekommering die thans op ons drukt.

Het ontwerp bepaalt eene eigene vertegenwoordiging voor elke klasse, die rechtstreeksch belang heeft in de landbouwproductie. Het vraagstuk is meer ingewikkeld dan voor de nijverheid; bij deze laatste is het voldoende, twee kiescolleges tot stand te brengen en eene gelijke vertegenwoordiging toe te kennen, eenerzijds, aan de werklieden en de bedienden en, anderzijds, aan de ondernemers die de kapitaal-bestanddeelen in handen hebben, omdat de natuurlijke factoren der voortbrenging over 't algemeen niet het voorwerp van een onderscheiden eigendom uitmaken. Bij den landbouw doet zich echter een ander belang voor, onderscheiden van het belang des ondernemers, die over het bedrijfskapitaal beschikt, en onderscheiden van het belang van den werkman; de eigendom van den grond kan in handen zijn van dengenen die hem bewerkt, die eigendom kan hem ontsnappen en deze scheiding geeft aanleiding tot rechtsbetrekkingen en economische toestanden, die in België hoogst gewichtig zijn en onderscheidingen noodig maken in de beroepsvertegenwoordiging; immers, de gewichtigste gebeurtenis in den ontwikkelingsgang van den landbouw is de scheiding die ontstaat tusschen den arbeid en den eigendom en, met het oog op de plaatselijke indeeling, steeds dieper wordt naarmate men van het Oosten naar het Westen gaat: in de arrondissementen Ieperen, Oostende, Veurne, waar meer dan de negen tienden van den bebouwd grond, bosschen en braakland niet medegerekend, door pachters wordt ontgonnen, is de landbouwer een afgestelde soeverein. Bedoelde scheiding nam over 't algemeen toe gedurende de laatste halfeeuw, van de landbouwopneming van 1846 af tot die van 1895: het bebouwen van zijn eigen grond verminderde van 34.22 % van het bouwland tot 31.44 %, doch met betrekkelijke toeneming in zes arrondissementen onder de een en veertig.

De ontwikkelingsgang is nog meer indrukwekkend, indien men, zooals het hier past, het getal boerderijen, waaronder het bouwland is ingedeeld, in aanmerking neemt. Uit eenvoudige berekeningen blijken én de toeneming van de verbrokking der bebouwde gronden, én de toeneming van de bebouwde huurlanden:

Verhouding der landbouwbedrijven.	1846 .	1895
Beneden 50 aren.	43.2 %	55.2 %
Van 50 aren tot 10 hectaren . .	48.8	39.4
Van 10 tot 50 hectaren.	7.3	5.0
Boven 50 hectaren	0.7	0.4
TE ZAMEN.	100.0 %	100.0 %

Op 100 bedrijven.	OP EIGEN GROND		HUERLAND	
	in 1846	in 1895	in 1846	in 1895
Beneden 50 aren.	29.6	25.7	70.4	74.3
Van 50 aren tot 10 hectaren .	39.4	30	60.6	70
Van 10 tot 50 hectaren. . . .	40	35	60	65
Boven 50 hectaren	31	28.6	69	74.4
TE ZAMEN.	35.4	27.9	64.9	72.1

Terwijl het getal kleine bedrijven betrekkelijk toeneemt, vermindert over 't algemeen het getal bedrijven als eigenaar.

Het huidige economisch recht en het huidige burgerlijk recht begunstigen niet alleen deze scheiding en verbrokkeling, doch ook de zelfzuchtige strekking die het kenmerk is van den eigendom: het erfenisrecht, in verband met de ontoereikendheid van de middelen der landbouwers, legt uit hoe de grond eigendom wordt van eene andere klasse die over meer kapitaal beschikt; het voorrecht van den eigenaar begunstigt de verbrokkeling der landgoederen; de bandelooze mededinging in verband met de ontoereikendheid van de wettelijke waarborgen van den pachter heeft ten slotte voor gevolg, dat de verbeteringen grootendeels ten goede komen aan den eigenaar. « Door opoffering en wel geleide werkzaamheid, zegt de Laveleye, slaagde hij erin de zuivere opbrengst van den grond te verdubbelen, en toch genoot hij slechts voor korten tijd de meerdere waarde die hij teweegbracht en die de rente verrijkte. » En zelfs te midden van den hedendaagschen bloei van de samenwerkende instellingen, kon een geleerd landbouwkundige zeggen van den kleinen landbouwer dat *deze een voortbrenger is van rente*.

De instellingen en vereenigingen, die ten doel hebben de voortbrenging te vermeerderen of de productiekosten te verminderen, moeten in het belang der voortbrengers wettelijk gewaarborgd zijn.

Een nieuw economisch recht dringt zich dus op in dit tijdvak der landbouwevolutie, nu dat het landbouwbedrijf door den pachter zelf een bestendig en overwegend feit geworden is: men kan de woorden van Leroy-Beaulieu niet beamen, waar hij zegt dat de pachter uitsluitend belast is met de tijdelijke belangen van den grond en de eigenaar voor dezes bestendige belangen moet zorgen.

Door de aanhoudendheid en de uitgestrektheid van zijne werkzaamheid, wordt de pachter van lieverlede ook de bewaker van de bestendige belangen van den grond. Uit dien hoofde is er een steeds grooter sociaal belang gehecht aan de bepaling zijner rechten. De machtigste reden tot rechtvaardiging van het eigendomsrecht is, dat het op de krachtigste wijze de voortbrengingskracht aanspoort; volgens de moderne theoretici vindt het zijne rechtvaardiging in zijn historisch nut, in zijne maatschappelijke *werking*; om redenen van denzelfden aard moeten aan den pachter onwrik-

bare waarborgen worden verleend door het volstrekt recht van den huidige grond eigenaar te beperken binnen de grenzen van de gerechtigheid en van het maatschappelijk belang. Het nieuwe recht moet den weg opgaan van de hervormingen ingevoerd niet alleen in Engeland door de *wetten* van 1873 en 1883, doch ook in Ierland door die van 1870 en 1881, waarbij, door het drievoudige beginsel van de *fair rent*, de *fixity of tenure* en de *free sale in land*, een soort van feitelijk recht op de verbeteringen van den grond en het onbeperkt recht van bezetting worden verzekerd aan de pachters.

Het nieuwe recht, ingaande tegen de huidige scheiding, moet, onder nieuwe vormen, de vereeniging van den arbeider met den grond bevestigen: deze vormen, althans gedurende een min of meer groot overgangstijdperk, zullen meervoudig zijn; aldus denken wij nog heden, evenals toen wij ons voorstel indienden over de *inrichting van het landelijk grondkrediet*: er zal plaats zijn voor de bedrijven voor eigen rekening, en gepaste fiskale hervormingen, alsmede bepalingen aangaande het behouden van het familieeigendom zullen in verband staan met eene ernstige inrichting van het grondkrediet: er zal plaats zijn voor de samenwerkende maatschappij tot voortbrenging, opgericht onder de bezoldigde arbeiders of de landbouwers, en de uitbreiding van het landelijk krediet, de inrichting van het krediet op lang termijn voor de samenwerkende maatschappijen zullen zich dan voordoen, en, onder de voorwaarden van het krediet, zullen de afschaffing van het voorrecht van den eigenaar en de bevestiging van de rechten van den pachter voorkomen als noodzakelijk; een zekere vorm van vereeniging is, volgens ons, bestemd om eene groote rol te spelen, namelijk de *collectieve pachtovereenkomst* die wij in Italië bestudeerd hebben en die, door de bemoeiing van de samenwerkende maatschappijen, van de syndicaten of van de plattelandsche gemeenten, aanleiding kan geven tot het vestigen van een *nuttig collectief domein*, gescheiden van het *individueel quiritarisch domein*; ook en vooral zal er plaats zijn, zooals de Laveleye het vergde ten bate van de armste, voor de uitbreiding of de herinrichting van het gemeentelijk domein, te zamen met een stel van waarborgen en beschermingsmaatregelen voor den bezoldigten landbouwarbeider, die in onze sociale wetgeving zoo onrechtvaardig vergeten werd. Aldus zal een nieuwe phase van de landbouwevolutie hare hooge beteekenis krijgen van een *nieuw economisch en burgerlijk recht* en de vereeniging van den arbeid met den grond voltrekken; het zal minder eene herstelling zijn, dan eene instelling zonder voorgaande in de geschiedenis van den onttroonden vorst.

Eene nauwkeurige vertegenwoordiging van de landbouwbelangen is een van de vereischte werktuigen tot deze omvangrijke hervorming. Zij behelst drie hoofdafdeelingen of colleges: de eigendom vereenigd met of gescheiden van den landbouw, het landbouwbedrijf gescheiden van den eigendom, de bezoldigde arbeid. De grondslag zelf van deze vertegenwoordigende inrichting eischt dat dezelfde rechten worden toegekend aan de beide geslachten: dit is het wettig belang.

Dank zij de gegevens van de landbouwopnemingen kan men met groote nauwkeurigheid de vertegenwoordiging van de ondernemers van landbouwbedrijven, zoowel voor eigen rekening als voor rekening van een ander (pacht), tot stand brengen; men aanziet als bedrijf voor eigen rekening de ontginningen die, voor meer dan de helft van hare oppervlakte, eigendom zijn van den ondernemer : de overige worden gerekend onder de pachtgoederen. Hier volgt de algemeene indeeling die wij kunnen opmaken volgens de gegevens van de opneming van 1895 :

	HOOFDEN VAN LANDBOUWBEDRIJVEN (1895)		GEZAMENLIJK BEDRAG.
	Eigenaars.	Pachters.	
<i>Zeer gering bedrijf :</i>			
Minder dan 50 aren.	119,111	339,009	458,120
<i>Gering bedrijf :</i>			
Van 50 aren tot 5 hectaren. . . .	84,926	207,924	292,850
<i>Middelmatig bedrijf :</i>			
Van 5 tot 10 hectaren	12,506	21,295	33,801
Van 10 tot 50 hectaren.	13,769	27,333	41,102
<i>Groot bedrijf :</i>			
50 hectaren en meer	932	2,652	3,584
	231,244	598,213	829,457

De indeeling, over het land, van deze beide wijzen van grondbebouwing staat in verband met de koopwaarde van den grond, met het bedrag van het bedrijfskapitaal en, ten slotte, met de landbouwstreken en hare aardkundige samenstelling; de algemeene hierboven aangehaalde oorzaken van de scheiding verklaren deze indeeling; daarom is het noodig dat de kiesomschrijvingen overeenkomen met de vereischten van het natuurkundige midden, en vooral dat de provinciale bonden, binnen korten tijd, vervangen worden door vereenigingen volgens den aard der streek.

Men kan over het wetenschappelijk en practisch belang van de landbouwschrijvingen oordeelen naar het enkele voorbeeld van Haspengouw dat zich uitstrekt over een deel van de provinciën Limburg, Brabant, Luik en Namen ⁽¹⁾. Eene tijdelijke verbetering zal het zijn, de vergaderingen te bevorderen van Comices uit verschillende provinciën, doch van eene zelfde landbouwstreek, en, behalve de afdeelingen waarvan sprake is in artikel 15 van het ontwerp, de oprichting toe te laten van afdeelingen per streek, zooals

(1) Zie *La Monographie de la Hesbaye* door E. Vlichergh en R. Ulens.

voorkomt in het Fransche ontwerp. Artikel 18 laat zelfs nog nauwere verstandhoudingen toe. Aldus zal men eene waarlijk wetenschappelijke evolutie van de landbouwomschrijvingen voorbereiden.

Van de hoofden van ondernemingen zouden er, op het eerste gezicht, 231,244 behooren tot het College van den eigendom, 598,212 tot dat van het landbouwbedrijf op pachtgoederen, en daarbij zouden nog moeten gevoegd worden de leden van hun gezin die met hen arbeiden. Nochtans zullen, meenen wij, het meerendeel der 458,420 landbouwers met minder dan 50 aren gerangschikt worden onder de daglooners.

De landbouwstatistiek van 1895 vermeldt 187,106 knechten en bestendige daglooners, doch een groot getal kleine landbouwers zijn tijdelijke daglooners. In 1846 werd, in het prachtig werk bestuurd door Quételet, het aantal tijdelijke daglooners geraamd; men kan over zijne belangrijkheid oordeelen door de cartogrammen ⁽¹⁾.

De landbouwopnemingen leveren ons geene statistische gegevens over de eigenaars die geen landbouwers zijn, doch de registers van het kadaster lichten ons met juistheid in : de eigenaars zijn ingeschreven op de rollen van elke gemeente waar zij grond bezitten. Men kan dus de gemeenten belasten met het opmaken van de lijsten en met het bepalen van de oppervlakte der eigendommen. In Frankrijk vroeg men zich af of de eigenaars-renteniers in de landbouwvertegenwoordiging moesten begrepen worden. Hoe toch kan men aarzelen om daarop bevestigend te antwoorden? Zij hebben rechtmatige belangen te verdedigen, en het ware onrechtvaardig zulks te vergeten, te meer daar de hervorming van het economisch recht die van den eigendom medebrengt; dergelijke vraagstukken vergen waarlijk organieke oplossingen; door de uitsluiting van de eigenaars uit de landbouwvertegenwoordiging zou men het egoïsme begunstigen en tevens den strijd der belangen verzwaren en de vreedzame oplossingen onmogelijk maken; onze meening is dat zij een enkel college moeten uitmaken met de landbouwers-eigenaars; zij moeten aan elkander gehecht zijn door de zorg voor de bestendige belangen van den grond, welke plicht aan den eigendom opgelegd wordt door de theoretici en waarvan de Laveleye en Piret de vervulling, vóór de landbouwerisis, streng beoordeeld hebben.

Bij de vertegenwoordiging van den eigendom, van het landbouwbedrijf, van den bezoldigden arbeid, dient te worden gevoegd de vertegenwoordiging van de wetenschap in hare betrekkingen, niet alleen met den landbouw, maar ook met de landbouwende klassen en de voorwaarden hunner natuurlijke, verstandelijke en zedelijke ontwikkeling. In dit ontwerp wordt zij ruimer opgevat dan in de verschillende Fransche ontwerpen. De

(1) Wij hebben getracht de volledige dichtheid der gebezigde landbouwbevolking, ondernemers en loontrekkenden, weer te geven, door middel van eene kaart. Hier dient de verwarring vermeden te worden, die wij gevonden hebben in de *Algemeene opneming van 1895* (INLEIDING); op bladzijde 425 moeten de tweede en de derde kolom van plaats verwisselen.

grootsohheid van de rol, die zij vervuld heeft, vooral sedert de crises van het laatste kwart der XIX^e eeuw, wanneer de Belgische landbouw den wetenschappelijken weg optrad, laat de grootsohheid voorzien van de zending die zij nog te vervullen heeft. Men zal er zich moeten op toeleggen, in deze wetenschappelijke vertegenwoordiging te laten weerspiegelen alle natuurkundige wetenschappen en alle sociale wetenschappen in hare betrekkingen met den landbouw en de landbouwende klassen : van de weerkunde tot de rechtsgeleerdheid, of van de landbouwscheikunde tot de landelijke economie. Uit deze machtige synthesis moeten de beginselen van de evolutie der toekomst steeds duidelijker voortvloeien. En opdat deze volledig zij, vragen wij de tusschenkomst der academiën. Aldus zal de Hoogere Raad, als een echte Staatsraad de landbouwwetgeving kunnen samenstellen in hare ruimste opvatting.

Aan dergelijke vertegenwoordigende instelling kan men een uitgebreid studieprogramma en een uitgestrekt veld van werkzaamheid voorstellen : zij is raadgevend, doch niet uitsluitend in dien zin dat de Regeering de vrijheid zou hebben haar te raadplegen over al de vraagpunten behorende tot hare bijzondere bevoegdheid, de wet zal tot raadpleging verplichten waar het al de groote belangen van de landbouwende klassen en van den landbouw geldt; dank zij een ruim initiatief, zal zij den oproep van de Regeering niet moeten afwachten. Zij zal werkzaam zijn; in Frankrijk neemt men aan dat zij, naar gelang van de begrootingsmiddelen proefvelden, practische scholen, dokken, openbare zolders, waterleidingen, droogleggingen, besproeiingen, gezondmakingen, beplantingen van bosschen die den invloed der regens regelen, tot stand brengen of helpen tot stand brengen ⁽¹⁾. Naar onze opvatting, zal zij ook de arbeidsmarkt oprichten, streven naar de verbetering der arbeiderswoningen, overgaan tot proefnemingen van samenwerkende maatschappijen tot voortbrenging, van modelhoeven, deelnemen aan de inwaardstelling van de gemeentelijke gronden, eene proef nemen van de collectieve pachten, verzoening en scheidsgerecht inrichten, enz., enz.

De vorming van onderscheidene colleges, alle even machtig, ten behoeve van de groote landbouwbelangen, levert aanzienlijke voordeelen op, welke een enkel college, zelfs met de evenredige vertegenwoordiging, niet zou opleveren, vooral zoo de vergaderingen der verschillende afvaardigingen tamelijk talrijk zijn. Zij waarborgt, door een echt bestendig onderzoek, de kennis van den toestand, van de behoeften, van de verzuchtingen der landbouwende klassen; zij bepaalt van lieverlede het duidelijk begrip van de gemeenschappelijke belangen. De inlichtingen of raadplegingen, door de overheden gevraagd, zullen haar versterken, en het werk van inrichting zal het gevolg daarvan zijn. Zij waarborgt eene betrekkelijke onafhankelijkheid, die vooral voor de armsten onmisbaar is; op de openbare denkwijze

(¹) LOUIS DE ROMANOF, *Les chambres d'agriculture*.

en op de overheden oefent zij eenen rechtmatigen invloed uit; zij wekt voortdurend hare bezorgdheid en bespoedigt hare werking. Wij zouden alsdan niet meer getuigen zijn van het feit, dat de behandeling van ontwerpen, als dit op de hervorming der tijdelijke pachten, reeds vijftien jaar uitblijft, en wij zouden thans weten hoeveel landbouwarbeiders tegen ongevallen verzekerd zijn. Zij zouden allen verzekerd zijn. Zij zal de onderlinge verstandhouding bevorderen; voor het meerendeel zal zij nagenoeg de moeder der syndicaten zijn; zij zal den vooruitgang van den landbouw, de hervormingen, de instellingen geboren uit overeenkomsten en wetten spoedig algemeen maken; dit zal het geval zijn met het onderwijs, de landbouwproefnemingen, den onderlingen bijstand; men overwege dat, bij voorbeeld, de onderlinge verzekering tegen de sterfte van het rundvee in Oost-Vlaanderen nog slechts 30 % omvat van het vee in 1906, in Brabant 20 %, Luik 14 %, Henegouw 3 % en niet meer dan 35 % in Limburg; dat het aantal verzekerde paarden 22 % niet overschrijdt en dat de verzekering een der grondslagen is van het landbouwkrediet.

Door licht te verspreiden over de verschillende belangen, verspreidt zij licht over hunne betrekkingen; zij leidt ertoe, vooroordeelen uit te roeien, toenaderingen te bewerken : daarom bevat het ontwerp natuurlijk de instelling van raden van verzoening en scheidsgerecht, en deze raden hebben zelfs de hooge zending, niet alleen geschillen te beslechten, maar ook ze te voorkomen, en, zooals men in den tekst lezen kan, ze te voorkomen zelfs op algemeene wijze door het voorstellen van model-overeenkomsten of van stelsels van bezoldiging van den arbeid.

Zij zal de wet een organiek kenmerk geven door haar sterk aan de evolutie zelf te verbinden; elk vraagstuk zal onderzocht worden langs alle zijden, elk belang beschouwd naar al zijne maatschappelijke betrekkingen.

Dit zijn de hoofdgedachten van dit voorstel : de wetenschap en de ervaring nauw verbinden, de sterkste grondslagen leggen voor het nieuwe contractueel of gebiedend recht, eene steeds meer welvarende en rechtvaardige maatschappij vreedzaam voorbereiden : hoe grooter het ideaal waarnaar gestreefd wordt, hoe strenger de methode dient te worden toegepast om het te bereiken.

H. DENIS.

DRUKFOUT

Bladz. XII, op den zesden regel, *leze men*, in den Franschen tekst : « Gouvernement », *in plaats van* : « Gouverneur », en, in den Vlaamschen tekst : « Regeering », *in plaats van* : « Gouverneur ».

(28)

Proposition de loi portant organisation d'une représentation professionnelle de l'agriculture et des intérêts des classes agricoles.

CHAPITRE PREMIER.

Organisation des comices agricoles.

ARTICLE PREMIER.

La représentation générale des différents intérêts agricoles, sylvicoles, horticoles, est assurée par l'institution de comices dans toute l'étendue du territoire exploité.

Leurs circonscriptions actuelles seront revisées, les circonscriptions nouvelles seront tracées par un arrêté royal organique, d'après un plan d'ensemble, le corps des agronomes de l'État, les commissions provinciales d'agriculture actuelles, les conseils supérieurs de l'agriculture et des forêts entendus. Elles seront fondées sur les caractères naturels des régions agricoles, les genres de culture des localités, la facilité des communications.

ART. 2.

Sont essentiellement représentés dans les comices :

- 1° Les propriétaires non cultivateurs ;
- 2° Les propriétaires cultivateurs en faire valoir direct ;

Wetsvoorstel tot instelling van eene heroepsvertegenwoordiging van den landbouw en van de belangen der landbouwende klassen.

HOOFDSTUK I.

Inrichting van de landbouwcomices.

ARTIKEL 1.

De algemeene vertegenwoordiging der verschillende belangen van land-, bosch- en tuinbouw wordt verzekerd door de inrichting van landbouwcomices over de geheele uitgestrektheid van den bebouwden grond.

Hunne tegenwoordige omschrijvingen worden herzien, de nieuwe omschrijvingen worden door een organiek koninklijk besluit afgeteekend volgens een algemeen en samenhangend plan, gehoord het korps van 's Rijks landbouwkundigen, de tegenwoordige provinciale landbouwcommissiën, de hogere raden van landbouw en bosschen. Zij berusten op den natuurlijken aard van de landbouwstreken, de verschillende soorten van plaatselijke bebouwing, het gemak der middelen van verkeer.

ART. 2.

Worden hoofdzakelijk vertegenwoordigd in de comices :

- 1° De eigenaars die geen landbouwer zijn ;
- 2° De eigenaars-landbouwers die hun eigen land bebouwen ;

3^o Les cultivateurs locataires;

4^o Les domestiques, servantes, ouvriers, ouvrières agricoles, sylvicoles, arboricoles, horticoles.

ART. 3.

Sont appelés respectivement, sans distinction de sexe, à l'élection de ces différentes catégories de représentants des intérêts agricoles, pourvu qu'ils réunissent les autres conditions fixées par la loi :

1^o Tout propriétaire qui, sans en exploiter lui-même, donne en location des terres comprises dans le ressort du comice, pourvu qu'elles aient une étendue totale d'au moins cinquante ares;

2^o Tout cultivateur propriétaire de plus de la moitié de l'étendue des terres qu'il cultive dans le même ressort;

3^o Tout cultivateur locataire de plus de la moitié de l'étendue des terres qu'il cultive dans le même ressort;

4^o Tout travailleur employé, moyennant salaire, pour compte d'un cultivateur ou d'un propriétaire, et dont la principale occupation est la culture, l'élevage, l'horticulture, la sylviculture ou les travaux connexes à l'exploitation du sol.

Les catégories 1 et 2 ne forment qu'un seul collège électoral.

ART. 4.

Tout comice agricole comprend :

1^o Deux représentants de chacun de ces trois collèges par commune rurale de son ressort, quelle que soit la population de cette commune;

2^o Et en plus, pour chacun des trois collèges, un représentant par cinquante habitants de toute condition,

3^o De landbouwers-pachters;

4^o De knechten, meiden, mannelijke en vrouwelijke werklieden gebruikt bij landbouw, boschcultuur, boomkweekerij en tuinbouw.

ART. 3.

Worden respectievelijk geroepen, zonder onderscheid van geslacht, tot het kiezen van die verschillende groepen van vertegenwoordigers der landbouwbelangen, mits zij voldoen aan de overige voorwaarden, bij de wet bepaald :

1^o Elke eigenaar die, zonder ze zelf te bewerken, in pacht geeft landen gelegen binnen het gebied van het comice, mits deze landen in het geheel eene uitgestrektheid hebben van ten minste vijftig aren;

2^o Elke landbouwer-eigenaar van meer dan de helft van de uitgestrektheid der gronden die hij bebouwt in hetzelfde gebied;

3^o Elke landbouwer-pachter van meer dan de helft van de uitgestrektheid der gronden die hij bebouwt in hetzelfde gebied;

4^o Elke arbeider, gebruikt tegen loon, voor rekening van een landbouwer of van een eigenaar, en wiens voornaamste bezigheid is de bebouwing, het fokken, de tuinbouw, de boschcultuur of de werken in verband met de ontginning van den grond.

De groepen 1 en 2 maken slechts één kiescollege uit.

ART. 4.

Elk landbouwcomice bevat :

1^o Twee vertegenwoordigers van elk dezer drie colleges per landelijke gemeente van zijn gebied, welke ook de bevolking van deze gemeente zij;

2^o En daarenboven, voor elk der drie colleges, één vertegenwoordiger per vijftig bewoners van elken stand, in de

relevés dans la commune au dernier recensement de la population, parmi les agriculteurs, agronomes, horticulteurs, arboriculteurs, propriétaires fonciers, ouvriers et domestiques employés dans les exploitations agricoles, horticoles, sylvicoles ou autres professions de ce groupe.

ART. 5.

Sont également compris dans les comices agricoles :

1° Les représentants du personnel dirigeant des associations d'intérêt professionnel agricole, telles que syndicats, sociétés coopératives, sociétés d'assurances, etc.;

2° Les ouvriers directement et spécialement employés par ces associations;

3° Les entrepreneurs de travaux agricoles spéciaux et temporaires, tels que sarclage, battage, moisson, etc.;

4° Les ouvriers directement occupés par eux;

5° Les professeurs chargés d'un enseignement agricole ou connexe à l'agriculture, dans le ressort du comice, les médecins vétérinaires, chimistes agricoles, ingénieurs agricoles diplômés et non compris dans les catégories ci-dessus; les docteurs en médecine exerçant dans les campagnes.

ART. 6.

Le personnel dirigeant des associations agricoles est compris dans le corps électoral des catégories 2 et 3 de l'article 3, suivant que le faire valoir direct ou la location prédomine dans l'ensemble du ressort du comice. Leurs ouvriers sont compris dans la 4^e catégorie; les entrepreneurs de travaux agricoles spéciaux et leurs ouvriers sont

gemeente opgenomen bij de laatste volkstelling, onder de landbouwers, de landbouw- en tuinbouwkundigen, de boomkweekers, grondeigenaars, werklieden en knechten gebruikt bij den landbouw, den tuinbouw, de boschcultuur of andere tot deze groep behorende vakken.

ART. 5.

Maken insgelijks deel uit van de landbouwcomices :

1° De vertegenwoordigers van het besturend personeel der vereenigingen voor landbouw- beroepsbelangen, zooals syndicaten, samenwerkende vereenigingen, verzekeringsmaatschappijen, enz.;

2° De werklieden, rechtstreeks en bijzonderlijk door die vereenigingen gebruikt;

3° De ondernemers van bijzondere en tijdelijke landbouwwerken, zooals wieden, dorschen, oogsten, enz.;

4° De werklieden, rechtstreeks door hen gebruikt;

5° De leeraars belast met landbouwkundig onderwijs of met den landbouw in verband, binnen het gebied van het comice, de veeartsen, landbouwscheikundigen, gediplomeerde landbouwingenieurs en niet begrepen in de bovengenoemde groepen; de geneesheeren die op den buiten practizeeren.

ART. 6.

Het besturend personeel der landbouwvereenigingen wordt begrepen in het kiezerskorps der groepen 2 en 3 van artikel 3, naarmate het behouwen voor eigen rekening of de pacht den voorrang heeft in het gebied van het comice in zijn geheel. Hare werklieden zijn begrepen in de 4^e groep; de aannemers van bijzondere landbouwwerken en

classés d'après la même règle. Néanmoins, il pourra leur être assigné une représentation particulière. La représentation des uns et des autres sera basée sur le principe de la parité du nombre des délégués.

La 5^e catégorie de l'article 5 ne comprendra jamais plus de membres ayant voix délibérative, qu'aucune des catégories de l'article 3.

ART. 7.

Outre les conditions ci-dessus indiquées pour faire partie du corps électoral professionnel agricole, il faut :

1^o Être âgé de 21 ans accomplis ;

2^o Être Belge de naissance ou avoir obtenu la naturalisation ordinaire.

Les membres de la famille vivant sous le même toit, et réunissant les conditions qui précèdent, figurent respectivement dans les catégories 2 et 3 de l'article 3, avec les chefs d'exploitation auxquels ils doivent leur concours d'une manière constante.

Pour la deuxième, la troisième et la quatrième catégories de l'article 3, ainsi que pour celles de l'article 5, il faut, en outre, habiter la commune depuis six mois au moins.

A l'égard de la première catégorie de l'article 3, il faut être propriétaire dans le ressort du comice depuis au moins deux ans.

ART. 8.

Le Collège des bourgmestre et échevins arrête chaque année, avant le 1^{er} novembre, la liste des électeurs au comice agricole.

hunne arbeiders worden naar denzelfden regel gerangschikt. Nochtans kan hun eene bijzondere vertegenwoordiging worden toegekend. De vertegenwoordiging van de eenen en van de anderen berust op het stelsel van de gelijkheid van het aantal afgevaardigden.

De 5^e groep, bedoeld in artikel 5, bevat nooit meer leden met beraadslagende stem dan eene der groepen waarvan sprake is in artikel 3.

ART. 7.

Behalve de hierboven aangeduide voorwaarden, vereischt om deel uit te maken van het professionneel landbouwkiezerskorps, moet men :

1^o Den leeftijd van een en twintig jaar bereikt hebben ;

2^o Belg zijn van geboorte of de gewone naturalisatie verkregen hebben.

De leden van een gezin, wonende onder hetzelfde dak en voldoende aan voornoemde voorwaarden, komen respectievelijk voor onder de groepen 2 en 3, in artikel 3 bedoeld, met de hoofden van exploitatie aan wie zij bestendig hunne medewerking moeten verleen.

Voor de tweede, de derde en de vierde groepen, bedoeld in artikel 2, alsook voor de vijfde, bedoeld in artikel 5, moet men daarenboven in de gemeente wonen sedert ten minste zes maanden.

Ten aanzien van de eerste groep, vermeld in artikel 3, moet men eigenaar zijn in het gebied van het comice sedert ten minste twee jaar.

ART. 8.

Het College van burgemeester en schepenen stelt ieder jaar, vóór 1 November, de lijst vast der kiezers voor het landbouwcomice.

ART. 9.

Le vote est obligatoire.

Nul ne dispose de plus d'un suffrage.

ART. 10.

Les propriétaires non domiciliés dans la commune ont le droit de se faire remplacer, dans l'exercice de leur droit de vote, par un autre électeur domicilié dans la commune.

ART. 11.

La représentation proportionnelle est appliquée aux élections des comices agricoles.

ART. 12.

Tout électeur, sans distinction de sexe, est éligible dans sa catégorie. Les délégués de la première catégorie de l'article 3 peuvent être choisis dans la seconde. Ils le sont nécessairement chaque fois que l'exige l'application de l'article 4.

ART. 13.

La durée du mandat est de quatre ans.

CHAPITRE II.**But et attributions des comices agricoles.****ART. 14.**

Le comice reste étranger à tout débat politique; il a pour principe la neutralité absolue dans l'ordre religieux, et pour règle la pratique constante de la tolérance. Il a pour mission de délibérer sur les intérêts de l'agriculture et des

ART. 9.

De stemming is verplichtend gemaakt.

Niemand beschikt over meer dan ééne stem.

ART. 10.

De eigenaars, niet woonachtig in de gemeente, hebben het recht zich in de uitoefening van hun stemrecht te doen vervangen door een ander kiezer, die zijne woonplaats in de gemeente heeft.

ART. 11.

De evenredige vertegenwoordiging wordt toegepast op de verkiezingen voor de landbouwcomices.

ART. 12.

Elke kiezer, zonder onderscheid van geslacht, is verkiesbaar in de groep waartoe hij behoort. De afgevaardigden van de eerste groep van artikel 3 mogen gekozen worden in de tweede. Zij zijn dit van zelf telkens als de toepassing van artikel 4 het vordert.

ART. 13.

Het mandaat duurt vier jaar.

HOOFDSTUK II.**Doel en bevoegdheden van de landbouwcomices.****ART. 14.**

Het comice houdt zich buiten elk politiek debat; het heeft tot beginsel de volstrekte onzijdigheid in godsdienstzaken en tot regel de voortdurende inachtneming van de verdraagzaamheid. Het heeft tot taak te beraadslagen over de

classes agricoles dans sa circonscription ; de faire en conséquence une enquête permanente sur la situation et les conditions de l'agriculture et des classes agricoles ;

De faire connaître aux pouvoirs publics les besoins de l'agriculture et les vœux des classes rurales ;

De donner aux administrations les renseignements utiles dans l'intérêt de l'agriculture et des classes agricoles, de concourir aux statistiques agricoles, de donner leur avis sur les questions qui leur sont soumises par les pouvoirs publics ;

De participer à l'exécution des dispositions réglementaires et des mesures d'intérêt général, et de prendre, dans les limites tracées par la loi, toutes les mesures qu'il jugera utiles ;

De concourir au développement de l'enseignement agricole à tous les degrés, à la diffusion des connaissances pratiques et des institutions d'enseignement ou de recherche scientifique ;

De poursuivre la mise en valeur des terres incultes, les meilleurs modes de constitution et d'exploitation du domaine communal ;

D'étudier, dans leur ensemble, les rapports de la propriété et de la culture, et les réformes à y apporter ; et de même, le régime fiscal, le régime douanier et celui des transports dans leurs rapports avec la propriété, l'agriculture, les industries agricoles, le travail ;

De contribuer à la réalisation de tous les progrès agricoles, aux améliorations des cultures et des animaux domestiques ; à l'établissement de champs d'essai, de laboratoires, de fermes modèles ; à l'organisation de concours ou d'expositions ;

belangen van den landbouw en de landbouwende klassen in zijne omschrijving ; en bijgevolg een voortdurend onderzoek te doen naar den toestand en de voorwaarden van den landbouw en de landbouwende klassen ;

Aan de openbare machten kenbaar te maken de behoeften van den landbouw en de wenschen van de landlieden ;

Aan de besturen de noodige inlichtingen te verschaffen in het belang van den landbouw en de landbouwende klassen ; mede te werken aan de landbouwstatistiek en zijn advies te geven over de vragen ingediend door de openbare machten ;

Deel te nemen aan de uitvoering der reglementaire bepalingen en der maatregelen van algemeen belang, en, binnen de perken door de wet gesteld, alle maatregelen te nemen die het nuttig zal achten ;

Bij te dragen tot de ontwikkeling van het landbouwonderwijs in elken graad, tot de uitbreiding van practische kennis en van inrichtingen voor onderwijs of voor wetenschappelijke nasporingen ;

Te ijveren voor het in waarde stellen der braakliggende gronden, de beste wijze van samenstelling en exploitatie van het gemeentedomein ;

Te bestudeeren, in hun geheel, de betrekkingen tusschen den eigendom en de bebouwing, en de daarin aan te brengen hervormingen ; eveneens het belastingstelsel, het tolstelsel en dat van het vervoer in hunne betrekking tot den eigendom, den landbouw, de landbouwnijverheid, den arbeid ;

Mede te werken tot de verwezenlijking van elken vooruitgang in den landbouw, tot de verbetering der bebouwingen en der huisdieren ; tot de inrichting van proefvelden, van laboratoriums en modelhoeven ; tot het houden van wedstrijden en tentoonstellingen ;

De poursuivre l'organisation du crédit agricole, du crédit foncier rural, des associations d'intérêt professionnel agricole, des sociétés coopératives, de toutes les institutions de prévoyance et d'assurance contre les risques atteignant l'agriculture;

De contribuer à améliorer les conditions économiques des classes rurales et particulièrement des travailleurs;

De concourir à l'organisation du marché du travail agricole, aux mesures protectrices du travail agricole, à toutes les institutions publiques ou privées, de prévoyance et d'assurance contre les risques de toute nature que court le travailleur; à l'amélioration des conditions hygiéniques des classes rurales en général, des établissements agricoles et de leurs dépendances; aux mesures propres à assurer la sécurité des travaux agricoles, à prévenir les accidents, à en assurer la réparation; spécialement à améliorer les conditions de salubrité des logements des travailleurs agricoles et les habitations rurales; à toutes les réformes appelées à élever les conditions intellectuelles et morales des classes rurales;

De prévenir et, autant que possible, d'aplanir par voie de médiation, de conciliation ou d'arbitrage, les difficultés ou les conflits qui pourraient surgir, particulièrement entre les propriétaires et les locataires, ou entre les chefs d'exploitation, les entrepreneurs agricoles et les ouvriers ou domestiques agricoles; de fixer le taux des fermages et le montant des indemnités; de rechercher les meilleurs systèmes d'amodiation, d'élaborer des types de baux, y compris les baux collectifs; de recher-

De inrichting te bevorderen van het landbouwerdriet, van het landelijk grondcrediet, van de vereenigingen voor landbouw-beroepsbelangen, van samenwerkende vennootschappen, van alle inrichtingen van voorzorg en verzekering tegen de gevaren die den landbouw bedreigen;

Mede te werken tot verbetering der economische belangen van de landbouwende klassen en vooral van de arbeiders;

Mede te werken tot de inrichting van de landbouw-arbeidsmarkt, tot de maatregelen van bescherming voor den landbouwarbeid, tot al de openbare of bijzondere instellingen van voorzorg en verzekering tegen de schade van allerlei aard waaraan de werker blootstaat; tot de verbetering der gezondheidsvoorwaarden van de landbouwende klassen in het algemeen, van de landbouwinrichtingen en hare bijbehooren; tot de maatregelen die geschikt zijn om de veiligheid der landbouwwerken te verzekeren, de ongevallen te voorkomen, de vergoeding ervan te verzekeren; inzonderheid de voorwaarden te verbeteren van de gezondheid der huisvestingen van de veldarbeiders en der landelijke woningen; tot al de hervormingen die den verstandelijken en zedelijken toestand der landbouwers kunnen verhoogen;

Te voorkomen en zooveel mogelijk te vereffenen door tusschenkomst, verzoening of scheidsgerecht, de moeilijkheden of de geschillen die mochten oprijzen voornamelijk tusschen eigenaars en pachters of tusschen de hoofden van exploitatie, de landbouwondernemers en de veldarbeiders of knechten; het bedrag te bepalen van het pachtgeld en het bedrag der vergoedingen; de beste stelsels van verpachting op te sporen; modellen op te stellen van huureeelen, daarin begrepen de gemeen-

cher les formes les plus parfaites du contrat de travail individuel ou collectif, et des modes de rémunération du travail en général.

ART. 13.

Le comice est divisé en sections correspondant aux intérêts généraux dont il comporte la représentation, savoir :

A) *La section de la propriété*, qui comprend les représentants des deux premières catégories de l'article 3.

B) *La section de l'agriculture*, de la sylviculture et de l'horticulture embrassant ceux de la deuxième, de la troisième catégories de l'article 3, et ceux des première et troisième catégories de l'article 5.

Cette section se subdivisera, partout où le comportera la situation, en sous-sections de : culture des champs, sylviculture, arboriculture fruitière, floriculture, culture maraîchère, élevage chevalin, élevage bovin, aviculture, apiculture, etc.

C) *La section du travail* comprenant les représentants de la quatrième catégorie de l'article 3, de la deuxième et quatrième catégories de l'article 5. Elle se subdivisera en sous-sections de domestiques d'écuries, vachers, bergers, journaliers, ouvriers des travaux spéciaux, etc., etc.

D) *La section des sciences et de l'enseignement agricoles* comprenant spécialement la 5^e catégorie de l'article 5.

Chacune des sections ou sous-sections peut délibérer séparément sur les intérêts auxquels elle préside, et étudier, à ce point de vue, les questions générales ressortissant au comice dans son ensemble; chacune d'elles soumet de droit

schappelijke huurreëlen; de meest volkomen vormen op te zoeken van de arbeids-overeenkomst, persoonlijke of gemeenschappelijke, en van de wijze van vergelding van het werk in het algemeen.

ART. 13.

Het comice wordt verdeeld in afdelingen overeenstemmende met de algemeene belangen welker vertegenwoordiging het medebrengt, te weten :

A) *De afdeeling voor den eigendom*, die de vertegenwoordigers bevat van de eerste twee groepen, bedoeld in artikel 3.

B) *De afdeeling voor den landbouw* voor de boschcultuur en den tuinbouw, begrijpende die van de 2^e, van de 3^e groep, bedoeld in artikel 3, en die van de 1^e en van de 3^e groep, vermeld in artikel 5.

Deze afdeeling zal overal, waar de toestand het medebrengt, gesplitst worden in onderafdeelingen voor landbouw, boschcultuur, vruchtboomkweekerij, bloemkweekerij, warmoesteelt, paardenfokkerij, veeteelt, vogelteelt, bijenteelt, enz.

C) *De afdeeling voor den arbeid* bevat de vertegenwoordigers van de 4^e groep, bedoeld in artikel 3, van de 2^e en de 4^e groep, bedoeld in artikel 5. Zij zal gesplitst worden in onderafdeelingen voor stalknechten, koewachters, schaapherders, dagwerkers, arbeiders bij bijzondere werken, enz.

D) *De afdeeling voor landbouwwetenschappen en landbouwonderwijs* bevat voornamelijk de 5^e groep, bedoeld in artikel 5.

Elke der afdeelingen of onderafdeelingen kan afzonderlijk beraadslagen over de belangen welke zij voorstaat en uit dat oogpunt de algemeene vraagstukken bestudeeren die in hun geheel tot de bevoegdheid van het comice

aux délibérations du comice, les questions qu'elle croit susceptibles d'intéresser la généralité des classes agricoles.

ART. 16.

Le comice comprend deux chambres de conciliation. La première est composée de délégués des représentants des propriétaires des 1^{re} et 2^e catégories de l'article 3 et des locataires en nombre égal. Elle a pour mission :

1^o De prévenir et de régler par voie de médiation, de conciliation et d'arbitrage les différends qui pourraient s'élever entre propriétaires et fermiers à l'égard du contrat de bail;

2^o De rédiger des baux types;

3^o De fixer annuellement et par arbitrage, à la demande des intéressés, les taux des fermages, les indemnités qui seraient dues par les propriétaires, spécialement du chef de plus-value, ou par les locataires, du chef de dépréciation de la culture.

La deuxième chambre de conciliation est formée de délégués des représentants des fermiers et propriétaires cultivateurs d'une part, des ouvriers et domestiques, d'autre part, en nombre égal. Elle s'applique à prévenir et à apaiser, par voie de médiation, de conciliation et d'arbitrage, tous les conflits qui se rattachent au contrat de travail et à son exécution. Elle s'applique à élaborer les règlements applicables aux travaux de la culture, à rechercher les formes les plus parfaites à donner au contrat de travail individuel ou collectif, et aux systèmes de rémunération du travail.

behooren; elke harer onderwerpt van rechtswege aan de beraadslagingen van het comice, de vragen welke zij geschikt acht van belang te zijn voor de landbouwende klassen in het algemeen.

ART. 16.

Het comice bevat twee kamers van verzoening. De eerste is samengesteld uit afgevaardigden van de vertegenwoordigers der eigenaars van de 1^e en 2^e groep, bedoeld in artikel 3; en uit pachters in gelijk getal. Zij is gelast :

1^o De geschillen, die mochten oprijzen tusschen eigenaars en pachters ten opzichte van het pachtcontract, te voorkomen en te regelen door bemiddeling, verzoening en scheidsgerecht.

2^o De modelhuurceelen op te maken;

3^o Te bepalen, jaarlijks en scheidsrechterlijk, op aanvraag van de belanghebbenden, het bedrag der pachten, de vergoedingen die mochten verschuldigd zijn door de eigenaars, voornamelijk uit hoofde van verhoogde waarde, of door de pachters uit hoofde van de verminderde waarde der bebouwing.

De tweede kamer van verzoening is samengesteld uit afgevaardigden van de vertegenwoordigers der pachters en eigenaars-landbouwers, eenerzijds, en uit werklieden en knechten, anderzijds, in gelijk getal. Zij legt zich toe op het voorkomen en bevredigen, bij wijze van bemiddeling, verzoening en scheidsgerecht, van al de geschillen die betrekking hebben op de arbeidsovereenkomst en hare uitvoering. Zij vervaardigt de reglementen, toepasselijk op de werken van de bebouwing, zoekt naar de meest volmaakte vormen voor het persoonlijk of gemeenschappelijk huurcontract en de stelsels van vergelding des arbeids.

Une troisième chambre de conciliation sera, où la nécessité s'en fera sentir, instituée sur les mêmes bases, et destinée aux entrepreneurs de travaux spéciaux et à leurs ouvriers.

ART. 17.

Sans préjudice aux dispositions d'ordre général à arrêter par M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture, le comice se réunit obligatoirement, au moins quatre fois par an, aux époques à fixer par un règlement d'ordre intérieur. Les conditions des réunions extraordinaires seront fixées par le même règlement.

ART. 18.

Les comices peuvent se syndiquer pour réaliser l'un des objets de leurs attributions. L'arrêté royal organique fixera les conditions de ces associations.

ART. 19.

Dans toute commune rurale, les personnes appartenant au corps électoral du comice se réunissent de plein droit, au moins une fois par mois, au jour fixé par le règlement local, et dans une salle qui sera mise à leur disposition par l'administration communale.

Eene derde kamer van verzoening zal, daar waar het noodzakelijk wordt bevonden, worden ingesteld op dezelfde grondslagen en bestemd voor de ondernemers van bijzondere werken en voor hunne arbeiders.

ART. 17.

Onverminderd de bepalingen van algemeene orde, te nemen door den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Landbouw, is het comice verplicht ten minste viermaal per jaar bijeen te komen, op de tijdstippen te bepalen door een reglement van orde. De vereischten voor buitengewone bijeenkomsten worden bepaald door hetzelfde reglement.

ART. 18.

De comices kunnen zich in syndicaat vereenigen tot verwezenlijking van eene der zaken die tot hare bevoegdheid behooren. Het organiek koninklijk besluit bepaalt de voorwaarden waarop dit syndicaat mag tot stand komen.

ART. 19.

In elke landelijke gemeente komen de personen, behorende tot het kiezerskorps van het landbouwcomice met volle recht bijeen ten minste eenmaal per maand, ten dage door het plaatselijk reglement bepaald en in eene zaal daartoe door het gemeentebestuur tot hunne beschikking gesteld.

CHAPITRE III.

Les sociétés provinciales d'agriculture et le Conseil supérieur d'agriculture dans leurs conditions d'organisation.

ART. 20.

Chaque comice délègue à la société provinciale d'agriculture deux membres pour chacun des trois collèges de l'article 3, combiné avec l'article 5, et en outre deux délégués de la cinquième catégorie de l'article 5.

Elle se subdivise en sections correspondant à celles des comices.

ART. 21.

Chaque chambre provinciale s'occupe de toutes les questions et de toutes les mesures intéressant l'agriculture, et les classes agricoles, dans sa circonscription territoriale, telles qu'elles ont été définies à l'article 14.

ART. 22.

Dans le délai de cinq ans, à partir de la promulgation de la présente loi, il sera opéré un travail de revision des circonscriptions des sociétés provinciales d'agriculture, en vue de les mettre le plus parfaitement possible en rapport avec les régions agricoles, et les systèmes de culture prépondérants.

ART. 23.

Le Conseil supérieur d'agriculture s'occupe de tous les intérêts de l'agriculture nationale et des classes agricoles, et de toutes les mesures qui se rapportent aux progrès agricoles, et à l'amélioration des conditions des classes agricoles en Belgique.

HOOFDSTUK III.

De provinciale landbouwgenootschappen en de hoogere Raad van Landbouw in hunne samenstelling.

ART. 20.

Elk comice zendt naar het provinciaal landbouwgenootschap twee leden voor ieder der drie colleges, voorzien bij artikel 3, in verband gebracht met artikel 5, en daarenboven twee afgevaardigden van de vijfde groep, bedoeld in artikel 5. Het splitst zich in afdeelingen overeenkomende met die van de comices.

ART. 21.

Elke provinciale kamer houdt zich bezig met al de vraagstukken en al de maatregelen betreffende den landbouw en de landbouwende klassen, in hare omschrijving, zooals die zijn bepaald in artikel 14.

ART. 22.

Binnen een tijdsverloop van vijf jaar, te rekenen van de afkondiging van deze wet, zal er worden overgegaan tot een werk van herziening der omschrijvingen van de provinciale landbouwgenootschappen, ten einde deze zoo goed mogelijk te doen beantwoorden aan de landbouwstrecken en de meest toegepaste landbouwstelsels.

ART. 23.

De Hoogere Raad van landbouw houdt zich bezig met al de belangen van den nationalen landbouw en van de landbouwende klassen en met al de maatregelen die betrekking hebben op den vooruitgang van den landbouw en op de verbetering van den toestand der landbouwende klassen in België.

Il est formé par les délégations des sociétés provinciales d'agriculture : chacune d'elles y envoie un délégué pour chacune des catégories ci-dessus définies.

Le Gouverneur peut y envoyer des délégués avec voix consultative seulement. Ils seront nommés sur des listes présentées par l'Académie de médecine et les Classes des sciences et des sciences morales et politiques de l'Académie.

ART. 24.

L'arrêté organique du 18 octobre 1889, complété en 1898, sera modifié d'après les dispositions ci-dessus.

Hij bestaat uit de afgevaardigden der provinciale landbouwgenootschappen : elk dezer zendt naar den Raad een afgevaardigde voor iedere der vijf groepen, hierboven omschreven.

De Gouverneur kan naar den Raad afgevaardigden zenden met raadgevende stem alleen. Zij worden benoemd uit lijsten opgemaakt door de Academie van geneeskunde en de Klassen van wetenschappen en van moreele en politieke wetenschappen der Academie.

ART. 24.

Het organiek koninklijk besluit van 18 October 1889, aangevuld in 1898, zal worden gewijzigd volgens bovenstaande bepalingen.

H. DENIS.

BIJLAGE.

FRANKRIJK.

WETSONTWERP OPGESTELD DOOR DE LANDBOUW-COMMISSIE (¹).

Artikel 1. — In de hoofdplaats van elk departement wordt eene Landbouwkamer ingesteld, bestaande uit een lid voor elk kanton, behalve de uitsluitend stedelijke kantons.

De lijst dezer laatste kantons wordt door een reglement van openbaar bestuur vastgesteld.

De Kamer voor landbouw wordt verdeeld in zooveel afdeelingen als er arrondissementen bestaan in het departement.

Art. 2. — De leden van de Landbouwkamers worden op lijst verkozen per arrondissement.

Het kiescollege is samengesteld uit een afgevaardigde benoemd door den municipalen raad onder de ingeschreven landbouwkiezers, en uit een afgevaardigde voor elke groep van 200 kiezers, of een deel daarvan, of twee afgevaardigden boven de twee honderd, en uit een afgevaardigde benoemd door den municipalen raad onder de ingeschreven landbouwkiezers.

De stemming der afgevaardigden geschiedt bij gewone meerderheid en onder omslagen door het prefectoraal bestuur geleverd.

De stemming geschiedt per gemeente, van 10 uren 's morgens tot 4 uren 's namiddags, op den eersten Zondag van October.

Art. 3. — Zijn kiezers :

1^o De landbouwers, boomkweekers, tuinbouwers, hoveniers, warmoezers van bedrijf, gehuisvest in de gemeente en die sedert twee jaren als eigenaar, tochtenaar of gebruiker, beheerder, huurder, pachter of veepachter een landelijk goed of een bosch in bedrijf hebben ;

2^o De landbouw-arbeiders, die zich met veldarbeid bezighouden, op

(¹) Kamer der Afgevaardigden, 1906, *Doc. parl.*, blz. 305.

voorwaarde dat zij, bij de openbaarmaking van de kiezerslijsten, sedert ten minste twee jaren in de gemeente gevestigd zijn ;

3^o De eigenaars, tochtenaars of gebruikers van een landelijk erf dat zij niet zelf bebouwen, die sedert ten minste twee jaren gemelde erven bezitten, op voorwaarde dat zij in de gemeente verblijven ;

4^o De bestuurders, leeraars, repetitors en landbouwopzichters van de inrichtingen van land-, tuin- en landbouwonderwijs of veeartsenijkunde, de bestuurders van de Staatsinrichtingen voor veefokkerij en van de landbouwstations, de departements- en bijzondere leeraars van landbouwkunde die in het departement verblijven ;

5^o De oud-landbouwers, die sedert twee jaren in de gemeente wonen en ten minste gedurende negen jaren als pachter of hoevenaar ofwel als eigenaar een landelijk erf hebben bebouwd.

De kiezers moeten Franschman zijn, den leeftijd van vijf en twintig jaar hebben bereikt en in het genot van hunne burger- en staatsrechten zijn.

Vrouwen, die voldoen aan de voorwaarden vereischt bij § 1 van dit artikel, zijn insgelijks kiezers.

Het landbouwdomicilie kan niet hetzelfde zijn als het domicilie waar men zijne burgerrechten uitoefent. Het wordt verkregen door eene aangifte ter meierij van de gemeente waar de aangever sedert twee jaren eigenaar, landbouwer of arbeider is, overeenkomstig § 1, 2 en 3 van dit artikel.

Art. 4. — Kiezers, die in verschillende districten kiesrecht hebben, kunnen dit recht slechts uitoefenen in een enkel district naar hunne keuze.

Art. 5. — Zijn verkiesbaar, alle kiezers opgenomen in de in artikel 3 gemelde groepen, die den leeftijd van dertig jaar hebben bereikt en in het arrondissement verblijven, met uitsluiting van de vrouwen.

De ambtenaren van het landbouwonderwijs, de bijzondere leeraars en de departementsleeraars, de bestuurders van landbouwscholen, van oefenscholen, van modelhoeven, van inrichtingen voor veefokkerij maken van rechtswege deel uit van de Landbouwkamers, doch enkel met raadgevende stem.

Art. 6. — De stemming geschiedt in de hoofdplaats van het kanton, van 10 uren 's morgens tot 4 uren 's namiddags, op den derden Zondag na de kiezing van de afgevaardigden voor de gemeente.

De stemming geschiedt onder omslagen door het prefectoraal bestuur geleverd.

Art. 7. — Voor de benoeming der afgevaardigden is het gemeentekiesbureau samengesteld uit een voorzitter, twee bijzitters en een secretaris door hen verkozen onder de landbouwkiezers. Dit bureau wordt voorgezeten door den meier, de adjuncten of leden van den municipalen raad der gemeente ; bij ontstentenis dezer, door den oudste der landbouwkiezers die lezen en schrijven kan.

De bijzitters worden aangewezen, naar volgorde van de tabel, onder de municipale raadsleden; bij ontstentenis dezer, treden op als bijzitters de oudste en de jongste der landbouwkiezers die kunnen lezen en schrijven.

Voor de benoeming van de leden der Landbouwkamer, is het kantonnaal bureel samengesteld uit een voorzitter, twee bijzitters en een secretaris door hen verkozen onder de aanwezige landbouwfgevaardigden.

Het wordt voorgezeten door den meier, de adjuncten of municipale raadsleden van de hoofdplaats van het kanton; bij ontstentenis dezer, door den oudste der aanwezige afgevaardigden die lezen en schrijven kan.

De bijzitters worden aangewezen, naar volgorde van de tabel, onder de municipale raadsleden van de hoofdplaats van het kanton; bij ontstentenis dezer, treden als bijzitters op de oudste en de jongste der aanwezige landbouwfgevaardigden die kunnen lezen en schrijven.

Art. 8. — Alle gerechtelijke akten, waartoe aanleiding kan gegeven worden door de gedingen betreffende betwistingen van verkiezingen, zijn vrij van zegel en registratierecht.

Art. 9. — De leden der Landbouwkamers worden voor zes jaar benoemd; de Kamers worden voor de helft om de drie jaar vernieuwd en de leden zijn steeds herkiesbaar. Om, na drie jaar, de eerste reeks aftredende leden te bepalen, verdeelt de kamer de kantons van het departement in twee reeksen, derwijze dat zooveel mogelijk de kantons van elk arrondissement gelijkmatig in elk der reeksen ingedeeld worden, en daarna duidt zij bij loting de orde van de vernieuwing der reeksen aan.

Art. 10. — Wanneer, door overlijden of ontslag, het getal leden eener Landbouwkamer, behorende tot eenzelfde arrondissement, met een derde vermindert, wordt daarvan onmiddellijk door den voorzitter kennis gegeven aan den prefect van het departement, die binnen een termijn van twee maanden de afgevaardigden van het arrondissement bijeenroept om de openstaande plaatsen aan te vullen, ten ware die plaatsen kwamen open te staan binnen twaalf maanden vóór elke vernieuwing.

Art. 11. — De leden van de Landbouwkamer, behorende tot eene zelfde arrondissementsafdeeling, zijn verplicht te vergaderen in de hoofdplaats van gezegd arrondissement, ten minste eenmaal in elk jaar, den derden Zondag van November; jaarlijks duiden zij, bij meerderheid van stemmen, een voorzitter, een ondervoorzitter en een secretaris aan.

De leden van de departementslandbouwkamer zijn verplicht te vergaderen in algemeene zitting, ter hoofdplaats van het departement, ten minste eenmaal in elk jaar, den eersten Zondag van Maart.

Art. 12. — Het bureel der Landbouwkamers is samengesteld uit een voorzitter, een ondervoorzitter en een secretaris, jaarlijks bij meerderheid van stemmen verkozen en steeds herkiesbaar.

Art. 13. — Buiten den verplichten zittijd, die niet langer dan acht

dagen mag duren, kunnen de Landbouwkamers vergaderen in buitengewonen zitting, wanneer de twee derden der leden zulks schriftelijk aanvragen aan den prefect, of op verzoek van den minister van landbouw.

De prefect stelt den datum vast voor deze vergaderingen.

Art. 14. — De prefect van het departement, voor de algemeene vergaderingen, en de onderprefect, voor de arrondissementsvergaderingen, ontvangen bericht van de dagorde der werkzaamheden en van de samenstelling der bureelen; deze kennisgevingen moeten beteekend worden binnen 24 uren na de vaststelling van bedoelde dagorden of de verkiezing der bureelen.

Art. 15. — De Landbouwkamers deelen aan de Reggering en aan den Algemeenen Raad van hun departement hunne zienswijze mede omtrent al de vraagstukken betreffende den landbouw, die zij het gepast achten hun te onderwerpen.

Art. 16. — Twee of meer Landbouwkamers kunnen door bemiddeling van hare voorzitters, en na de kennisgeving daarvan aan de prefecten, eene onderlinge verstandhouding uitlokken over de landbouwvraagstukken die tot hare bevoegdheid behooren en hare departementen gezamenlijk aanbelangen.

Vraagstukken van gemeenschappelijk belang worden besproken in conferentiën, waarbij elke Landbouwkamer vertegenwoordigd wordt door eene daartoe benoemde bijzondere commissie.

De prefecten der belanghebbende departementen kunnen steeds deze conferentiën bijwonen.

De aldaar genomen beslissingen worden overgemaakt aan den Minister van Landbouw, na goedkeuring door al de belanghebbende Landbouwkamers.

Art. 17. — De Landbouwkamers kunnen zich splitsen in afdeelingen, die het recht hebben buiten den zitting te vergaderen voor de haar door de Kamer opgelegde studiën.

Art. 18. — De prefecten in de hoofdplaats van het departement en de onderprefecten in de hoofdplaats van het arrondissement bezorgen een lokaal voor het houden van de zittingen der Landbouwkamers.

Art. 19. — De prefect en de onderprefect, in hunne wederzijdsche arrondissementen, alsmede de landbouw-inspecteurs, de bestuurders en inspecteurs der paardenstoeterijen, de inspecteurs van wateren en bosschen, worden toegelaten tot de vergaderingen van de Landbouwkamers en worden gehoord telkens als zij het vragen.

De prefect en de onderprefect kunnen zich doen helpen of vertegenwoordigen door een afgevaardigde.

Art. 20. — De Landbouwkamers worden erkend als instelling van

openbaar nut en kunnen, als zoodanig, aanwerven, ontvangen, bezitten en vervreemden, na behoorlijke machtiging daartoe.

Art. 21. — De Landbouwkamers stellen hare begrooting vast ; deze wordt door den prefect gevisceerd en medegedeeld aan den Algemeenen raad van het departement.

Door den Algemeenen raad wordt voorzien in de volgende uitgaven, opgenomen als verplichte uitgaven en jaarlijks ingeschreven :

- 1^o Kosten voor het opmaken der kiezerslijsten ;
- 2^o Geringe kantoorkosten.

Art. 22. — De processen-verbaal van de zittingen der algemeene vergaderingen en arrondissementsvergaderingen van de Landbouwkamers worden binnen acht dagen overgemaakt aan den prefect, die ze, bij voorkomend geval, aan den Minister van Landbouw onderwerpt ; deze moet binnen ééne maand, bij decreet, de vernietiging uitspreken van elke akte of beraadslaging die de wettelijke bevoegdheden der Kamers zou te buiten gegaan zijn.

De Landbouwkamers, die de voorschriften van deze wet overtreden, kunnen door den ministerraad, op voorstel van den Minister van Landbouw, bij decreet ontbonden worden.

Art. 23. — Binnen zes maanden na de afkondiging van deze wet wordt overgegaan tot de benoeming van de Landbouwkamers.

Art. 24. — Een reglement van openbaar bestuur bepaalt de werking van deze wet.

Art. 25. — De vroegere wetten, decreten en reglementen betreffende de Landbouwkamers zijn en blijven afgeschaft.

